

Profiter de la faim

Résistances populaires aux systèmes
alimentaires des grands groupes privés



War on Want se bat contre les causes profondes de la pauvreté et de la violation des droits de l'homme, dans le cadre du mouvement mondial en faveur de la justice globale.

Notre démarche consiste à :

- travailler en partenariat avec des mouvements sociaux, des syndicats et des organisations de travailleurs pour donner à chacune et chacun les moyens de se battre pour faire valoir leurs droits
- organiser des campagnes populaires percutantes pour combattre les causes profondes de la pauvreté et des violations des droits humains
- galvaniser un soutien et bâtir des alliances pour une action politique en faveur des droits humains, en particulier des droits des travailleurs
- sensibiliser le public aux causes profondes de la pauvreté, des inégalités et de l'injustice et lui donner les moyens d'agir en faveur du changement.

Rejoignez-nous !

Le succès de notre action repose sur notre capacité de mobilisation pour lutter contre la pauvreté et les violations des droits de l'homme. Impliquez-vous dans notre travail :

Visitez waronwant.org/donate
Envoyez un e-mail à support@waronwant.org
Appelez le +44 (0)207 324 5040
Écrivez à War on Want
44-48 Shepherdess Walk
Londres NI 7JP
Royaume-Uni



facebook.org/waronwant



[@waronwant](https://twitter.com/waronwant)



[@waronwant](https://instagram.com/waronwant)

Note relative à la traduction en français du rapport : War on Want a pour objectif de rendre le texte de ce rapport accessible au plus grand nombre de lecteurs possible dans cette traduction en français. Nous comprenons l'importance de l'emploi du neutre et de la langue inclusive en français. Pour autant, l'utilisation des symboles inclusifs « · » ou « * » en français masque le sens exact de certaines parties du texte du rapport et ceux-ci ne sont pas reconnus par les logiciels lecteurs d'écran employés par les lecteurs malvoyants ou aveugles. C'est pour cette raison que, dans un souci de maintien du plus haut niveau de clarté et d'accessibilité, nous avons décidé de ne pas utiliser la langue inclusive. Dans des cas spécifiques, nous avons utilisé le féminin pour mettre en évidence des groupes à prédominance féminine d'ouvrières agricoles et de paysannes, lorsque le contexte l'exige.

Sommaire

Préface	02
Partie 1 : État des lieux du système alimentaire global	05
1. Introduction	05
1.1 L'héritage colonial de l'agriculture d'exportation dans le Sud global	07
1.2 Du gaspillage alimentaire aux émissions mondiales de gaz à effet de serre : un modèle de production alimentaire non durable	10
1.3 Guerre, impérialisme et faim	11
1.4 La crise climatique et la situation post-Covid	11
2. L'agriculture d'exportation dans le Sud global : le cercle vicieux de la dépendance à l'égard des devises et de la dette	14
3. La mainmise des multinationales sur l'agriculture	17
3.1 Le chamboulement des systèmes alimentaires par les fusions de grands groupes privés et l'apparition de nouveaux acteurs économiques	17
3.2 Mainmise par des multinationales sur les instances de politiques publiques de l'ONU	21
3.3 La crise climatique et le greenwashing des grands groupes privés	23
4. Accaparement des terres par le secteur financier	29
5. L'agriculture des grands groupes privés et le droit à la santé	34
Partie 2 : La souveraineté alimentaire en action	39
6. Le droit à la terre au Sri Lanka : résister à l'accaparement des terres par l'agrobusiness	42
7. Résister aux pesticides toxiques au Kenya : agroécologie paysanne et souveraineté des semences	46
8. La lutte des paysans contre la crise climatique au Bangladesh : techniques locales d'adaptation et d'atténuation	50
9. Le pouvoir des syndicats au Maroc : la mobilisation ouvrière contre l'exploitation dans les méga-fermes orientées vers l'exportation	54
10. Mobilisation des travailleurs du secteur alimentaire et agricole contre l'exploitation au Royaume-Uni	59
Conclusions et recommandations	65
Glossaire et acronymes	69
Annexe	72
Bibliographie	74

Préface

Plus d'une décennie s'est écoulée depuis la publication du rapport de 2011 de War on Want intitulé « Food Sovereignty: Reclaiming the Global Food System » (Souveraineté alimentaire : Reconquérir le système alimentaire global), qui illustre comment le capitalisme des grands groupes privés entretient la faim dans le monde par le contrôle qu'il exerce sur la production agricole, les échanges commerciaux globaux à grande échelle et la vente généralisée de soi-disant intrants agricoles tels que des semences génétiquement modifiées et des engrais chimiques.

Depuis, nombre de ces problèmes se sont intensifiés et, dans le même temps, de nouveaux défis complexes sont apparus. Les conséquences de la crise financière de 2008, avec les mesures d'austérité que les institutions financières internationales ont imposées aux gouvernements du monde entier, ont aggravé la pauvreté et les inégalités dans de nombreux pays du « Sud global » et accru leur endettement, exacerbant la crise économique qu'ils traversaient. Dans le même temps, la militarisation croissante qui s'opère dans le monde entier a de profondes répercussions sur l'alimentation et la nutrition par la perturbation des chaînes d'approvisionnement alimentaire et la destruction des récoltes qu'elle a entraînées.

Pour couronner le tout, le monde est maintenant aux prises avec la crise climatique, dont les graves répercussions se manifestent déjà, en particulier dans les pays du Sud global, par des catastrophes climatiques fréquentes et intenses aux effets dévastateurs sur la vie et les moyens de subsistance de millions de personnes. Les perturbations de la production alimentaire mondiale constituent l'un des nombreux défis étroitement liés à l'aggravation de la crise climatique et illustrent à quel point l'actuel système alimentaire industriel mondial n'est pas tenable.

Un réchauffement planétaire de 1,5 °C risque de provoquer de mauvaises récoltes des cultures vivrières de base dans les principaux pays producteurs d'aliments. La fréquence accrue des vagues de chaleur, des sécheresses et des inondations dues au dérèglement climatique expose déjà des millions de personnes à un taux élevé d'insécurité alimentaire¹. Dans le même temps, le modèle industriel de la production alimentaire, héritage du colonialisme et accentué par la Révolution verte et les politiques néolibérales, est l'un des principaux vecteurs de la crise climatique : **entre 21 % et 34 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre sont liées à ce système dysfonctionnel de production alimentaire.**

La récente pandémie de Covid-19 qui s'y est greffée représente un choc de plus qui s'ajoute à la crise économique qui frappe depuis 10 ans. **C'est bien cette crise structurelle du néolibéralisme qui constitue le fondement de la crise économique et de la crise de la dette des pays du Sud global : c'est elle qui est à l'origine du creusement des inégalités entre les pays et en leur sein.** Ces injustices macroéconomiques et structurelles mondiales ont des impacts concrets sur les communautés les plus marginalisées du monde, qui se répercutent sur le coût des biens de première nécessité tels que les produits alimentaires, le carburant et l'énergie.

Aujourd'hui, le système alimentaire agro-industriel, celui-là même qui est responsable du tiers environ des émissions mondiales de gaz à effet de serre, est l'un des plus ardents défenseurs de fausses solutions climatiques qui sont dommageables, ces modèles soi-disant « fondés sur la nature » ou « positifs pour la nature ». Les grands groupes privés de l'agro-business veulent faire croire que ce n'est que par l'adoption de solutions technologiques miracles, la numérisation de l'agriculture et l'acquisition de terres pour les marchés du carbone, que nous pourrions sortir de la crise climatique et rester en dessous de la barre des 1,5 °C.

Or ce qu'ils proposent réellement, c'est la concentration accrue des terres entre les mains de quelques-uns, dont le corollaire est la spoliation continue des paysans, des peuples autochtones, des pêcheurs et d'autres producteurs d'aliments du Sud global. Si rien n'est fait, on court tout droit vers un nouvel accaparement des terres aux relents coloniaux, sous couvert de solutions climatiques. Tout le long de la chaîne de production, de la semence à l'assiette, le système alimentaire global est inextricablement lié à la crise climatique et les ajustements ponctuels apportés à l'actuel modèle dominant de production alimentaire seront loin de suffire pour relever ces défis. En fait, si on les laisse faire, les grands groupes privés de l'agrobusiness continueront de dominer et de contrôler les réponses au changement climatique pour servir leurs propres intérêts. Face à cela, il est urgent de proposer des alternatives radicales.

Pour autant, tout espoir n'est pas perdu. Un mouvement croissant de paysans et paysannes et de cultivateurs et cultivatrices à travers le monde réclame un système alimentaire alternatif fondé sur les principes de la souveraineté alimentaire : « le droit fondamental de tous les peuples, de toutes les nations et de tous les États de contrôler les systèmes et les politiques alimentaires et agricoles, en veillant à ce que chacun dispose d'une alimentation adéquate, abordable, nutritive et culturellement appropriée ». Le mouvement pour la souveraineté alimentaire présente non seulement une réponse à la pauvreté, à la faim et aux inégalités, mais aussi une véritable solution pour refroidir la planète.

La souveraineté alimentaire peut se manifester d'innombrables façons, qu'il s'agisse de luttes pour le droit à la terre et pour une réforme agraire face à l'accaparement des terres et au déplacement des populations, ou des combats pour obtenir le droit d'utiliser des semences traditionnelles qui appartiennent aux paysans. Elle peut prendre la forme d'une agroécologie paysanne – une science, un mouvement social et un mode de vie – et de stratégies locales et peu coûteuses d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets. Elle s'est traduite par d'importants efforts pour la reconnaissance d'un cadre et d'un

instrument juridique des Nations Unies de défense des droits des peuples à l'égard de leurs terres, de leurs semences, de l'eau et d'autres ressources naturelles. Elle se constate par des luttes quotidiennes pour de meilleures conditions de travail pour les ouvriers agricoles dans les exploitations orientées vers l'exportation dans les pays du Sud global et dans les fermes-usines avicoles dans le Nord global.

War on Want est au premier plan de la lutte contre la pauvreté, la faim et les inégalités depuis sa création il y a plus de 70 ans. Aujourd'hui, nous continuons d'œuvrer avec nos partenaires du monde entier pour proposer un modèle différent de production et de distribution alimentaires, basé sur les principes de la souveraineté alimentaire.

Le droit à l'alimentation est un droit humain fondamental qui protège le droit de toute personne de vivre dans la dignité, à l'abri de la faim, de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition. Or le modèle actuel de production alimentaire ne garantit pas ce droit. En effet, bien qu'il y ait assez d'aliments produits pour nourrir le double de la population mondiale, cette production est faite pour maximiser les profits des grands groupes privés qui contrôlent les chaînes d'approvisionnement. Des céréales pourrissent dans des silos agricoles pendant que des gens souffrent de la faim.

Pour relever le défi de limiter le réchauffement climatique à 1,5 °C, il faut impérativement transformer nos systèmes globaux, et parmi eux le système alimentaire. War on Want est aux premiers rangs de la défense d'un New Deal vert mondial dans l'objectif de transformer radicalement notre économie globale par l'abandon de systèmes d'extraction et d'exploitation à outrance, en faveur de systèmes de soin et de réparation. L'adoption d'un New Deal vert mondial radical pour l'alimentation implique une transition vers le modèle de la souveraineté alimentaire comme unique voie possible pour maintenir le réchauffement climatique dans les limites de 1,5 °C, respecter les frontières planétaires et réparer les injustices historiques qui sévissent dans le système alimentaire global.

Le présent rapport « Profiter de la faim : Résistances populaires aux systèmes alimentaires des grands groupes privés » aborde quelques-uns des changements et des défis les plus importants des 10 prochaines années. Il recense les alternatives échafaudées par des paysans et paysannes du monde entier – celles et ceux qui produisent 70 % de la nourriture mondiale sur moins de 30 % des terres arables du monde – en réponse aux crises inextricablement liées du climat, du contrôle par les grands groupes privés néocoloniaux, de la pauvreté et des inégalités.

La nourriture n'est pas une marchandise, et la terre n'est pas un actif financier – l'une comme l'autre sont des droits humains fondamentaux que nous devons défendre.



Asad Rehman
Directeur exécutif
War on Want

Partie 1 : État des lieux du système alimentaire global

1. Introduction

On assiste à une recrudescence de la faim dans le monde, après un recul du nombre de personnes souffrant de la faim entre 2009 et 2013. Cette tendance s'est maintenant inversée et la faim dans le monde augmente d'année en année : en 2021, on comptait plus de personnes touchées par la faim qu'en 2020, ce qui était déjà le cas par rapport à 2019².

C'est à cause du système agricole et alimentaire (agroalimentaire) global, lui-même sensible aux crises politiques et économiques, que les pauvres ruraux, qui produisent les aliments, souffrent de la faim. Qu'il s'agisse d'éleveurs ou de pêcheurs, d'habitants autochtones des forêts ou de cultivateurs de petites parcelles d'oasis, des centaines de millions de petits producteurs d'aliments sont confrontés à la faim, et ce face au désintérêt, voire à l'hostilité, de l'État à l'égard de leur droit à une vie digne, à l'abri de la faim.

De nombreux gouvernements à travers le monde continuent de dénigrer l'agriculture paysanne à petite échelle et l'agroécologie comme moyen de nourrir leurs populations. Ils rejettent l'idée d'un système agroalimentaire global différent, fondé sur la souveraineté alimentaire nationale, convaincus que le monopole des multinationales de l'agro-industrie sera plus efficace pour résoudre le problème de la faim. Ceux et celles qui luttent en faveur d'une transformation profonde du système se butent à la convoitise des monopoles, qui de surcroît contrôlent et profitent des produits chimiques et des machines qui entrent dans la production alimentaire. Or ce modèle de production alimentaire, basé sur la monoculture, l'utilisation intensive d'intrants énergétiques et chimiques et de

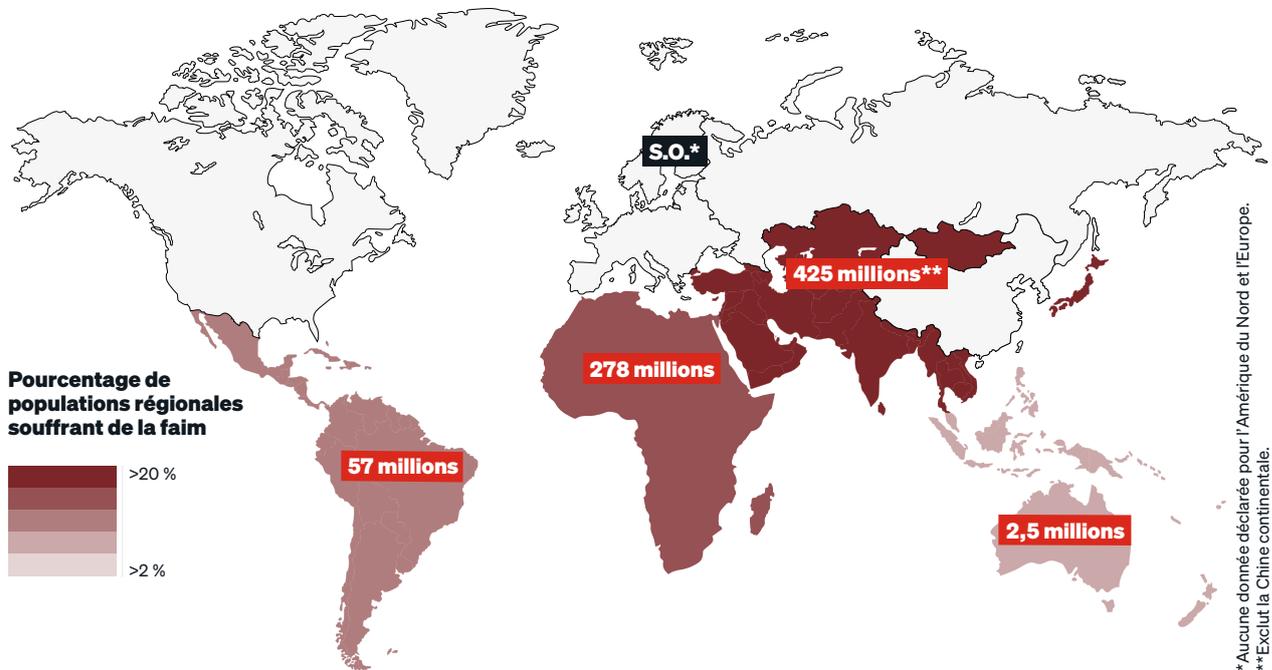
semences génétiquement modifiées, n'est pas viable, tant pour la biodiversité de la planète, que pour son climat et ses habitants.

Le système alimentaire global a été complètement chamboulé au cours des 50 dernières années. **Les systèmes agroalimentaires des pays du Sud global ont soutenu, complété et approvisionné ceux du Nord au nom de la « sécurité alimentaire », tendance qui s'est accompagnée d'un nombre d'acquisitions de terres et d'un niveau de faim sans précédent, et ce malgré une augmentation de la production.** Ils incarnent la vision de la sécurité alimentaire, prônée par les gouvernements du Nord global, soutenue par les monopoles de l'agrobusiness du Nord et bénéficiant du soutien supplémentaire des élites de l'agro-industrie et des propriétaires de plantations du Sud global, qui tirent profit de produire pour le Nord, tout en épuisant tant la richesse que la santé des peuples et des terres³.

Cette transformation des systèmes agricoles et alimentaires qui se produit depuis plusieurs dizaines d'années est étroitement liée aux crises interconnectées de la pauvreté, des inégalités et des injustices, qui s'ajoutent à celle du dérèglement climatique. Associée aux inégalités généralisées en matière d'accès à la terre, cette situation est l'héritage du colonialisme et de l'impérialisme qui sévissent de longue date dans une grande partie du Sud global⁴.

À l'ère de la domination coloniale, les agriculteurs de nombreuses régions du Sud global étaient contraints de cultiver des cultures destinées à l'exportation, telles que le coton, le blé et le

Faim dans le monde



768 millions

↑ **46 millions**
de plus qu'en 2020

↑ **150 millions**
de plus qu'en 2019

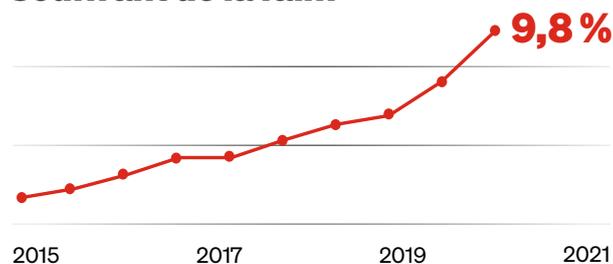
de personnes souffraient de la faim* en 2021



2,3 milliards de personnes dans le monde

souffraient d'insécurité alimentaire en 2021, soit 350 millions de plus qu'avant la pandémie de Covid-19

Proportion de la population mondiale souffrant de la faim



Faim : Sensation physique inconfortable ou douloureuse causée par la sous-alimentation. **Insécurité alimentaire modérée** : Accès incertain à la nourriture, en raison du manque d'argent ou d'autres ressources, qui conduit à une alimentation de mauvaise qualité ou insuffisante ou à la saute de repas.

Insécurité alimentaire grave : Incertitude extrême d'accès à la nourriture, en raison du manque d'argent ou d'autres ressources, qui conduit à des périodes prolongées de faim (se passer de nourriture pendant une journée ou plus).

Source : FAO, FIDA, UNICEF, PAM et OMS, « L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2022. Réorienter les politiques alimentaires et agricoles pour rendre l'alimentation saine plus abordable » (2022).

sucres, pour satisfaire les besoins alimentaires de la puissance coloniale, qui les rémunérait à bas prix. Depuis quelques années, les craintes en matière de sécurité alimentaire ont donné lieu à un accaparement de terres à grande échelle par les pays riches, une forme d'« agro-colonialisme », dans le but d'assurer l'approvisionnement alimentaire de leurs propres populations. S'ajoute à cela la mainmise par les grands groupes privés de l'agro-business sur l'ensemble du système alimentaire, depuis les semences jusqu'à la commercialisation des produits, alors que les marchés financiers qui spéculent sur les prix des denrées alimentaires et sur les terres agricoles confortent d'autant plus inexorablement une mentalité coloniale d'extraction, d'exploitation et de profit à grande échelle, sans se soucier de l'impact qu'une telle approche peut avoir sur les personnes qui travaillent pour produire de la nourriture, sur la planète et sur nos écosystèmes.

Comme le montrent les études scientifiques, entre 21 % et 37 % du total des émissions de gaz à effet de serre sont imputables au système alimentaire : face à ce constat, il est impossible de sous-estimer l'impact que l'actuel modèle industriel de la production alimentaire peut avoir sur la crise climatique⁵.

Pourtant la crise climatique constitue l'enjeu éthique et politique le plus pressant de notre vivant : il nous reste moins de dix ans pour limiter le réchauffement climatique à un maximum de 1,5 °C afin d'éviter un dérèglement catastrophique du climat. Dans la situation actuelle, les scientifiques affirment d'ores et déjà que les mesures de lutte contre la crise climatique ne permettront pas de rester en dessous du seuil de 1,5 °C.

Le réchauffement accru de la planète aura de graves répercussions sur la biodiversité et les écosystèmes, notamment la perte et l'extinction d'espèces. Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) avertit qu'il faut s'attendre à ce que sur les 105 000 espèces étudiées, 6% des insectes, 8% des plantes et 4% des vertébrés perdent plus de la moitié de leur « aire de répartition géographique déterminée par le climat », une fois que le réchauffement planétaire atteindra la barre des 1,5°C. Une hausse de 2 °C entraînera une forte détérioration de la situation. La diminution du nombre d'espèces se traduira par un déclin marqué de la biodiversité globale : celui-ci mettra

à rude épreuve les systèmes alimentaires déjà vulnérables, en particulier l'agroécologie, qui dépend du bon fonctionnement de la biosphère.

Le GIEC signale que dans un certain nombre de régions, la crise climatique porte déjà atteinte à la sécurité alimentaire et que les risques de perturbation des systèmes alimentaires ne font que s'accroître⁶. Il avertit également qu'il est nécessaire d'engager des transitions justes pour faire en sorte que les approches d'atténuation des effets du changement climatique ne déclenchent pas des rivalités autour de l'acquisition des terres au détriment des communautés. **Les producteurs et les consommateurs à faible revenu pâtiront sans doute le plus, faute des moyens nécessaires pour investir dans des mesures d'adaptation, d'atténuation et de diversification.** Face à l'allure du réchauffement de la Terre, les agriculteurs disposent de peu de temps pour réussir la transition de leurs pratiques agricoles afin d'accroître leur résilience grâce à l'agroécologie, si tant est qu'elle est même possible.

Les défis sont immenses, d'où l'impératif d'une transformation complète et juste du système alimentaire global en faveur d'un modèle de souveraineté alimentaire.

1.1 L'héritage colonial de l'agriculture d'exportation dans le Sud global

La crise de l'augmentation de la faim dans le monde, et du système agroalimentaire mondial à proprement parler, n'est pas due à un manque de nourriture, ni à un manque de technologies ou de terres : il ne s'agit *pas* d'une crise de surpopulation.

C'est une crise des méthodes de la production des aliments et des profondes inégalités qui existent dans les rapports de force entre le Nord global et le Sud global, ainsi qu'à l'intérieur des pays eux-mêmes. Les acteurs suffisamment puissants pour contrôler la production alimentaire sont ceux qui consomment et qui souffrent de la faim. En raison de ce déséquilibre de pouvoir, les peuples sont plus pauvres et ont plus faim dans le Sud global que dans le Nord global, et c'est dans le Sud que les combats pour la souveraineté alimentaire sont les plus prononcés.

Calories produites par rapport aux calories nécessaires

Le monde produit déjà largement de quoi nourrir la planète entière

Aliments nécessaires pour nourrir la planète entière

2 250 calories
par personne et par jour



Aliments cultivés à l'échelle mondiale

6 000 calories
par personne et par jour

Source : M. Berners-Lee et al., « Current Global Food Production Is Sufficient to Meet Human Nutritional Needs in 2050 Provided There Is Radical Societal Adaptation », (2018) et FAO, FIDA, UNICEF, PAM et OMS, « L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2022. Réorienter les politiques alimentaires et agricoles pour rendre l'alimentation saine plus abordable » (2022)

Le système agroalimentaire global trouve ses origines dans le colonialisme, l'impérialisme et le capitalisme monopoliste. Dans les années 1970, la combinaison de politiques impérialistes et du capitalisme monopoliste donna naissance à un nouveau régime appelé « néolibéralisme », marqué par un retour aux déséquilibres des puissances coloniales. À titre d'exemple, dès la fin du XIX^e siècle, des pays colonisés pauvres, comme l'Inde, le Sri Lanka, le Ghana, l'Indonésie et le Brésil, se sont spécialisés dans l'exportation de produits tropicaux tels que les épices, le thé et le café, impossibles à cultiver dans les climats nordiques malgré les avancées technologiques⁷.

Le colonialisme entraîna une vague massive d'acquisition de terres. Pour cultiver et exporter des cultures de rente (des cultures cultivées pour leur valeur commerciale plutôt que pour la subsistance et l'utilisation de leurs producteurs) et des produits tropicaux dans les pays où la population autochtone avait faim mais était dépourvue de moyens d'agir, on trouva logique de concentrer les terres entre le moins grand nombre de propriétaires possible. Au cours de cette période, la consommation de

céréales par habitant dans le Sud global ne cessa de baisser : il s'agissait ni plus ni moins de famine induite par le colonialisme⁸. Le régime colonial fit disparaître les systèmes existants de prévention de la famine centrés sur l'État et rendit les pays des régions tropicales et subtropicales vulnérables aux calamités cumulées de la faim, de la pauvreté et de taux élevés de mortalité⁹.

Dès le début du XX^e siècle, la production céréalière commença à se concentrer dans des pays comme les États-Unis, le Canada, l'Australie, ainsi que dans certains pays d'Amérique latine, où les terres avaient été obtenues par le génocide des peuples autochtones¹⁰. Des mouvements de libération nationale éclatèrent entre les années 1940 et les années 1970 dans l'ensemble des pays du Sud global, notamment au Kenya, en Algérie et en Inde. Ces mouvements se mirent à libérer des terres et à prendre des mesures importantes en faveur de modèles agricoles nationaux. Pour autant, rares furent ceux à se défaire de l'accent mis sur les exportations de produits de base.

Au cours de cette même période, les États-Unis produisaient un excédent phénoménal de denrées alimentaires, en particulier de céréales¹¹.

Avec cette surproduction, le pays adopta une nouvelle stratégie de dumping alimentaire en vendant ses céréales à des prix réduits sur les marchés internationaux et en les exportant partout dans le monde. Dans les années 1970, de nombreux pays du Sud global se mirent à orienter leurs efforts de production agricole vers les exportations en concluant des accords de « libre-échange » avec les pays du Nord global, alors même que leurs systèmes nationaux d'agriculture et de production souffraient d'intrants agricoles coûteux et souvent importés (notamment les engrais, les herbicides, les tracteurs et les aliments pour animaux à base d'orge et de maïs), et

alors même que le Nord global globalisait son modèle d'agriculture industrielle à forte intensité de capital (nécessitant d'importants investissements en capital)¹². Les grands groupes de l'agroalimentaire des États-Unis devinrent d'autant plus puissants.

À la suite de l'effondrement de l'Union soviétique en 1991, les systèmes de production agricole nationale furent en grande partie démantelés dans les anciens États soviétiques, ce qui entraîna une réduction phénoménale de la nourriture disponible par personne et un nombre considérable de décès dus à la faim¹³.

Les accords commerciaux et les stratégies de dumping alimentaire

Les accords de soi-disant libre-échange ont exposé l'agriculture du Sud global aux stratégies de dumping céréalier des pays industrialisés.

En vertu de l'Accord de libre-échange nord-américain de 1994, la production de maïs à forte intensité de capital des États-Unis a été exportée vers le Mexique, ce qui a eu pour effet de détruire le système local de production *milpa*, **cette forme d'agriculture paysanne basée sur la culture intégrée de maïs, de légumineuses et de courges**¹⁴. Cette décision a eu pour effet concret de transformer le Mexique en une serre à ciel ouvert destinée à la consommation de fruits et légumes des États-Unis¹⁵, tandis que les paysans mexicains déplacés sont partis travailler dans les entreprises nationales de l'agro-industrie américaine¹⁶.

La destruction des petites fermes paysannes mexicaines causées par cette prétendue ouverture du marché et le délitement des mesures de protection de la production nationale ont facilité l'exportation des cultures par les grands négociants en céréales et l'importation de personnes par les entreprises locales de l'agro-industrie américaine. La privation du droit du peuple mexicain à l'alimentation et à une vie digne est donc le corollaire de cultures bon marché produites pour la consommation des consommateurs américains et de perturbations écologiques d'ampleur considérable.

Or l'agriculture *milpa* est une agriculture durable qui abrite une biodiversité génétique abondante, où des centaines de sous-espèces de maïs prospèrent souvent dans une même parcelle. Il s'agit là d'une pratique agricole productive et résiliente, résistante à la sécheresse, aux inondations, au mildiou et aux ravageurs. Un agriculteur *milpa* type à temps plein produit suffisamment de calories pour se nourrir et nourrir une douzaine de personnes en plus.

En revanche, la production industrielle de maïs aux États-Unis concentre les bénéfices entre les mains de grands groupes privés de l'agrobusiness. Seule une infime variété de sous-espèces de maïs y est cultivée, ce qui accroît de beaucoup la vulnérabilité des cultures aux maladies, aux ravageurs et au dérèglement climatique ; de surcroît, la production de maïs consomme bien plus d'énergie que la culture n'en contient. Des chercheurs ont qualifié ce type d'agriculture **de passage d'une approche agricole « qui utilise du soleil et de l'eau pour cultiver des arachides » à une méthode « qui utilise du pétrole pour fabriquer du beurre de cacahuète »**, ce qui va à contre-sens de la logique traditionnelle de l'agriculture¹⁷.

L'abandon d'une agroécologie paysanne en faveur de la monoculture impulsée par l'agro-industrie s'est traduit par un recul de la résilience des cultures, de la biosécurité écologique et de l'efficacité énergétique, accompagné d'une hausse des profits pour les grands groupes de l'agroalimentaire.

Le système de production *milpa* est emblématique de la dépendance à petite échelle mais critique des communautés du Sud global à l'égard de l'environnement pour la production alimentaire. Quelque 2,5 milliards de personnes vivent de la terre à des degrés divers¹⁸. Selon une étude récente, les petits agriculteurs propriétaires de moins de 10 ha **produisent au moins 55 % de l'approvisionnement alimentaire mondial** sur 30 % à 40 % des terres arables du monde. D'autres études montrent qu'**environ 70 % de la population mondiale est nourrie par l'agriculture paysanne ou en dépend**, sur seulement 30 % des terres agricoles¹⁹.

1.2 Du gaspillage alimentaire aux émissions mondiales de gaz à effet de serre : un modèle de production alimentaire non durable

La quantité de gaspillage produit par le système agroalimentaire mondial est généralisée et systémique. Si certains pays gaspillent relativement peu de nourriture (même de grandes économies à forte population comme la Chine), d'autres, comme les États-Unis, avec leurs chaînes vastes et complexes d'achat, de transformation

et de distribution, perdent la moitié de la nourriture produite entre la ferme et la table²⁰.

Or ce n'est pas seulement de la nourriture qui est gaspillée. La production alimentaire saccage le milieu naturel : alors qu'entre 21 % et 37 % des émissions mondiales de carbone causées par l'activité humaine proviennent des systèmes agroalimentaires, on prévoit que les plus fortes hausses des émissions du secteur agroalimentaire proviendront des chaînes d'approvisionnement mondiales, plutôt que de l'agriculture à proprement parler.

D'après les calculs des émissions de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), on estime que ces hausses futures seront encore plus fortes si l'on inclut les émissions générées par la fabrication d'engrais agricoles, ainsi que celles émanant de la chaîne d'approvisionnement de la transformation des denrées alimentaires (emballage, transport, vente au détail, consommation des ménages et élimination des déchets)²¹.

Il est de plus en plus important de raccourcir les chaînes d'approvisionnement alimentaire et de les relocaliser. La pandémie de Covid-19 a illustré la résilience accrue des marchés locaux et des chaînes d'approvisionnement courtes en période de crise.



La monoculture nécessite l'utilisation de grosses machines et de pesticides et la consommation de grandes quantités de combustibles fossiles.



La Révolution verte des années 1950 à 1970 prônait l'utilisation intensive de pesticides et un modèle d'agriculture en monoculture qui s'est avéré à la fois non durable et inégal, tant pour la biodiversité de la planète que pour les paysans et paysannes du Sud global. Ce modèle de production alimentaire non durable repose lui-même sur la surexploitation des ressources naturelles, qui a pour effet de réduire la fertilité des sols et la biodiversité²². Il entraîne une dépendance à l'égard d'intrants agricoles dans de grandes quantités, consomme beaucoup d'énergie externe et accroît le coût de la production, tout en renforçant l'assujettissement économique des paysans. Ce système résiste moins bien aux changements des schémas climatiques et à la crise climatique croissante. Il induit des inégalités et une pauvreté croissantes dans les zones rurales, car les paysans sont plus dépendants et tributaires d'un moins grand nombre de cultures et plus exposés aux fluctuations des prix et aux marchés extérieurs.

1.3 Guerre, impérialisme et faim

Les guerres et les conflits causent de plus en plus de ravages dans le Sud global et se répercutent directement sur la production et la distribution alimentaires et sur l'accès à la nourriture des populations locales, en particulier celles déplacées par les conflits. Ils provoquent la présence généralisée de la faim et une malnutrition accrue : la décennie 2011-2021 a vu la montée en flèche de la disette dans le monde. Dans la région arabe, l'essor marqué de la faim s'explique par l'impact continu de la guerre et de crises prolongées (caractérisées par des périodes de cessez-le-feu, interrompues par des guerres ouvertes de faible ou haute intensité) en Irak, en Libye, en Somalie, au Soudan, en Syrie et au Yémen.

Pour autant, ce qui choque, ce sont les chiffres dont on ne parle pas. **Les guerres provoquent des situations de faim et de famine généralisées, tout en sapant la capacité de compter avec précision et d'atteindre les populations affamées²³.**

Toute une série de facteurs influent sur les droits des populations et leur accès à la nourriture en contexte de guerre et de conflits : les revenus,

la sécurité de la production alimentaire, l'état de guerre active dans leur pays, l'accès aux marchés mondiaux des céréales et les possibles embargos et sanctions au niveau international. Le Yémen est ainsi l'un des pays de la planète les plus déchirés par la guerre et pourtant il dispose de quantités suffisantes d'aliments stockés dans des entrepôts²⁴ et cultivés dans les champs pour avoir assez de quoi nourrir l'ensemble de la population. Les gens sont toutefois trop pauvres pour s'acheter à manger. La pauvreté généralisée, empirée par des années de guerre, est le résultat d'un long processus de sous-développement national et d'un manque de soutien à l'agriculture locale, ainsi que de la prise de contrôle rampante du système agricole yéménite par les monopoles des grands groupes privés²⁵.

Les opérations dirigées par les États-Unis et l'Arabie saoudite dans le conflit au Yémen ont eu des répercussions directes sur les taux de pauvreté dans tout le pays²⁶. Elles ont ciblé délibérément des fermes yéménites pauvres, de sorte qu'il y a moins de nourriture à vendre sur les marchés locaux, tandis que les familles sont contraintes d'acheter ce qu'elles étaient auparavant en mesure de produire elles-mêmes²⁷. La violation du droit du peuple yéménite à l'autodétermination et à l'autonomie a créé l'une des pires crises humanitaires au monde, avec 19 millions de personnes souffrant d'insécurité alimentaire²⁸.

1.4 La crise climatique et la situation post-Covid

Le système alimentaire global est inextricablement lié à la biodiversité et au climat de la Terre. Face à l'urgence croissante de la crise climatique, la production alimentaire est d'ores et déjà excessivement vulnérable aux impacts climatiques. **La hausse des températures dans le monde menace de dépasser les limites planétaires, alors que la production alimentaire est mise en péril par le dérèglement des régimes de précipitations, la fréquence accrue des sécheresses et des canicules, l'élévation du niveau de la mer et les inondations mortelles.**

Les cultures et le bétail ont du mal à survivre lorsque les conditions météorologiques deviennent trop chaudes et arides, ou trop humides et froides. Les catastrophes liées à des

phénomènes climatiques extrêmes (sécheresses, inondations, cyclones par exemple) détruisent les cultures et les terres et entraînent le déplacement d'un nombre phénoménal de personnes dans les pays les plus exposés aux effets de catastrophes climatiques.

Selon le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), **les aléas liés à des événements climatiques ont provoqué le déplacement de 24,9 millions de personnes dans 140 pays du monde en 2019**, dont beaucoup étaient des ouvriers agricoles et des paysans, qui ont perdu à la fois leur maison et leurs moyens de subsistance²⁹.

Pour les pays du Sud global, les effets du dérèglement climatique aggravent la pauvreté et intensifient les pressions exercées sur des ressources déjà rares, ce qui peut conduire à l'instabilité et à des conflits.

L'intercorrélation de ces crises a des conséquences dévastatrices pour les paysans, car l'incapacité d'atténuer les impacts climatiques accroît le risque de rendements médiocres, de chute soudaine de la productivité agricole, voire de perte complète des récoltes. À plus long terme, cette interdépendance peut entraîner une

dégradation des sols à grande échelle et de rendre ainsi certaines zones impropres à la culture, de perturber les marchés locaux et de provoquer la hausse des prix des denrées alimentaires, aggravant d'autant la pauvreté et la faim.

En Tunisie, grand pays importateur de denrées alimentaires et exportateur de fruits et légumes, les habitants sont nombreux à ne plus avoir les moyens d'acheter du poulet, du bœuf ou des grenades élevés et cultivés localement, dans un contexte de forte inflation et de flambée des prix alimentaires³⁰. Les effets de la guerre en Ukraine, de la pandémie de Covid-19 et de la crise climatique y sont également pour quelque chose : en 2020, l'économie tunisienne s'est contractée, les produits céréaliers ont été rationnés et de longues files d'attente se sont formées devant les boulangeries. Des navires transportant des céréales en provenance d'Espagne et de Roumanie attendaient au large du port méridional de Sfax, pendant que le gouvernement se démenait à réunir les fonds nécessaires en monnaie forte pour payer ses fournisseurs³¹.

Dans ce contexte de Covid-19 et de conflit, **de nouvelles dynamiques s'exercent sur le système alimentaire mondial.** De nouveaux grands groupes privés sont apparus et mettent en œuvre de nouvelles stratégies



Homme qui déracine une plante abandonnée après les inondations à Singair Upazila, au Bangladesh.



d'accumulation et des techniques d'appropriation. Les innovations technologiques ont permis de concentrer le pouvoir et de faire en sorte d'asseoir la domination de l'agro-business par des monopoles. Des multinationales se sont récemment immiscées dans des instances internationales de politique publique, telles que l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

On y propose ainsi toutes sortes d'initiatives de zéro émission nette, telles que les crédits carbone, pour tenter de trouver des moyens de s'adapter à la crise climatique et d'en atténuer les effets. Or ne nous y trompons pas : de telles initiatives sont élaborées dans le but de s'inscrire dans le même modèle d'agro-industrie à grande échelle axée sur le profit, par l'adoption des mêmes approches à l'égard du commerce international et des accords commerciaux et le maintien de la même dynamique de pouvoir. Autrement dit, ce sont les grands groupes privés et d'autres parties prenantes puissantes qui font la loi. Le danger à cela tient à la financiarisation des terres et à leur concentration accrue entre les mains d'un nombre réduit d'acteurs, et ce au détriment tant de la planète, que des citoyens et des agriculteurs³².

La présence du Forum économique mondial (FEM) ou de représentants de la Fondation Bill & Melinda Gates aux sommets mondiaux sur l'alimentation prouve bien l'emprise progressive du programme capitaliste régi par les monopoles, accompagnée de la perte de substance des instances institutionnelles existantes. On y préconise de soi-disant solutions climatiques fondées sur la nature (voir chapitre 3.3) et des interventions diététiques et le rôle de la prétendue intensification durable dans les chaînes d'approvisionnement et de valeur y est valorisé³³, tandis que l'accaparement des terres en est le corollaire naturel.

Depuis l'aube de la Révolution verte, c'est aux grands groupes d'agro-business du Nord global que le modèle global de la production alimentaire a le plus profité³⁴. Au cours des 10 dernières années, leur puissance s'est intensifiée, jusque dans les espaces de politique publique mondiale : on constate ainsi soit l'immixtion de multinationales dans des instances alimentaires telles que la FAO ou d'autres organisations des Nations Unies (ONU), soit la création de leur propre espace, comme avec le Forum économique mondial, au détriment des droits à l'alimentation et au développement juste.

Il existe toutefois des lueurs d'espoir, avec la montée en puissance des mouvements paysans qui tissent des liens avec d'autres combats importants. Les mouvements en faveur de la souveraineté alimentaire sont bien plus puissants que les groupes disparates d'il y a 25 ans, maintenant qu'ils se sont organisés en des réseaux internationaux tels que La Via Campesina et le Mécanisme de la société civile et des peuples autochtones pour les relations avec le Comité de la sécurité alimentaire mondiale des Nations Unies. Ils sont en outre plus connectés et plus engagés à intervenir dans les instances de politique publique pour faire valoir des changements efficaces aux niveaux national et mondial. Ils jouent également un rôle crucial à faire entendre leur voix dans les espaces de politique sur l'action climatique.

Lors de la COP 26 du sommet des Nations Unies sur le climat de 2021 à Glasgow, les organisations représentant les petits agriculteurs et les paysans ont adressé un message clair aux leaders mondiaux :

« Les petits agriculteurs sont ceux qui mettent déjà 70 % de la nourriture dans nos assiettes, tout en utilisant seulement 30 % des terres arables mondiales. Ils détiennent le savoir-faire pour œuvrer en faveur de la durabilité, mais manquent des moyens nécessaires pour surmonter les défis que leur infligent ceux qui ont tout intérêt à maintenir le statu quo. » ³⁵

2. L'agriculture d'exportation dans le Sud global : le cercle vicieux de la dépendance à l'égard des devises et de la dette

L'actuel système global de production alimentaire fait passer le profit des grands groupes privés avant les besoins de la population du monde et de sa biodiversité. L'un des principaux aspects de ce système tient à des **politiques agricoles axées sur les exportations qui s'accompagnent de subventions et de prêts majeurs et d'une architecture politique propice à des stratégies axées sur la sécurité alimentaire.**

Il résulte de ce schéma que de **vastes territoires du Sud global, en particulier dans les zones les plus fertiles, continuent d'être consacrés à la production de cultures de rente, qui souvent ne peuvent pas être produites dans le Nord global :**

des biocarburants, des fraises et d'autres fruits et légumes hors saison, tels que les fruits rouges et les tomates du Maroc ou les ananas et l'huile de palme d'Indonésie.

À côté des grandes parcelles de cultures destinées à l'exportation se trouvent celles consacrées à l'agriculture de subsistance et à des cultures vendues localement, qui sont souvent fragmentées et moins faciles à cultiver, ou dont le sol est de moindre qualité et produit de moins bons rendements³⁶.

Parallèlement, l'orientation vers l'exportation de la production céréalière du Nord global, en particulier aux États-Unis, au Canada, en Europe et en Russie, induit des vulnérabilités dans le système agroalimentaire mondial,



Cueilleurs de thé dans une plantation de thé, Sri Lanka. La production de thé est l'une des principales sources de devises pour le pays.





Des pêcheurs locaux au Maroc subissent l'épuisement des ressources naturelles et des difficultés économiques, face à la concurrence accrue des grands chalutiers pour le secteur de la pêche à l'exportation.

nées de la dépendance à l'égard des marchés internationaux et des fluctuations des prix internationales.

Par les promesses de la Révolution verte et du soi-disant « libre » échange, depuis 50 ans, les pays du Nord global ont favorisé un modèle de production alimentaire qui a eu pour effet de rendre les pays du Sud global dépendants des céréales cultivées dans le Nord, comme le blé et le maïs, alors même que cela n'était pas nécessaire. Les pays du Sud global ont été contraints de développer leur économie d'une manière qui a maintenu, voire accru, leur sujétion aux importations, au lieu d'accroître leurs cultures locales afin de nourrir leur population³⁷. C'est ce que l'on constate en Inde et dans les pays d'Afrique du Nord et de l'Est.

Ailleurs, les pays du Sud global jouent un rôle différent dans l'économie mondiale : en Amérique latine, des pays comme l'Argentine, le Brésil et le Paraguay produisent d'énormes quantités de céréales en monoculture (comme le soja, le blé et le maïs) par des méthodes ultra-mécanisées. Or ce modèle de production a induit de profondes inégalités au sein de la région.

D'une part, il a renforcé la position des élites nationales et du pouvoir des multinationales en accélérant leur acquisition de terres. En outre, il a eu pour effet d'accentuer la perte de biodiversité,

la spoliation de leurs terres et la migration des paysans des zones rurales vers les zones urbaines, d'accroître le nombre de personnes vivant dans des bidonvilles et de mettre en péril la souveraineté alimentaire de ces pays³⁸.

Ce modèle d'agriculture d'exportation qu'ont adopté les pays du Sud global était vivement préconisé à la fin des années 1970 par des institutions financières internationales, telles que le Fonds monétaire international et la Banque mondiale. L'accent était mis sur l'importance d'adhérer à un modèle de développement axé sur les exportations avec la mise en œuvre de programmes d'ajustement structurel et l'adoption de nouvelles règles commerciales établies par l'Organisation mondiale du commerce. Aujourd'hui, ces institutions continuent de jouer un rôle important dans l'établissement des règles commerciales internationales. Dans le même temps, les accords commerciaux bilatéraux et multilatéraux entre pays se sont multipliés et ont eu pour effet d'accélérer le processus de développement axé sur les exportations et d'exacerber les inégalités entre pays et à l'intérieur de ceux-ci.

C'est sous l'effet de ce type de dynamique qu'on assiste, par exemple, à l'exportation de grenades et d'oranges en provenance du Sud global, en contrepartie d'exportations de blé et de soja en provenance principalement du



Manifestations dans tout le pays au Sri Lanka pendant la crise financière et de la dette qui a provoqué une pénurie de nourriture, de carburant et de médicaments. Juillet 2022.



© Vistula Media/ONLAR

Nord global. Dans la plupart des pays du Sud global, les systèmes de production agricole sont fragiles et vulnérables, de sorte que leur population est exposée aux fluctuations des prix et à la volatilité d'autres marchés. L'agriculture est néanmoins l'une des principales sources de devises pour les marchés étrangers³⁹. Cette monnaie forte, généralement le dollar américain ou l'euro, joue un rôle essentiel dans le solde des transactions courantes des pays et encore plus grand pour leurs comptes en devises fortes : c'est elle qui leur donne accès aux biens du marché international nécessaires à l'agriculture et à d'autres secteurs clés, ou simplement à des biens de consommation.

Les pays du Sud global sont tributaires d'un système commercial qu'ils ne contrôlent pas, système dont ils ne fixent pas les prix mais où ceux-ci leur sont imposés, ce qui les rend extrêmement vulnérables à leur éventuelle hausse rapide qui déstabiliserait leurs stratégies de planification en matière de sécurité alimentaire. Dans le pire des cas, les pays sont pris dans l'engrenage de la dette afin de se procurer la monnaie forte nécessaire pour faire face à la hausse soudaine des coûts des importations alimentaires.

Une dette accrue signifie des intérêts plus élevés à payer à l'avenir. Comme l'écrasante majorité des prêts sont libellés en euros et en dollars, les intérêts sur la dette sont à payer dans une monnaie étrangère forte. D'où le durcissement et le retranchement redoublés sur les plans politique, social et économique par les pays du Sud global de leurs stratégies de sécurité alimentaire axées sur l'exportation, dans la mesure où celles-ci sont un moyen d'attirer des monnaies fortes dans le pays et que leurs monnaies nationales sont facilement sujettes à de soudaines dépréciations⁴⁰.

Or c'est le modèle d'échanges dans son ensemble qui entrave le développement global des pays du Sud global, dans la mesure où il laisse moins de devises fortes disponibles pour d'autres besoins et où il nécessite de consacrer une part croissante du budget de l'État au paiement des intérêts. C'est à ce moment-là que les stratégies de soi-disant « sécurité alimentaire » deviennent un piège.

3. La mainmise des multinationales sur l'agriculture

3.1 Le chamboulement des systèmes alimentaires par les fusions de grands groupes privés et l'apparition de nouveaux acteurs économiques

Si cela fait longtemps que les grands groupes de l'agroalimentaire contrôlent les terres agricoles du Sud global et que les exploitations agricoles du Sud sont axées sur l'exportation, cette dynamique ne fait que se consolider. La puissance

de ces grands groupes privés s'intensifie, à mesure que les populations et les agriculteurs des pays du Sud global sont de plus en plus privés de leurs droits.

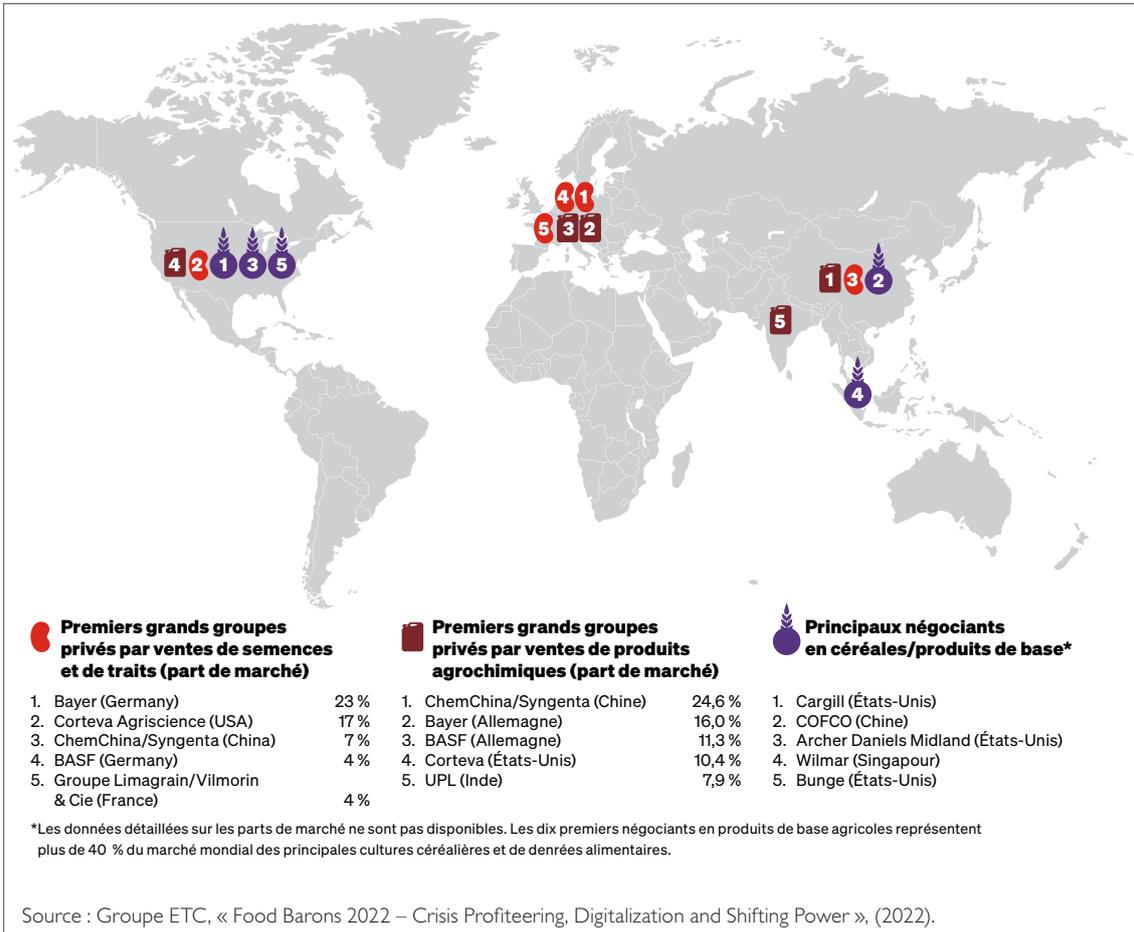
Depuis les années 1970, on assiste à la concentration accrue entre les mains d'une poignée de grands groupes de l'agroalimentaire des intrants agricoles, tels que les engrais et les semences, les terres agricoles et l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement agroalimentaire au-delà de la production alimentaire (c'est-à-dire la distribution et la vente au détail). **Aujourd'hui, des pays du Nord global et quelques**



Homme brandissant une pancarte à Anvensan, dans le sud-ouest de la France.



Cinq premières sociétés de négoce de semences, de produits agrochimiques et de matières premières



nouvelles économies émergentes telles que la Chine et l'Inde abritent le siège de six grands conglomérats, qui contrôlent 58 % du marché mondial des semences et 77,6 % de celui des produits agrochimiques⁴¹.

Depuis quelques années, et en particulier entre 2008 et 2018, les fusions de grandes entreprises ont eu pour effet de regrouper des domaines du secteur agroalimentaire jusque-là distincts pour les placer sous la houlette d'une poignée de multinationales puissantes. Bien souvent, les fabricants d'engrais et de préparations agrochimiques, les sélectionneurs de semences, les négociants en céréales et les fabricants de tracteurs sont désormais sous la direction d'une seule et même entité. Les grands groupes privés Bayer et Monsanto sont devenus simplement Bayer, Dow et Dupont sont maintenant Corteva Agriscience, tandis que ChemChina a incorporé la société mondiale de pesticides Syngenta.

Depuis 2022, 10 multinationales contrôlent à elles seules au moins 40 % du commerce mondial des produits de base agricoles. En fait, ce pourcentage pourrait même être encore plus élevé : les chaînes mondiales de la grande distribution sont opaques et une grande partie de l'information est fournie par les entreprises elles-mêmes, qui figurent parmi les plus puissantes et les moins transparentes de la chaîne d'approvisionnement mondiale⁴².

Surnommé le groupe ABCD en raison de ses initiales : Archer Daniels Midland, Bunge, Cargill et Louis Dreyfus, ces quatre grands groupes privés influencent depuis longtemps l'offre et les prix des produits de base agricoles et on ne s'étonnera pas de l'envolée de leurs bénéfices depuis la pandémie de Covid-19⁴³. Récemment, de nouvelles sociétés puissantes sont apparues, dont l'acteur chinois COFCO International, qui se place juste en deuxième place derrière Cargill en termes de part de marché mondiale. Le blé, le

mais et le soja sont les trois matières premières agricoles les plus rentables échangées dans le monde, suivies du sucre, de l'huile de palme et du riz. D'autres produits importants comprennent les fibres, la viande et le bétail.

Si les grands groupes de l'agroalimentaire qualifient ces toutes dernières méga-fusions dans le commerce des produits agricoles, des semences et des produits agrochimiques comme relevant d'un processus d'intégration logique, cela masque le fait que **les sociétés nouvellement fusionnées sont en grande partie détenues par des sociétés de financement et d'investissement**. Grâce aux parts qu'elles détiennent, ces sociétés de financement ont les moyens d'influencer les décisions des entreprises agroalimentaires, y compris en matière de fusions. Ainsi, Blackrock, Capital Group, Fidelity, The Vanguard Group, State Street Global Advisors et Norges Bank Investment Management détiennent des parts importantes dans des sociétés agrochimiques et semencières.

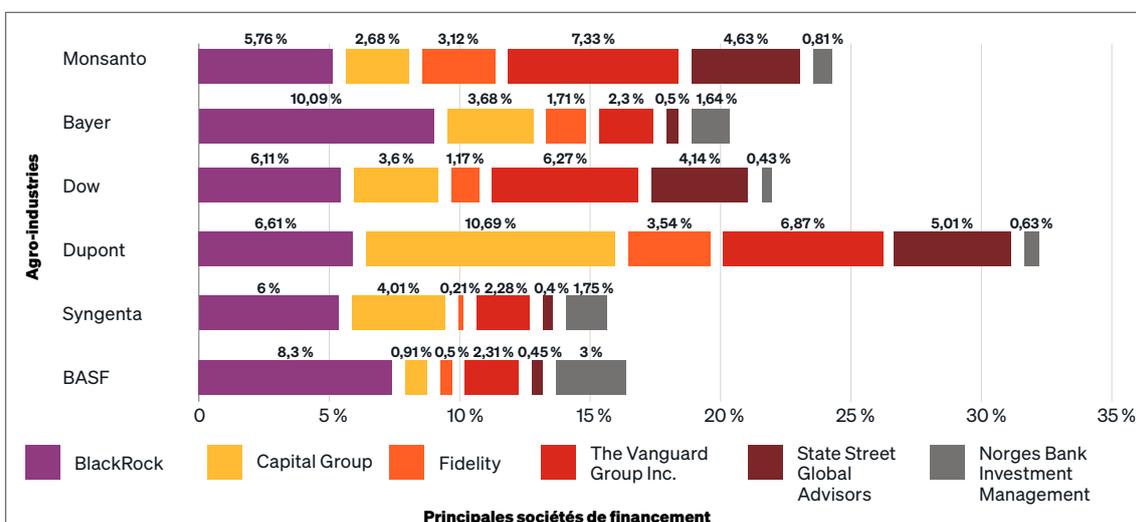
On constate aussi depuis 10 ans l'influence croissante sur le secteur agroalimentaire des FinTech, ces technologies financières, et des sociétés technologiques, par leur implication et leurs investissements accrus dans les laboratoires, les champs et le système de vente au détail agroalimentaire.

Les multinationales ont de plus en plus recours au big data pour renforcer leur emprise sur le système agricole mondial, dans lequel d'immenses conglomérats contrôlent les points d'étranglement stratégiques de la production agricole. Ce déploiement de mégadonnées se fait à plusieurs niveaux.

Par exemple, la technologie associée à ce qu'on appelle « l'agriculture de précision » surveille de près les conditions du sol et des champs. Des drones mis au point à l'origine à des fins militaires survolent les cultures pour recueillir des données en temps réel. En fonction des décisions que l'algorithme a prises d'après les analyses des données collectées, les exploitants agricoles reçoivent alors des suggestions pour l'irrigation des cultures, l'application d'engrais et de pesticides, ainsi que l'entretien général des cultures. Sur la base des informations recueillies, l'algorithme traite les données (qui appartiennent à l'entreprise) pour obtenir des renseignements sur le marché et inciter les agriculteurs à acheter davantage d'intrants agricoles (engrais, semences).

Que ce soit par le biais de données collectées par drone ou de tracteurs télécommandés, cette nouvelle technologie agricole prive donc les agriculteurs de leur capacité de prise de décision sur l'ensemble du processus de production⁴⁴.

Pourcentage de parts dans l'agro-industrie détenues par de grandes sociétés de financement (avant les fusions de 2017)



Source : Clapp, Jennifer « Bigger is Not Always Better: Drivers and Implications of the Recent Agribusiness Megamergers » (2017).

Ils ne sont pas libres de planter des semences traditionnelles ou d'autres semences alternatives ou d'appliquer d'autres formes d'engrais et de mesures phytosanitaires.

Les nouvelles technologies numériques sont également utilisées dans le secteur du commerce de détail : Amazon utilise le big data pour collecter des informations et cibler ses clients avec plus de précision. Le géant américain vend maintenant des produits d'épicerie biologiques par le biais de son propre système de vente au détail Amazon Fresh, tout en accumulant de plus en plus d'informations sur le génome du côté de la production, ce qui lui permet d'accroître ses capacités de cartographie et de modification génétique par des technologies de précision⁴⁵. C'est comme cela que les géants de la « Big Tech », dont Amazon fait partie, renforcent leur contrôle monopolistique de la propriété intellectuelle nécessaire à l'agriculture. Les agriculteurs seront de plus en plus contraints de devenir des sous-traitants pour ces grands groupes privés, tendance qui s'accompagnera de leur déqualification généralisée et de leur perte de contrôle de la propriété intellectuelle qui est en principe une propriété commune, résultat de milliers d'années d'agriculture décentralisée.

Jusqu'à présent, cette technologie est principalement déployée dans le Nord global, dans la mesure où dans de nombreux pays du Sud global, les incitations financières pour remplacer la main-d'œuvre humaine par des moyens technologiques ne sont pas encore suffisantes, même si un tel déploiement serait rentable pour de grands groupes privés. Néanmoins, Bayer, l'un des premiers producteurs et distributeurs mondiaux de pesticides et de semences, déploie des applications en Argentine et au Brésil (les géants agricoles d'Amérique latine) sur d'immenses parcelles, où ils collectent des données auprès des agriculteurs en échange de conseils et de prix réduits.

En Afrique, Safaricom, une filiale de Vodafone, fournit à des millions de petits agriculteurs du Kenya une plateforme numérique qui leur donne accès à une assistance par chatbot à des produits d'assurance-récoltes et à des intrants agricoles tels que des semences, des pesticides et des engrais. Si ces plateformes fournissent des services financiers à des populations rurales qui, autrement, n'y auraient pas accès, elles ne sont toutefois pas gratuites. Pour accéder à ces services financiers, les agriculteurs sont tenus d'acheter les intrants agricoles promus et vendus sur la plateforme, à crédit et à des



Drone en activité, survolant une plantation de thé.



taux d'intérêt élevés, de suivre les indications du chatbot sur l'assurance-récoltes et de se faire payer en ayant recours à une application de transfert d'argent, elle-même payante. Comme le font observer les études menées par GRAIN, une organisation à but non lucratif qui soutient les petits agriculteurs et les mouvements sociaux en faveur de la souveraineté alimentaire, il s'agit ici d'une agriculture contractuelle à grande échelle⁴⁶.

Une autre tendance technologique dans le Nord global tient à **l'adoption récente mais en croissance rapide de substituts de viande cultivés en laboratoire**.⁴⁷ Le discours public du Nord global tend de plus en plus à blâmer l'élevage pour les émissions de carbone qu'il produit, tout en préférant ignorer les disparités considérables de profils d'émissions d'une méthode d'élevage à l'autre⁴⁸.

En fait, les substituts de viande cultivés en laboratoire ne feront que déplacer les problèmes sous-jacents au lieu de les résoudre, dans la mesure où la production repose sur la monoculture à grande échelle. La plupart des viandes de laboratoire nécessitent du glucose, des acides aminés, des vitamines et des minéraux produits à partir d'intrants dérivés de monocultures industrielles. Cette viande de culture n'est déployée qu'à petite échelle, en partie parce que les appareils nécessaires à la croissance des organismes dans des conditions contrôlées, les bioréacteurs, sont d'une incroyable complexité à concevoir et à construire.

Malgré cela, il reste possible que le projet de viande de laboratoire soit déployé comme prétexte à la poursuite de la spoliation de terres dans le Sud global et à l'ouverture de nouveaux débouchés commerciaux propices aux profits des grands groupes privés. En effet, aussi paradoxal que cela puisse paraître, la viande de laboratoire représente un débouché de plusieurs milliards de dollars pour ces mêmes grands groupes qui contrôlent déjà les secteurs de l'élevage industriel et de l'agro-industrie. Le plus grand négociant de produits agricoles au monde, Cargill, et le plus grand négociant de viande au monde, JBS Foods, ont lourdement investi dans la viande de laboratoire et les substituts à base végétale⁴⁹.

Les recherches d'IPES-Food, le panel international d'experts sur les systèmes alimentaires durables, révèlent que :

« Le marché des alternatives aux protéines se caractérise désormais par des géants de l'industrie qui combinent à la fois la production industrielle de viande et ses alternatives, créant ainsi des monopoles sur le marché des protéines. Il est donc fort possible que les consommateurs bien intentionnés de sources alternatives de protéines ne se rendent pas compte qu'ils achètent leurs produits auprès des mêmes géants de production de viande qui exploitent déjà les plus grandes exploitations d'élevage industriel, ceux-là mêmes qui contribuent à la déforestation et au travail forcé et qui abattent des millions d'animaux chaque jour »⁵⁰.

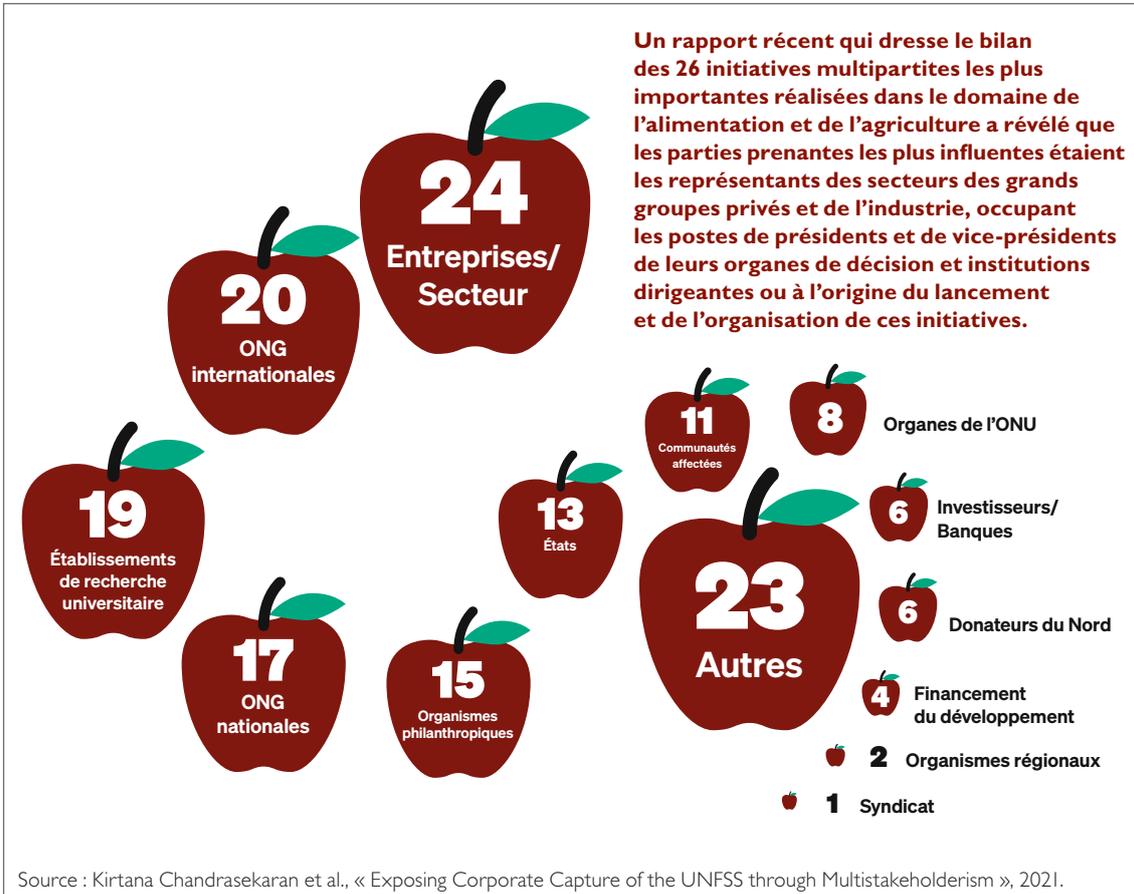
3.2 Mainmise par des multinationales sur les instances de politiques publiques de l'ONU

La mainmise sur l'agriculture par les multinationales se produit au niveau institutionnel dans l'ensemble des espaces politiques, notamment par l'influence croissante qu'ils exercent auprès des Nations Unies, comme lors du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires (UNFSS) qui a été organisé en 2021⁵¹.

L'UNFSS s'éloigne progressivement du concept de négociations multilatérales et de l'alliance des États de toutes les affiliations politiques, au profit de ce qu'on qualifie de « multipartisme » (sorte de gouvernance multipartite), qui défend les droits des monopoles des grands groupes privés en tant que partenaires sur un pied d'égalité avec des États démocratiques, souverains ou représentatifs et des mouvements populaires.

Le sommet de l'UNFSS de 2021 a été vivement critiqué par plus de 550 organisations de la société civile pour l'influence qu'il a accordée dans l'élaboration de son programme aux multinationales, au big data et au secteur financier, notamment par la participation

Parties prenantes dans 26 initiatives multipartites dans le domaine de l'alimentation et de l'agriculture



du Forum économique mondial (FEM), de la Fondation Bill & Melinda Gates et des grands groupes de l'agroalimentaire. Le FEM, qui dirige l'élaboration de systèmes agricoles écologiques, a depuis signé des accords stratégiques avec l'ONU, qui était l'un des objectifs préliminaires de sa présence à l'UNFSS.

On assiste à l'essor rapide de l'appropriation et de la conversion de ces espaces d'influence importants par les grands groupes privés monopolistiques dans l'intérêt de leur propre agenda capitaliste. La présidente du Comité consultatif de l'UNFSS 2021 était ainsi Amina J. Mohammed, une haute fonctionnaire de l'ONU qui se trouve siéger au conseil d'administration du programme de développement mondial de la Fondation Bill & Melinda Gates, tandis que l'Envoyée spéciale de l'ONU auprès de l'UNFSS, Dr Agnès Kalibata, est présidente de l'Alliance pour une Révolution verte en Afrique (AGRA), organisation à but non lucratif qui

s'identifie comme telle, fondée par la Fondation Bill & Melinda Gates et la Fondation Rockefeller. L'AGRA promeut la diffusion de l'agriculture industrielle et de l'agro-industrie en Afrique. Des universitaires et des organisations de la société civile lui reprochent vivement de ne pas avoir atteint ses objectifs d'augmentation des rendements des cultures, tandis que la sous-alimentation a augmenté de 30 % dans les pays de mise en œuvre de ses programmes⁵². L'AGRA, le FEM et la Fondation Rockefeller (mécène de la Révolution verte) figurent parmi les grands acteurs qui transforment l'UNFSS en un forum pour les géants de l'agro-industrie⁵³.

EAT est une autre force montante au sein des instances internationales de politiques publiques : cette start-up mondiale à but non lucratif prétend se consacrer à « transformer le système alimentaire mondial à l'aide de connaissances scientifiques rigoureuses, de perturbations impatientes et de partenariats inédits ».

Elle comprend le Forum EAT, la Fondation EAT et la Commission EAT-Lancet sur les systèmes alimentaires sains et durables. EAT reçoit des fonds importants d'Aviva, de Nestlé, de Fazer et de Bayer, qui tous commencent à développer et à vendre des produits à base végétale.

Ces multinationales défendent leurs propres objectifs dans l'un des documents stratégiques de l'UNFSS appelé Voie d'action n° 3, pour « stimuler la production positive pour la nature »⁵⁴. C'est ainsi que des solutions fondées sur la nature et des fragments d'un agenda technique agroécologique parviennent à s'immiscer dans les politiques publiques : lorsqu'elles en viennent à faire partie intégrante de la vision des multinationales.

3.3 La crise climatique et le greenwashing des grands groupes privés

La crise climatique et les répercussions qu'elle ne cesse d'avoir sur la production alimentaire sont au centre des débats et de la résistance des paysans.

On assiste depuis 10 ans à la montée du greenwashing de la part des grands groupes privés, sous la forme de soi-disant « solutions fondées sur la nature », censées protéger les écosystèmes afin de résoudre des défis sociétaux. Proposées par ces mêmes grands groupes privés qui sont responsables de la majorité des émissions mondiales de gaz à effet de serre, les solutions fondées sur la nature sont de *fausses* solutions à la crise climatique. En effet, elles ignorent les savoirs des paysans et des peuples autochtones, elles prennent souvent des positions ambiguës et elles permettent aux grands groupes privés d'en dénaturer le sens. Bien que ces nouvelles formes de greenwashing (d'écoblanchiment) s'inscrivent dans le cadre de pratiques de responsabilité sociale des entreprises à vocation écologique, il existe un danger qu'elles soient détournées pour ne devenir qu'une simple stratégie supplémentaire pour permettre aux multinationales d'accroître leurs profits.

Pourtant, du fait qu'un grand nombre de consommateurs et de pays du Nord global soient détachés du monde agricole et de ses moyens de production,

les solutions dites fondées sur la nature deviennent un concept séduisant, qui fait abstraction des impacts qu'elles peuvent avoir sur les producteurs du Sud global. En fait, ces fausses solutions basées sur le greenwashing, telles que la compensation carbone, nécessitent l'achat et l'accaparement de vastes superficies de terres dans le Sud global⁵⁵. Le secteur agricole mondial est un contributeur majeur aux émissions mondiales de gaz à effet de serre et représente une part extrêmement complexe du casse-tête à résoudre. Exploitation forestière, déforestation, gestion des terres, pétrochimie, tracteurs, érosion des sols, perte de carbone en sont quelques-unes des facettes, auxquelles s'ajoutent les transports, la transformation et l'expédition de produits alimentaires dans le monde entier, de l'Argentine à l'Alaska.

L'agriculture industrielle génère entre 21 % et 37 % des émissions nettes totales de gaz à effet de serre, notamment du dioxyde de carbone, du méthane et du protoxyde d'azote. Ces émissions résultent d'un large éventail d'activités agricoles terrestres et provoquent la dégradation de l'environnement, exacerbée par le dérèglement climatique :

- **L'érosion du sol** se produit par endroits à un taux 100 fois plus rapide que celui de la formation des sols, le dérèglement climatique ne faisant qu'aggraver cette dynamique. La superficie totale des zones arides du monde atteintes de sécheresse augmente chaque année. Le dérèglement climatique nuit particulièrement à la sécurité alimentaire dans les zones dont le sol est dégradé ou dans les zones désertifiées. À mesure que le climat se réchauffe, les pluies s'éloignent de leurs plages normales et des phénomènes météorologiques extrêmes, allant des inondations aux sécheresses, nuisent à la production d'aliments. Parallèlement, dans les régions tropicales et subtropicales du Sud global, les cultures s'approchent de plus en plus de la limite de leur survie à mesure que les rendements diminuent. Parmi les populations pastorales des savanes africaines, le rythme de la croissance animale est en déclin. Partout en Afrique et dans les zones montagneuses d'Amérique du Sud et d'Asie, les terres agricoles sont infestées de ravageurs et de maladies⁵⁶. C'est l'agriculture industrielle à grande échelle qui est l'un des principaux moteurs de ces tendances.

- La **déforestation à grande échelle** de la forêt tropicale humide de l'Amazonie détruit l'un des plus grands puits de carbone de la planète, alors que les émissions mondiales de dioxyde de carbone et de méthane augmentent sous l'effet de l'industrialisation des plantations de soja et des élevages du bétail qui la remplacent, provenant notamment de la fumigation et des récoltes de soja à grande échelle. La capacité d'absorption du carbone de la forêt amazonienne rétrécit comme peau de chagrin, tandis que les intérêts des monopoles de l'agrobusiness ne cessent de gonfler les portefeuilles au Brésil et aux États-Unis. D'autres zones importantes de biodiversité en Amérique latine, comme le Cerrado au Brésil et le Gran Chaco entre le Paraguay et l'Argentine, assistent à l'expansion effrénée du soja, dont les conséquences sont catastrophiques sur la biodiversité et les moyens de subsistance des populations locales, qui se voient spoliées de leurs terres et contraintes de vivre dans les nouveaux bidonvilles qui se propagent dans les villes à travers le continent⁵⁷.
- Ailleurs, la déforestation due à l'**extraction de la tourbe** au Royaume-Uni ou pour les plantations en **monoculture** d'huile de palme en Indonésie est un contributeur majeur aux émissions mondiales⁵⁸. Au Brésil et en Indonésie, des déserts créés par les monocultures remplacent des polycultures dynamiques, qui protégeaient la biodiversité et donnaient aux populations les moyens de vivre dans la dignité et même de commercialiser une partie de leurs cultures.

Quelles « solutions » climatiques sous l'impulsion des multinationales ont un impact direct sur le système agroalimentaire global ?

a) Les agrocarburants

Les grands groupes privés promettent de déployer des agrocarburants, dérivés de plantes au lieu de combustibles fossiles, pour atteindre

 Progression de la frontière du soja et de la déforestation de la forêt amazonienne, près de Santarem, Brésil.





Travailleurs dans une plantation de jatropha, nord-ouest du Mozambique. Le jatropha est communément cultivé comme source d'agrocarburant.

le « zéro émission nette » des avions et des voitures d'ici à 2030 ou 2050 ou dans des secteurs dits « difficiles à décarboner » tels que la production d'acier et le béton⁵⁹.

Ces soi-disant solutions tendent à être contraires au besoin d'alimentation des petits agriculteurs, en expulsant les paysans de leurs terres pour qu'ils aillent vivre dans des bidonvilles urbains. Elles se fondent en effet sur une vision étriquée de la nécessité de protéger certains secteurs. Or rien n'oblige à construire avec du béton et de l'acier là où le bois et le bambou peuvent être utilisés à la place⁶⁰.

b) Les compensations carbone

Une autre fausse solution est la compensation carbone. Celle-ci repose sur le concept qu'il est possible de calculer et de compenser les émissions de dioxyde de carbone générées par une activité spécifique en ayant recours à un système d'élimination du carbone de l'atmosphère, comme la plantation d'arbres. Figurant parmi les nombreuses « solutions climatiques naturelles » de plus en plus

adoptées par de puissantes organisations de développement et de grands groupes privés⁶¹, les **campagnes massives de plantation d'arbres** sont, à première vue, une excellente idée : utiliser la nature, des arbres en l'occurrence, pour transformer le dioxyde de carbone en carbone en utilisant rien de plus que de l'énergie solaire. En fait, les résultats de la plantation d'arbres sont terribles et de surcroît, la plantation d'arbres en monoculture est souvent nuisible sur le plan écologique, ne reflétant pas la biodiversité d'origine. L'un des plus grands projets mondiaux de plantation d'arbres en Inde affiche un bilan quasiment nul⁶².

Premièrement, la plantation d'arbres peut avoir pour effet d'épuiser la nappe phréatique et de contraindre ainsi l'exode des populations dont les moyens de subsistance dépendent de l'exploitation de la terre⁶³. Deuxièmement, ces soi-disant solutions prétendent souvent que la terre a été déboisée, alors qu'historiquement, elle était simplement parsemée d'arbres⁶⁴. Troisièmement, **du fait que ces prétendues solutions sont à base de monocultures**, elles se soustraient à des solutions participatives, qui peuvent



être moins attrayantes et commercialisables, quoique potentiellement bien plus efficaces : elles reposent en effet sur la polyculture de la part des agriculteurs d'arbres utiles, plutôt que sur une gamme étroite d'arbres à croissance rapide destinés à servir de « contrepartie » à des crédits de carbone. Quatrièmement, **la priorité devrait être de protéger les forêts existantes, et non de planter des forêts nouvelles** : en effet, les forêts établies stockent une quantité bien plus importante de dioxyde de carbone par hectare, tout en fournissant des moyens de subsistance aux populations sylvestres qui en consomment les fruits, le combustible ou d'autres biens issus de l'agrosylviculture⁶⁵.

Ces « solutions » (même lorsqu'il s'agit de véritables solutions) sont souvent prônées sous forme de crédits carbone ou transformées en « compensations ». Or les solutions fondées sur la nature sont des prétextes pour permettre aux grands groupes privés de continuer à consommer de précieux combustibles fossiles, sous couvert du « zéro émission nette ». Les grands groupes privés du Nord global font ainsi passer les coûts du dérèglement climatique à la charge des agriculteurs et des communautés locales du Sud global pour des sommes souvent dérisoires,

pour que les pollueurs puissent continuer de polluer. Il est absolument indispensable que les réductions d'émissions commencent dès aujourd'hui pour le Sud global, au lieu de chercher à adopter des « solutions climatiques naturelles » qui compenseraient soi-disant l'excès de dioxyde de carbone que les grands groupes privés ont déversé dans l'atmosphère.

D'autres « solutions fondées sur la nature » prônées lors du sommet de l'UNFSS de 2021 consistaient en des techniques sanctionnées par Bayer pour **stocker du carbone dans les sols (agrostockage de carbone)⁶⁶ et des applications de numérisation de l'agriculture pour contrôler et payer les agriculteurs** : des satellites vérifient la séquestration du carbone, ce qui a pour effet de créer un nouveau marché du carbone de taille immense et d'évoluer vers la marchandisation de la nature, notamment par la capacité du sol à absorber du carbone⁶⁷.

c) Autres solutions technologiques

Parmi les idées avancées et appliquées dans les pays du Nord global en tant que réponses technologiques innovantes figurent des solutions parfois utiles pour une utilisation à petite échelle dans des contextes urbains

et d'agriculture urbaine. Citons comme exemple **l'agriculture verticale**, cette forme de production alimentaire (principalement pour l'horticulture) qui utilise de très hauts bâtiments pour économiser de l'espace agricole. Un autre exemple est le recours à **l'hydroponie**, cette technique agricole moderne (parfois combinée à l'agriculture verticale) de culture végétale hors sol à base uniquement d'eau. Bien que ces techniques puissent être utiles dans certains contextes, leur principal objectif est de produire de la nourriture et de compenser le manque de terres disponibles. De riches investisseurs, comme le fondateur d'Amazon Jeff Bezos, investissent de grosses sommes dans des start-ups qui utilisent cette technologie⁶⁸.

Les critiques craignent toutefois que ce modèle de production alimentaire ne s'accompagne d'un message politique fort : que la terre n'appartient pas à ceux qui la travaillent et que des « innovations disruptives » permettront de résoudre le problème de la faim ou de la crise climatique. Le problème de ce modèle tient au fait qu'il emploie des solutions technologiques au coup-par-coup qui ne vont pas à la racine du problème, à savoir le manque de terres pour produire de la nourriture. Il ignore le phénomène d'accaparement des terres qui se produit à travers le monde et surtout dans le Sud global et leur concentration entre les mains d'une poignée d'acteurs.

Les progrès technologiques ont également vu le développement de semences génétiquement modifiées (OGM)⁶⁹ et plus récemment de la technologie CRISPR d'édition génomique. La production de cultures OGM est désormais généralisée dans les Amériques (comme le maïs, le soja et le blé). Celles-ci sont conçues pour engendrer des rendements plus élevés et pour résister aux changements des schémas climatiques ou à des phénomènes climatiques extrêmes.

Pourtant, les **véritables solutions** au manque de terres pour l'agriculture devraient être des réformes agraires systématiques, populaires et globales, qui redistribuent l'accès à la terre aux paysans et aux peuples autochtones, ceux-là qui préservent 80 % de la biodiversité mondiale⁷⁰.



Agriculture verticale pour la production rapide de tomates et de poivrons en Bavière, Allemagne.

d) La responsabilité individuelle

Les médias et les grands groupes privés du Nord global mettent actuellement beaucoup l'accent sur la responsabilité individuelle dans la crise climatique : on dit aux gens de moins conduire, d'utiliser moins de plastique, de devenir végétan et de diminuer leur consommation énergétique. Quand bien même des changements à l'échelle mondiale de la quantité de biens consommés entraîneraient une baisse de la consommation de ressources par les consommateurs du Nord global, ces changements ne peuvent pas être axés seulement autour de la responsabilité individuelle. Ils requièrent une planification : autrement dit, une concertation de masse, mondiale, sociale et politique doit s'organiser pour pouvoir engager un changement structurel durable.

Les boycotts sont certes un outil utile d'organisation politique : comme le mouvement « BDS » de boycott, désinvestissement et sanctions contre l'occupation illégale de la Palestine par Israël et comme le boycott des produits Nestlé dans les années 1970, en raison de sa commercialisation agressive de lait en poudre pour bébé à la place de l'allaitement maternel dans le Sud global. **Il n'en reste pas moins que les principales sources de pollution et d'émissions de gaz à effet de serre sont les compagnies de combustibles fossiles, les monopoles agroalimentaires et les déforesteurs.** Faire porter la responsabilité à l'individu permet de détourner l'attention des grands groupes privés, qui sont les plus gros pollueurs, responsables au premier chef de la crise climatique et du désordre écologique. Ça n'est en rien une solution.

L'ampleur du défi est complexe et interconnectée et des mesures aux vues étroites, axées sur la responsabilité individuelle, ne sont pas des solutions aux crises multiples de la pauvreté, des inégalités et des injustices, et du réchauffement climatique. L'occasion se présente de repenser la façon dont les systèmes globaux, pour des secteurs majeurs comme ceux de l'agriculture et de l'alimentation, pourraient fonctionner d'une manière qui donne la priorité aux besoins des populations et de la planète.

La transition juste du système alimentaire global passe par l'adoption de la souveraineté alimentaire comme moyen de restaurer la biodiversité de la planète, de protéger l'environnement tout en protégeant les droits des populations productrices d'aliments et de protéger les droits universels à une alimentation saine et à une eau salubre.

Seul un système alimentaire global, fondé sur la souveraineté alimentaire, est capable d'offrir une alternative durable et équitable pour nourrir la population mondiale d'une manière qui nous maintienne en dessous du seuil des 1,5 °C de hausse de température, dès lors que chacun et chacune fait sa juste part d'efforts pour répondre aux impératifs climatiques. Un modèle basé sur la souveraineté alimentaire est également l'unique moyen de veiller à s'attaquer aux problèmes des inégalités et de la pauvreté, notamment par la réparation d'injustices historiques et le démantèlement de systèmes d'exploitation économique qui sont endémiques dans l'actuelle production alimentaire globale. C'est aussi le meilleur moyen de s'assurer que la production alimentaire prospère dans les limites planétaires.

4. Accaparement des terres par le secteur financier

Sans terres pour la production agricole, sylvicole ou pastorale, des milliards de personnes dans le monde seraient privées de moyens de subsistance. Si elles sont déplacées de leurs terres, ces populations sont forcées de s'installer dans des bidonvilles surpeuplés aux abords des grandes villes⁷¹.

Pour se prémunir contre cette menace, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté en décembre 2018 la Déclaration sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales (UNDROP), reconnaissant les « *relations et interactions particulières que les paysans et les autres personnes travaillant*

dans les zones rurales entretiennent avec la terre, l'eau et la nature auxquelles ils sont rattachés et dont ils dépendent pour leur subsistance » et soulignant leur « *contribution à l'instauration du droit à une nourriture suffisante et à la sécurité alimentaire, qui sont fondamentales pour la réalisation des objectifs de développement arrêtés au niveau international* ».

Dans ce contexte, la déclaration UNDROP s'alarme devant « *le nombre croissant de paysans et d'autres personnes travaillant dans les zones rurales qui sont expulsés ou déplacés de force chaque année* »⁷².

 **Empiètement d'une nouvelle plantation d'huile de palme sur la forêt tropicale de Kanneliya, au sud-ouest du Sri Lanka.**



Déclaration des Nations Unies sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales

La Déclaration des Nations Unies sur les droits des paysans (UNDROP) est le résultat de 17 années de combats et de négociations menés par des paysans du monde entier, mobilisés par La Via Campesina. Il s'agit de **la première déclaration de ce genre à avoir été écrite par des paysans, pour les paysans**.

Ce document revêt une importance considérable pour les paysans et les autres personnes qui travaillent dans les zones rurales du monde entier, dans la mesure où c'est la première fois qu'une déclaration des Nations Unies reconnaît leurs droits de l'homme. Elle donne une définition large des titulaires de droits, qui comprennent les paysans, leurs personnes à charge, les peuples autochtones, les éleveurs, les nomades et les sans terres, les travailleurs salariés, les travailleurs migrants et les travailleurs saisonniers.

La déclaration UNDROP énonce les obligations des États-nations en matière de respect, de protection et de réalisation des droits des paysans et d'autres personnes dans les zones rurales. Le concept de la souveraineté alimentaire y figure, aux côtés d'autres droits importants⁷³ :

- Le droit des paysannes et des autres femmes vivant en milieu rural
- Le droit de rechercher, de développer et de diffuser des informations sur la transformation et la commercialisation des produits des paysans
- Le droit d'accès à la justice
- Le droit à la terre, aux semences, à l'eau, à la biodiversité et à d'autres ressources naturelles
- Le droit à l'alimentation et le droit d'être à l'abri de la faim
- Le droit à la souveraineté alimentaire et le droit collectif à un environnement sain
- Le droit à un niveau de vie suffisant
- Le droit à la sécurité sociale, le droit à la santé et le droit au logement
- Le droit à l'éducation et le droit à une formation adéquate, adaptée à l'environnement agroécologique, socioculturel et économique particulier dans lequel se trouvent les paysans
- Le droit de jouir de sa propre culture et d'œuvrer librement à son développement culturel

Bien que la déclaration UNDROP ne soit pas juridiquement contraignante, elle représente une reconnaissance importante des droits humains des paysans et un instrument à la disposition des mouvements paysans et des organisations paysannes de battre campagne pour faire en sorte de transposer ces droits dans des politiques publiques et des législations nationales, ainsi que de faire valoir leurs droits devant les tribunaux.

La déclaration UNDROP a été approuvée et officiellement adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 17 décembre 2018. Lors de celle-ci, 121 pays ont voté en faveur de la déclaration, 52 se sont abstenus et seuls huit pays ont voté contre : le Royaume-Uni, ainsi que l'Australie, le Guatemala, la Hongrie, Israël, la Nouvelle-Zélande, la Suède et les États-Unis.



© MONLAR Sri Lanka



Paysan sri lankais pendant la récolte.

Entre 2011 et 2021, l'accaparement des terres a augmenté, tout comme ses menaces, sous couvert de gestion écologique. Dans l'ensemble du continent africain, la progression du néolibéralisme et le recul du contrôle des terres par l'État ont ouvert la brèche à des achats de terres à grande échelle. Les États-Unis et l'UE, aux côtés de leurs alliés, les Émirats arabes unis et l'Arabie saoudite, sont étroitement liés au capital monopolistique du Nord⁷⁴.

Les terres achetées produisent des cultures rentables pour des investisseurs extérieurs, ce qui n'a rien de nouveau. **En revanche, ce qui est nouveau, c'est l'intensité, l'ampleur et l'interconnexion des fusions de grands groupes privés, ainsi que leur rôle croissant sur les marchés financiers.**

La spéculation, moteur de l'accaparement des terres

Depuis la crise financière mondiale de 2007-2008, qui a principalement affecté le marché immobilier, les marchés financiers globaux ont réorienté leurs portefeuilles d'investissement et se sont diversifiés dans de nouveaux projets. Les acteurs financiers, tels que les banques d'investissement, les sociétés de gestion d'actifs, les compagnies d'assurance et les fonds de capital-risque, ont dorénavant infiltré l'ensemble des secteurs de l'économie. La logique des marchés financiers s'impose maintenant dans des domaines dont ils étaient jusqu'ici absents, comme le secteur agricole⁷⁵. Cette spéculation nouvelle sur les produits de base contribue à la hausse des prix des produits alimentaires partout dans le monde.

Les nouveaux « actifs » financiers comprennent la terre, l'eau, les océans, les forêts, les villes et la biodiversité.

Les biens communs du monde ont été transformés en portefeuilles et en opportunités d'investissement, par le truchement de produits dérivés ou de contrats à terme et font ainsi leur entrée sur les marchés spéculatifs⁷⁶. Le marché des contrats à terme dans le secteur alimentaire avait été créé à l'origine au milieu du XX^e siècle pour permettre aux producteurs et aux acteurs de la chaîne alimentaire de conclure un contrat avec un négociant et d'assurer un prix décent pour les denrées alimentaires produites. Cependant, depuis la libéralisation du marché à terme il y a 20 ans, les spéculateurs peuvent

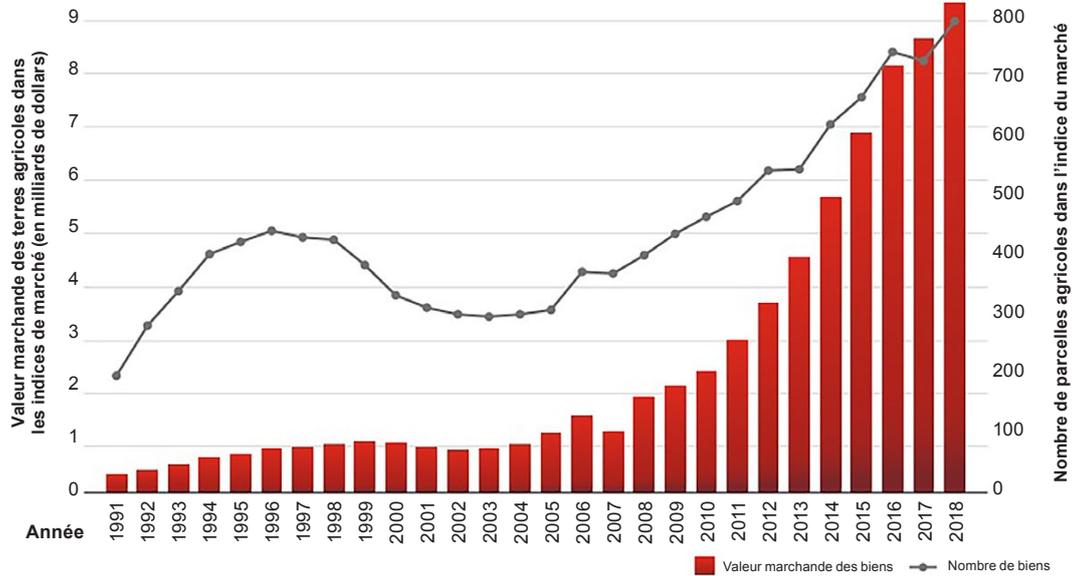
désormais gagner de l'argent en pariant sur les denrées alimentaires par l'intermédiaire d'opérateurs financiers qui ne font pas partie de la chaîne alimentaire. Les banques se mettent elles aussi à parier sur les prix des denrées alimentaires de base sur ces marchés financiers non réglementés et réalisent d'importants bénéfices.

Aujourd'hui, la terre est devenue un investissement de portefeuille de plus en plus prisé. La financiarisation de l'agriculture a eu un effet considérable sur les prix des denrées alimentaires, grâce à la spéculation autour des contrats à terme agricoles sur les places financières internationales⁷⁷. Les terres agricoles et les activités agricoles sont de plus en plus traitées comme un « secteur d'investissement ». Entre 2005 et 2017, environ 45 milliards de dollars ont été investis dans des terres agricoles par des investisseurs institutionnels tels que des fonds de pension, des fonds de dotation, des compagnies d'assurance et des particuliers fortunés⁷⁸. Bill Gates, par exemple, est maintenant le plus grand propriétaire de terres agricoles aux États-Unis.

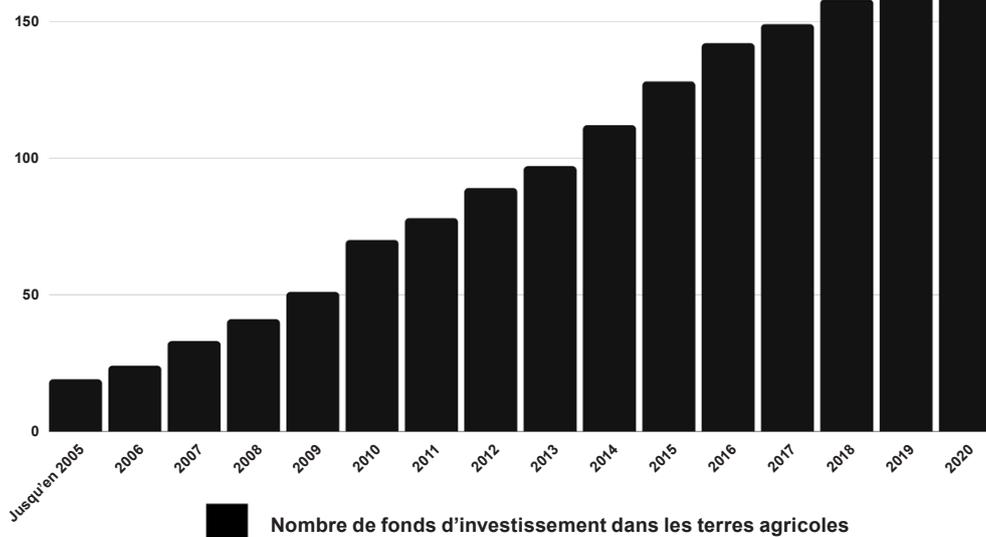
Au cours de la même période, on a assisté à l'essor phénoménal du nombre de fonds d'investissement globaux spécialisés dans des actifs alimentaires et agricoles, passés de 38 à 446, les actifs courants sous gestion dépassant 73 milliards de dollars, à l'exclusion du bois⁷⁹.

L'indice des revenus des terres agricoles de NCREIF (National Council of Real Estate Investment Fiduciaries), basé aux États-Unis, est l'une des rares sources qui rendent compte des investissements institutionnels dans les terres agricoles axés sur les investissements américains. Entre 2008 et 2017, cet indice (Figure 1) est passé de 1,1 milliard de dollars à 8,1 milliards de dollars, d'autres grandes régions productrices de cultures à l'échelle mondiale affichant des tendances à la hausse similaires. Le montant des fonds consacrés aux terres agricoles à l'échelle mondiale connaît lui aussi une hausse phénoménale, qui en fait l'un des actifs de l'agroalimentaire les plus recherchés par les investisseurs internationaux (Figure 2)⁸⁰.

Cette financiarisation des terres agricoles menace le fondement entier de l'agriculture. Elle fait grimper le prix mondial des terres agricoles et exige

Figure 1 : Évolution du nombre de fonds mondiaux pour les terres agricoles**Nombre et valeur marchande des biens appartenant à des institutions dans l'indice NCREIF des biens fonciers agricoles, 1991–2018 (T2)⁸¹.**

Source : Madeleine Fairbairn, « Fields of Gold : Financing the Global Land Rush » (Cornell University Press, 2020).

Figure 2 : L'accaparement des terres à l'échelle mondiale : le droit à la terre menacé par les marchés financiers**Évolution du nombre de fonds mondiaux pour les terres agricoles au cours de la dernière décennie**

Source : Valoral Advisors, « Mapping the Global Opportunities In The Food And Agriculture Investment Space Post COVID-19 », avril 2020

des agriculteurs qu'ils produisent les cultures les plus rentables, plutôt que celles qui sont les plus nécessaires.

Elle met également en péril le droit à la terre et risque le déplacement de paysans et de communautés autochtones.

Ailleurs, les préoccupations en faveur de la biodiversité et de la conservation risquent d'intensifier encore plus l'accaparement des terres sous la forme du **projet Half-Earth**, qui a pour objectif la mise en jachère de la moitié de la planète. D'autres propositions internationales appellent à protéger au moins

30 % de la planète afin d'en préserver la biodiversité⁸². Or de pareils plans seraient extrêmement préjudiciables aux très nombreuses populations dépendantes des terres qui vivent actuellement dans les zones désignées, si celles-ci sont tenues à l'écart des plans de conservation. Quant à savoir si Half-Earth représente un cadre de conservation approprié, cela reste à voir, compte tenu des exemples répandus de gestion du paysage qui répondent à la fois à la biodiversité et aux besoins humains, tels que l'approche de la « matrice de la nature » semblable à une tapisserie⁸³.

Fonds de pension britanniques et accaparement des terres

Les fonds de pension britanniques figurent parmi les principales sociétés financières qui investissent massivement dans la terre et favorisent ainsi la financiarisation de l'agriculture, tout en réalisant d'énormes profits. Les fonds de pension britanniques ont investi au moins 37,3 milliards de livres sterling dans l'accaparement de terres dans le monde entier, selon un rapport publié en 2014 par Friends of the Earth. Cette étude révélait, d'une part, que les 10 premiers fonds de pension privés britanniques avaient un montant cumulé d'investissements directs de 1,8 milliard de livres sterling dans 23 sociétés à haut risque et associées à des pratiques d'accaparement de terres et, d'autre part, que 17 sociétés de gestion d'actifs détenaient au total des investissements de 35,5 milliards de livres sterling en actions et obligations⁸⁴.

Les 10 premiers fonds de pension privés britanniques nommés dans le rapport étaient les suivants : BP Pension Scheme, Universities Superannuation Scheme, British Airways Pensions, RBS Group Pension Fund, Lloyds Banking Group Colleague Pensions, Railways Pension Trustee Company, Barclays Bank Pension Fund, BT Pension Fund, National Grid UK Pension Services et Royal Mail Defined Contribution Plan. La plupart de ces investissements portaient sur les biocarburants, l'alimentation et les boissons, les plantations (huile de palme, arbres), les industries extractives (pétrole et gaz, charbon, acier), les intrants agricoles (semences, engrais, produits chimiques) et les négociants en céréales.

5. L'agriculture des grands groupes privés et le droit à la santé

La santé constitue un enjeu majeur dans la lutte pour la souveraineté alimentaire et des systèmes alimentaires nationaux justes, et ce à plusieurs égards : premièrement, les effets de la qualité de l'alimentation et de son accessibilité sur les taux de disette, deuxièmement, la relation entre le système agroalimentaire et les épidémies et troisièmement, les répercussions des conditions de production alimentaire sur la santé des ouvriers agricoles, en particulier l'utilisation de pesticides, qui est l'un des arguments majeurs en faveur de l'agroécologie.

Qualité alimentaire et nutrition

Ces préoccupations sanitaires sont motivées par la tendance à l'homogénéisation et au contrôle induit par le monopole qu'exercent les grands groupes privés sur le système agroalimentaire, qui produit des denrées alimentaires médiocres en termes de qualité et de valeur nutritive et privées de vitamines, par des méthodes malsaines et qui les transforme en aliments moins sains.

Cette dynamique a deux conséquences, dont chacune a des répercussions catastrophiques sur la nutrition et sur le développement de nouveaux agents pathogènes. La première tient au bouleversement engendré par la Révolution verte, qui a abandonné les variétés de blé et d'autres cultures denses sur le plan nutritionnel en faveur de la surproduction de variétés de céréales à croissance rapide mais de faible valeur nutritionnelle, au détriment d'autres céréales traditionnelles telles que le sorgho et l'orge. Un exemple à cela est l'utilisation du maïs, qui est produit dans des quantités industrielles avec des variétés quasi-identiques sur le plan génétique, dans le but d'être transformé en sirop à haute teneur en fructose, destiné à l'industrie de la restauration rapide aux aliments fortement transformés. La consommation de produits alimentaires tels que du sirop à haute teneur

en fructose provoque l'obésité et le diabète chez des millions de personnes, et dans la mesure où de nombreuses personnes n'ont pas accès à suffisamment de nourriture, il en résulte une situation de disette généralisée.

En Tunisie, l'obésité augmente à mesure que diminue la valeur nutritionnelle des aliments d'un coût abordable, les familles survivant grâce à un mélange d'huile végétale, d'oignons et de baguettes de farine blanche à base de variétés de blé moins nutritives. À Maurice, l'obésité augmente chez les adolescents et les femmes ménopausées d'âge moyen. Les communautés pauvres des pays du Sud global n'ont pas les moyens de se nourrir autrement qu'avec des aliments à forte densité calorique, riches en gras trans et en huiles végétales bon marché.

La surproduction de certaines cultures, qui sont vendues à des prix de dumping sur les marchés internationaux par l'industrie des aliments ultra-transformés, est la conséquence de la pénétration croissante du monopole exercé par les grands groupes privés sur les marchés du Sud global. Le Mexique, très grand producteur d'aliments transformés dont les ventes s'élevaient à 124 milliards de dollars en 2012, est dominé par des grands groupes privés du Nord global, tels que PepsiCo, Unilever, Danone et Nestlé, qui tous ont infiltré les réseaux de distribution locaux, y compris les chaînes de commerces de proximité. Cette infiltration a eu des résultats catastrophiques sur la santé humaine.

Le nombre de Mexicaines âgées de 20 à 49 ans classées comme en surpoids est passé de 25 % à 35,5 % entre 1988 et 2021, celles classées comme obèses passant de 9,5 % à 37,5 %, tandis que 29 % des enfants mexicains âgés de 5 à 11 ans étaient classés comme en surpoids.

En 2015, 10 millions de personnes au Mexique souffraient de diabète, qui est étroitement lié à l'obésité. Il est stupéfiant de constater que cela

Une alimentation saine devient d'un coût inabordable

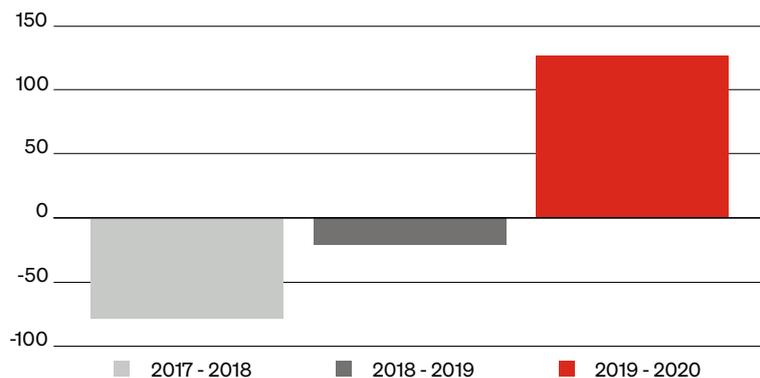
3,54 \$ ↑ **3,3 % de plus qu'en 2019**
 ↑ **6,7 % de plus qu'en 2017**

Coût quotidien moyen d'une alimentation saine dans le monde, par personne, en 2020 (dollars US)

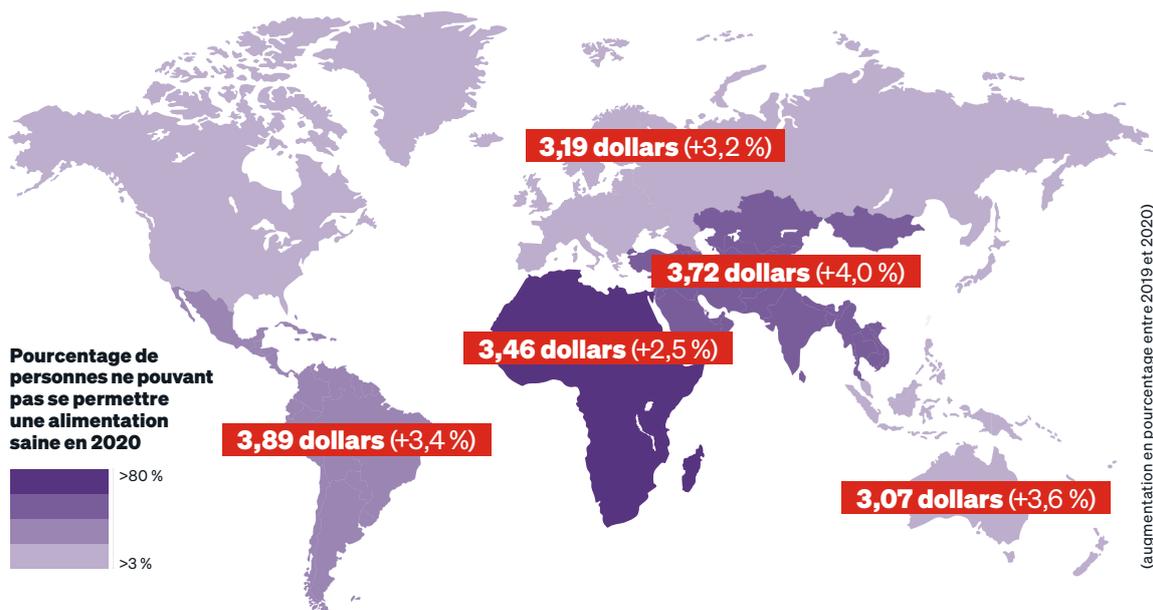


3,1 milliards de personnes ne pouvant pas se permettre une alimentation saine en 2020

Évolution du nombre de personnes dans le monde ne pouvant pas se permettre une alimentation saine (en millions)



Coût d'une alimentation saine en 2020 et augmentation en pourcentage depuis 2019



Source : FAO, FIDA, UNICEF, PAM et OMS, « L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2022. Réorienter les politiques alimentaires et agricoles pour rendre l'alimentation saine plus abordable » (2022)

représente 7 % de la population et 21 % des personnes âgées entre 65 et 74 ans. En 2012, le Mexique se classait au sixième rang mondial pour la mortalité due au diabète⁸⁵.

Production alimentaire, agents pathogènes et épidémies

L'emploi de processus de production de piètre qualité (tels que l'agriculture intensive et ses niveaux élevés de résidus d'antibiotiques) dans le système agroalimentaire global est propice aux agents pathogènes et aux bactéries, tels que Salmonella et Campylobacter, qui sont nocifs pour la santé humaine.

Les méthodes de production liées à l'agro-industrie ont fait apparaître d'autres maladies. Des cas de paludisme en Inde ont été rattachés à la construction de barrages destinés à l'irrigation des cultures d'exportation à forte intensité de capital. On constate en lisière de forêt la présence de plus en plus fréquente de méga-fermes où, comme l'écrit le biologiste Rob Wallace :

De nouveaux agents pathogènes zoonotiques s'extraient de réservoirs jusque-là marginalisés d'hôtes sauvages et [...] se retrouvent parmi le bétail local, les animaux sauvages destinés à l'alimentation et les ouvriers agricoles qui s'en occupent. Certaines maladies telles que le virus Nipah [infection], le coronavirus [infections] et le virus Ebola se propagent à ces points de perturbation. Les écosystèmes passés qui marginalisaient ces agents pathogènes à quelques hôtes spécifiques les libèrent pour créer de nouveaux liens qui offrent aux agents pathogènes autant d'exutoires nouveaux en exploitant le circuit de production dont ils ne disposaient pas auparavant. Les agents pathogènes circulent pour finir dans une capitale régionale et certains partout dans le monde⁸⁶.

D'autres maladies apparaissent dans les méga-fermes à la périphérie des villes, qui fournissent de la nourriture aux centres urbains. On y assiste au mélange de bactéries d'origine alimentaire ou de gripes aviaires qui deviennent plus mortelles sur le corps de millions de volailles et d'animaux d'élevage, avant d'infecter les populations humaines.

La quasi-totalité des cas documentés de transmission de la grippe aviaire à l'homme (entre 1959 et aujourd'hui) se sont produits dans des élevages avicoles industriels, abritant jusqu'à des centaines de milliers d'oiseaux. Ces fermes d'élevage intensif, à très forte densité d'oiseaux, présentent des conditions propices non seulement à la grippe aviaire, mais aussi à l'apparition de souches uniques. Selon certaines théories scientifiques, il existe des preuves convaincantes que le Covid-19 serait issu d'une mutation affectant des chauves-souris vivantes vendues sur un marché à Huanan, en Chine, la maladie ayant été transmise aux personnes qui y travaillaient, avant de se propager pour devenir une pandémie⁸⁷.

Les produits agrochimiques toxiques et la situation d'urgence liée à la santé publique dans le Sud global

Un autre danger majeur pour la santé humaine tient à l'emploi croissant dans l'agriculture de produits agrochimiques toxiques, ou agrottoxiques⁸⁸. Selon une étude récente, chaque année 9 millions de décès sont liés à la pollution de l'environnement, les pesticides étant un facteur majeur⁸⁹. Ceux-ci peuvent endommager le système reproducteur humain et causer des malformations congénitales, des cancers et des cas de neurotoxicité.

La biodiversité pâtit des agrottoxiques qui détruisent les populations d'insectes et d'oiseaux⁹⁰. Cette « épidémie » d'empoisonnement du milieu naturel est le résultat de l'emprise accrue de la production agricole par de grands groupes privés monopolistes et leur distribution de « paquets technologiques » identiques dans l'ensemble du Sud global. L'un des paquets technologiques les plus connus est le RoundUp Ready de Monsanto, solution prête-à-l'emploi de semences OGM (généralement du soja), associée à l'utilisation de glyphosate comme herbicide. Étant hybrides, ces semences ne peuvent donc pas se reproduire et seul le glyphosate et sa toxicité ont de l'effet sur cette variété de semences résistantes aux herbicides. Les agriculteurs sont alors obligés de racheter ce paquet tous les ans et souvent, les plus petits d'entre eux finissent par s'endetter lourdement.

Le paraquat, un herbicide mortel dont l'utilisation est illégale en Europe, est actuellement produit au Royaume-Uni pour être exporté vers de nombreux pays du Sud global⁹¹. En raison des protections environnementales moins robustes qui y existent, souvent liées à l'héritage de la domination coloniale, les peuples autochtones

et les paysans du Sud sont plus vulnérables que ceux du Nord global aux dangers de l'utilisation de pesticides toxiques. **La santé des paysans vient à être considérée comme ce que les économistes appelleraient une « externalité » du processus de production, plutôt que comme un droit humain.**

Agrochimie toxique et violation du droit à la santé : le cas du Cône Sud en Amérique du Sud

Le nadir de ce processus mondial a été ce que Syngenta a appelé « la République unie du soja », ce surnom néocolonial donné au Cône Sud de l'Amérique du Sud, cette vaste sous-région qui couvre le sud du Brésil, l'Argentine, le Chili, l'Uruguay, le Paraguay et la Bolivie, figurant dans une publicité de 2003 parue dans les journaux argentins. Le Cône Sud est un exemple frappant à la fois de la marchandisation des ressources naturelles, à partir d'immenses latifundios, ou plantations, où l'on cultive du soja et du maïs, ainsi que de la liberté d'action et de l'accès aux arcanes du pouvoir des grands groupes privés de biotechnologie (Monsanto, Syngenta) et des négociants en produits de base (Cargill, Dreyfus) dans les pays du Sud global. La propriété des terres de cette immense région est concentrée entre les mains d'une poignée seulement de puissants grands groupes privés, de propriétaires de plantations et de l'élite nationale, rendue possible par la spoliation réalisée à l'époque du colonialisme et par des occasions manquées de réforme agraire et de politiques de distribution des terres. La région est également sujette à de terribles pratiques extractives (exploitation minière, exploitation de gaz de schiste, agro-industrie) et à des campagnes de déforestation, qui ont entraîné l'expulsion des communautés de leurs terres et une migration massive vers les bidonvilles des villes périphériques.

suite



© Freepix



Avion de fumigation stationné devant un hangar, en Argentine. Une grande quantité des pesticides pulvérisés sur les cultures dans cette région sont appliqués par des avions.

En 1996, le gouvernement argentin a approuvé la culture du premier soja OGM en Amérique latine, **sur la base d'études non traduites réalisées exclusivement par la société Monsanto**. Dans la région du Cône Sud, on compte désormais **plus de 40 millions d'hectares de soja OGM cultivé en monoculture arrosés de 600 millions de litres de glyphosate par an, qui entraîne l'éradication de 500 000 ha de forêts par an**. Cette destruction se produit dans un contexte de violences d'État et de harcèlement des paysans, qui vont jusqu'à l'assassinat de militants paysans au Brésil, au Paraguay et en Argentine⁹².

Les cultures de la région ont été génétiquement modifiées pour permettre l'application de doses de plus en plus élevées d'agrototoxiques sur les mauvaises herbes et les ravageurs, qui ont des effets délétères sur la santé humaine, en particulier sur les populations pauvres et souvent autochtones recrutées pour travailler dans ces exploitations géantes.

Cependant, la santé de communautés rurales entières est souvent directement affectée, car des avions sont utilisés pour pulvériser des **pesticides sur les cultures**. C'est à cause de cette pratique qu'en **mai 2019**, il a fallu hospitaliser des enfants et des adolescents et que des animaux de ferme sont morts **dans le Mato Grosso do Sul** au Brésil. La fumigation par avion laisse des résidus de pesticides dans l'eau, qui causent d'autres dommages à la santé humaine.

En 2011, à **Canindeyú, une région rurale du Paraguay**, un agriculteur du nom de Rubén Portillo est mort d'une grave intoxication agrochimique. Vingt-deux autres personnes de la même communauté qui présentaient des symptômes similaires ont été hospitalisées. En 2013, face au silence du gouvernement national, les communautés ont fait appel au Comité des droits de l'homme des Nations Unies, qui a statué contre l'État paraguayen en 2019, estimant qu'il était responsable de la pollution causée à la communauté et de violations flagrantes du droit à la vie⁹³.

En **Argentine**, l'utilisation du glyphosate a augmenté de 848 % entre 1996 et 2016. Une étude réalisée par des médecins dans les quatre provinces les plus touchées par la production de soja a révélé une incidence de cancers qui était quasiment le double que dans le reste du pays, ainsi qu'une augmentation des malformations néonatales et des fausses couches, des allergies et des troubles hormonaux et neurologiques. En 2015, l'Organisation mondiale de la Santé a déclaré le glyphosate cancérigène⁹⁴.

Partie 2 : La souveraineté alimentaire en action

Les paysans et les autres personnes travaillant dans les zones rurales ont le droit de définir leurs systèmes alimentaires et agricoles, droit reconnu par de nombreux États et régions comme le droit à la souveraineté alimentaire. Ceci inclut le droit de participer aux processus décisionnels concernant la politique alimentaire et agricole et le droit à une nourriture saine et suffisante produite par des méthodes écologiques et durables respectueuses de leur culture.

– Article 15, UNDROP, 2018⁹⁵

Malgré les crises et les défis que connaît le système alimentaire mondial d'aujourd'hui, il reste encore beaucoup de raisons de garder espoir. En 1996, le mouvement international de La Via Campesina – qui représente 200 millions de paysans, de travailleurs sans terre, d'autochtones, d'éleveurs, de pêcheurs, de migrants, d'ouvriers agricoles, de petits et moyens agriculteurs et de communautés rurales

du monde entier – a présenté le concept de la souveraineté alimentaire lors du Sommet mondial de l'alimentation à Rome. Aujourd'hui, 25 ans plus tard, le mouvement ne cesse de croître et est plus fort que jamais.

Des communautés paysannes du monde entier mènent ce combat pour redonner au peuple la maîtrise de la production et de la distribution



Manifestation de membres de La Via Campesina.



alimentaires. Dès lors qu'ils détiennent la souveraineté alimentaire, les paysans savent comment cultiver de la nourriture de manière durable pour leurs propres sociétés et pour la planète entière.

La souveraineté alimentaire permet aux communautés de cultiver des aliments adaptés à leurs terres et à leur culture et garantit un contrôle démocratique de leur mode de distribution et de négoce. Il s'agit là d'une solution concrète qui met le pouvoir entre les mains du peuple et non entre celles des grands groupes privés.

C'est aussi le seul modèle capable de refroidir la planète et d'assurer ainsi « une transition juste enracinée dans le pouvoir, le bien-être écologique et social et la solidarité du peuple dans un contexte local, régional et international »⁹⁶.

Contrairement au système agroalimentaire actuel, la souveraineté alimentaire protège les populations les plus marginalisées du monde ainsi que la biodiversité de la planète. Elle ne repose pas sur l'exportation vers les pays du Sud global de crises causées par des monopoles du Nord. **L'agroécologie paysanne est « la base de notre proposition et de notre vision de souveraineté alimentaire des peuples du monde »**⁹⁷.

« Nous devons nous battre pour une réforme agraire véritable, populaire et à part entière, pour la défense des territoires autochtones et paysans et pour le rétablissement des systèmes alimentaires locaux... Pour cela, nous devons instaurer de nouvelles relations entre les travailleurs des campagnes et ceux des villes. »

– La Via Campesina⁹⁸

Cela fait des années qu'un grand nombre de mouvements et d'organisations paysannes qui développent sur le terrain des alternatives en faveur de la souveraineté alimentaire nationale travaillent avec War on Want.

Dans la pratique, la souveraineté alimentaire peut prendre différentes formes :

- **Droits fonciers** : des mouvements paysans s'organisent pour exiger des réformes agraires et la reconnaissance d'autres formes de propriété, y compris la revendication de terres communes et ancestrales.
- **Souveraineté semencière** : il s'agit de s'opposer au brevetage des semences par des grands groupes privés et de créer des banques de semences communautaires pour garantir les droits des communautés paysannes d'utiliser, de conserver et d'échanger des semences.
- **Droits des travailleurs** : par la solidarité entre travailleurs du monde entier. Les actions de solidarité internationale des travailleurs britanniques ont contribué à garantir de meilleurs droits et une meilleure rémunération pour les ouvriers agricoles du Sud global qui travaillent pour les chaînes d'approvisionnement internationales.
- **Économies solidaires** : par l'établissement d'autres types de chaînes de valeur et d'approvisionnement avec la création de marchés de proximité, de coopératives et de systèmes de crédit communautaires.
- **Agroécologie paysanne** : par son opposition au commerce de produits toxiques et aux monopoles autour des agrototoxiques et par la création d'un modèle de production et d'agriculture respectueux de la planète, de sa biodiversité et des moyens de subsistance des communautés rurales, des paysans et des populations autochtones.

On constate l'essor de réseaux et de mouvements paysans internationaux, qui tissent des liens entre une variété de combats, notamment ceux en faveur des droits des travailleurs, des peuples autochtones et de la justice climatique, qui s'organisent au sein de grandes instances politiques et qui remportent des combats déterminants. En 2010, la conclusion des pourparlers de la Convention des Nations Unies sur la diversité biologique (CDB) au Japon a appelé à l'adoption de nouveaux mécanismes financiers, notamment celle d'un « mécanisme de développement vert », pour générer des compensations à partir des zones terrestres gérées conformément à la CDB. Cette décision n'a toutefois pas été adoptée : elle a en effet été bloquée par l'Alliance

bolivarienne pour les Amériques (ALBA), dirigée par la Bolivie. L'ALBA s'est dite préoccupée par le fait qu'une telle proposition fondée sur le marché puisse provoquer la « marchandisation » de la nature, nuire à la biodiversité et violer les

droits de l'homme⁹⁹. L'adoption de l'UNDROP en 2018 par les Nations Unies a également été le résultat d'un long combat mené par les mouvements paysans et la société civile, qui représente une victoire phénoménale¹⁰⁰.

Qui nourrit vraiment le monde ?

Un enjeu central dans les débats autour des visions transformatrices du système agroalimentaire mondial repose sur la question de savoir comment faire en sorte pour qu'il y ait suffisamment de quoi manger pour nourrir la population mondiale. Pour assurer une production suffisante, il est généralement supposé qu'il faut pour cela avoir recours aux technologies hautement productives de l'agriculture industrielle et aux technologies de la Révolution verte. Or c'est faux : on produit largement de quoi manger dans le monde, l'équivalent d'environ 6 000 calories par personne si l'on tient compte des déchets, alors qu'il suffit de cultiver et de produire 3 000 calories pour satisfaire les besoins alimentaires de chacun¹⁰¹.

Depuis la Révolution verte, il y a 60 ans, les technologies agricoles intensives sont considérées comme le moyen le plus efficace de produire suffisamment de nourriture, et pourtant, les impacts sociaux, économiques et environnementaux de ce modèle ont un effet dévastateur. Il devient de plus en plus évident que la solution repose sur l'agriculture paysanne par les petits exploitants agricoles. Le Groupe ETC estime depuis longtemps qu'environ 70 % de la population mondiale est nourrie par l'agriculture paysanne ou en dépend, qui consomme « moins (et souvent beaucoup moins) de 25 % des ressources (y compris en terres, en eau, en combustibles fossiles) utilisées pour nourrir la population mondiale »¹⁰².

D'autres recherches récentes affirment que ces chiffres sont exagérés et que seulement 34 % de la nourriture est cultivée dans des fermes de moins de deux hectares, sur seulement 12 % des terres arables dans le monde. Quoi qu'il en soit, même si l'estimation la plus basse est correcte, **il n'en reste pas moins que les petits paysans utilisent les terres de manière beaucoup plus efficace, et si leurs méthodes agricoles étaient appliquées plus largement, sur une plus grande partie des terres arables du monde, ils pourraient cultiver un pourcentage plus important de la nourriture mondiale**¹⁰³. Il est toutefois important de souligner que les recherches du Groupe ETC s'intéressent aussi à la contribution nutritionnelle de l'agriculture paysanne (les fermes paysannes produisent par hectare davantage de denrées, et des denrées plus nutritives, que les grandes exploitations agricoles) et au rôle primordial de cette chaîne dans la consommation alimentaire de la plupart de la population du Sud global. Par ailleurs, d'autres recherches se concentrent exclusivement sur le rendement total, sans chercher à savoir si cette production est destinée à nourrir les êtres humains ou à faire tourner les moteurs¹⁰⁴.

S'ajoutent à cela les disparités en matière de définition des petits agriculteurs d'une région géographique à l'autre. Deux hectares représentent un plafond dérisoire pour qualifier une ferme de petite : en effet, ce qu'on entend comme petite ferme dans la ceinture céréalière du nord de la Tunisie, par exemple, fait au moins 10 ha. Dans les régions centrales semi-arides, la superficie d'une petite ferme est comprise entre 20 et 30 ha.

Quand on s'intéresse aux principaux centres de population, là aussi l'importance de l'agriculture à petite échelle ne fait pas de doute.

En Chine, où vit un cinquième de la population mondiale, les petits producteurs produisent 80 % des aliments consommés à l'échelle nationale. En Amérique latine, 17 millions de petites fermes cultivent 51 % du maïs, 77 % des légumineuses et 61 % des pommes de terre consommées sur le continent. Et sur le continent africain, 80 % des denrées sont consommées et cultivées à la fois par des paysans et par des petits agriculteurs¹⁰⁵. Ceux-ci requièrent généralement peu d'investissement en capital et la plupart d'entre eux utilisent une forme ou une autre de techniques de l'agroécologie¹⁰⁶.

Non seulement l'agriculture paysanne nourrit déjà une grande partie du monde, et ce en dépit de la puissance de monopole phénoménale exercée par l'agro-industrie, mais qui plus est, dans des conditions améliorées, l'agriculture paysanne pourrait être la meilleure option pour nourrir le monde.

6. Le droit à la terre au Sri Lanka : résister à l'accaparement des terres par l'agrobusiness

Les paysans et les autres personnes vivant dans les zones rurales ont droit à la terre, individuellement et/ou collectivement, ce qui comprend le droit d'accéder à la terre et aux plans d'eau, zones maritimes côtières, zones de pêche, pâturages et forêts qui s'y trouvent, et de les utiliser et de les gérer d'une manière durable, pour s'assurer un niveau de vie suffisant, avoir un endroit où vivre en sécurité, dans la paix et la dignité, et développer leurs cultures.

– Article 17, UNDROP, 2018

L'accaparement des terres dans l'ensemble du Sri Lanka pour l'agriculture orientée vers l'exportation et pour de grands projets de construction de logements s'accélère depuis la fin de la guerre civile en 2009, qui atteint désormais des proportions épidémiques. Des villageois sont expulsés de leurs terres agricoles et forestières lorsqu'il est décidé de les consacrer à la culture du thé, du caoutchouc, de l'huile de palme et de bananes destinés à l'exportation, à des zones industrielles d'exportation et à l'aménagement d'infrastructures touristiques telles que des hôtels tout compris pour le tourisme de masse, autant d'activités qui ont toutes des impacts environnementaux considérables⁰⁷.

Ce phénomène n'a rien de nouveau : en effet, le colonialisme ne fut rien d'autre qu'un accaparement des terres généralisé et les efforts de décolonisation ont consisté à placer l'immense majorité des terres sous le contrôle de l'État, l'accès à celles-ci par des paysans et de plus grands agriculteurs étant régi par un ensemble de pratiques coutumières et codifiées. Les conflits et les combats militaires nés de la guerre civile accentuèrent cette spoliation, qui a été facilitée lorsque les populations (et en particulier la minorité tamoule) quittèrent provisoirement leurs terres pour se mettre à l'abri. En 2016,

les agriculteurs et les éleveurs avaient été forcés de quitter 36 371 ha de terres volées et contraints de s'installer dans les forêts⁰⁸.

La contre-attaque du mouvement MONLAR pour les terres nationales et la réforme agraire. MONLAR, partenaire de longue date de War on Want, englobe un réseau d'organisations paysannes de la base à vocation à fédérer un mouvement populaire en faveur de la souveraineté alimentaire par le renforcement des capacités et la mobilisation des petits agriculteurs et des communautés marginalisées. Ce mouvement se donne pour mission de protéger les ressources naturelles et les droits de l'homme et, en tant que représentant de La Via Campesina au Sri Lanka, il se fait l'écho des communautés rurales en menant sans relâche des campagnes en faveur de politiques agricoles et foncières qui les protègent, tout en prônant les pratiques de l'agroécologie au niveau des villages.

L'une des campagnes actuelles de MONLAR se concentre sur la protection des réserves naturelles contre l'expansion des plantations de thé et d'huile de palme dans le sud-ouest du Sri Lanka, tout en défendant les moyens de subsistance des habitants des forêts tropicales humides et de leurs abords.

Une autre campagne soutenue par MONLAR s'oppose à la confiscation des terres et au blocage des sources d'eau naturelles dans le village d'Homadola, à proximité de la réserve forestière de Kanneliya (une forêt tropicale humide de plaine dans le sud-ouest du Sri Lanka, protégée par la réglementation nationale), par la société Homadola Estate. En 1912, pendant la domination coloniale britannique, des secteurs de la forêt tropicale de Kanneliya avaient été défrichés pour faire place à une plantation lucrative de caoutchouc appelée Homadola Estate, près du village d'Homadola. Aujourd'hui, le domaine comprend une plantation d'huile de palme gérée par la société Watawala Plantations.

En 2004, la réserve forestière de Kanneliya a été reconnue par l'UNESCO comme réserve Homme et Biosphère (MAB), importante reconnaissance internationale pour les sites propices à concilier la conservation de la

biodiversité avec son utilisation durable. La réserve forestière de Kanneliya constitue l'un des points chauds les plus riches en biodiversité d'Asie du Sud : la forêt abrite en effet plus de 300 espèces de flore des forêts tropicales humides, dont 52 % sont endémiques au Sri Lanka.

Malgré la reconnaissance internationale de Kanneliya et de nombreuses zones protégées similaires dans le pays, force est de constater la poursuite d'activités illégales dans des zones protégées du Sri Lanka, notamment l'exploitation minière, le braconnage, les incendies de forêt causés par l'homme, l'empiètement, les monocultures et le blocage des ruisseaux et des rivières qui empêche l'accès à l'eau par les villageois et la faune. En outre, les modèles de plantation en monoculture ont des effets négatifs généralisés, que ce soit par l'assèchement des bassins hydrographiques naturels, l'érosion des sols et l'infiltration

 **L'une des zones protégées les plus importantes du Sri Lanka est la forêt tropicale de Sinharaja, dans le sud-ouest du pays.**



d'engrais chimiques et de pesticides dans les aquifères (ces couches de roche, de sable ou de terre qui contiennent de l'eau ou permettent à l'eau de les traverser).

Les villageois d'Homadola ont le droit de prélever de l'eau des bassins versants naturels situés dans les montagnes recouvertes de forêts de l'Homadola Estate, que les terres appartiennent à l'État ou à des particuliers. D'autres projets d'approvisionnement en eau potable financés conjointement par le village et le gouvernement sri-lankais fournissent de l'eau gratuitement.

En avril 2021, pendant la pandémie de Covid-19, la direction d'Homadola Estate a déraciné des hévéas pour les remplacer par des plantations d'huile de palme, exemple s'il en est de la façon dont des sociétés privées profitent de moments de crise pour faire primer leurs intérêts.

Ce nouveau projet qui a gravement mis en péril les bassins versants d'eau douce a déclenché un conflit à grande échelle dans la région.

Après des tentatives infructueuses d'attirer l'attention et le soutien des représentants de l'administration locale, les villageois ont commencé à s'organiser. Des banderoles soulignant l'importance de la protection

de l'environnement ont été affichées à proximité des délimitations et des clôtures d'Homadola Estate, tandis qu'une nouvelle organisation appelée *Praana* (vie) a contacté les médias.

C'est justement après avoir vu des reportages dans les médias à ce sujet que MONLAR a contacté des membres de *Praana* pour présenter des avocats et des militants environnementaux aux villageois et, en parallèle, leur dispenser une formation à de nouvelles méthodes et pratiques liées à l'agroforesterie et à l'agroécologie, afin de promouvoir la protection des sources d'eau et du sol contre les effets nocifs d'engrais chimiques.

Depuis, la situation sociale et écologique s'est détériorée. Des déchets provenant de l'usine de production d'huile de palme du domaine, l'usine de Nakiyadeniya, ont été déversés le long des routes qui traversent Homadola, de sorte que dorénavant, les pesticides chimiques et les déchets de l'usine s'infiltreront dans l'approvisionnement en eau, en particulier lors des fortes précipitations à la saison des pluies. Les villageois font état d'une augmentation du nombre de cancers et de décès de jeunes victimes atteintes de maladies inconnues et de la disparition d'animaux, de poissons, d'oiseaux et d'abeilles indigènes.



Vue aérienne de l'empiètement (au bas de la photo) de la plantation d'huile de palme sur la forêt tropicale de Kanneliya, au sud-ouest du Sri Lanka.





Formation en agroécologie dispensée par MONLAR auprès de petits producteurs de thé. Forêt tropicale de Sinharaja, au sud-ouest du Sri Lanka.

« **En raison des actions irresponsables d'Homadola Estate, les villageois sont désormais approvisionnés en eau polluée. Qui sait quelles maladies nous allons attraper en buvant cette eau ? La plupart des villageois ne sont pas au courant des atteintes subies par leurs sources d'eau car ils vivent loin des opérations de la société. Les canalisations posées dans le domaine alimentent en eau leurs ménages.** »

– Un villageois d'Homadola¹⁰⁹

Les villageois ont rencontré l'un des représentants de l'administration locale à la mi-octobre 2021, pour faire valoir leur position concernant Homadola Estate afin d'obtenir la protection des zones forestières et des bassins versants ou de la confier aux villageois. Depuis cette réunion, la destruction des forêts a été provisoirement suspendue, bien que l'avenir des forêts et des bassins versants reste incertain.

En 2022, même si ces problèmes n'étaient toujours pas résolus, les villageois avaient meilleur espoir de remporter cette campagne avec le soutien de MONLAR et de son réseau d'avocats, d'experts et de militants¹¹⁰.

7. Résister aux pesticides toxiques au Kenya : agroécologie paysanne et souveraineté des semences

Les paysans et les autres personnes travaillant dans les zones rurales ont le droit de ne pas utiliser des substances dangereuses ou des produits chimiques toxiques, notamment des produits agrochimiques ou des polluants agricoles ou industriels, et de ne pas y être exposés.

– Article 14, UNDROP, 2018

L'agriculture domine l'économie kényane, qui emploie 70 % de la population rurale et représente environ 33 % de son PIB¹¹.

La terre est un facteur important dans la production alimentaire, y compris l'accessibilité de la population locale à celle-ci, enjeu majeur au Kenya depuis 1895, lors de la mise en place du protectorat britannique sur le pays. Les Britanniques ont promulgué toute une série de lois destinées à s'accaparer les terres de la population locale, avec la vente des droits de propriétés pour les remplacer par des baux accordés pour une durée allant jusqu'à 99 ans. Au moment de la décolonisation en 1963, le Kenya a hérité de ces mêmes lois et politiques foncières, qui avaient été créées pour permettre à la Couronne britannique de s'emparer de territoires immenses, et dont le gouvernement au Kenya s'est servi pour faire perdurer à son tour cet accaparement de terres (qu'elles soient utilisées à des fins d'agriculture, d'exploitation minière ou de réserves de gros gibier).

Concrètement, cela signifie que les populations locales qui utilisaient ces terres et vivaient dessus en tant qu'éleveurs, paysans, chasseurs, cueilleurs et pêcheurs ont été déplacées pour devenir des squatters sur leurs propres terres. Ces terres n'ont jamais été restituées à leurs habitants d'origine. Au lieu de cela, elles ont été vendues ou louées à de grands groupes privés et à d'autres propriétaires

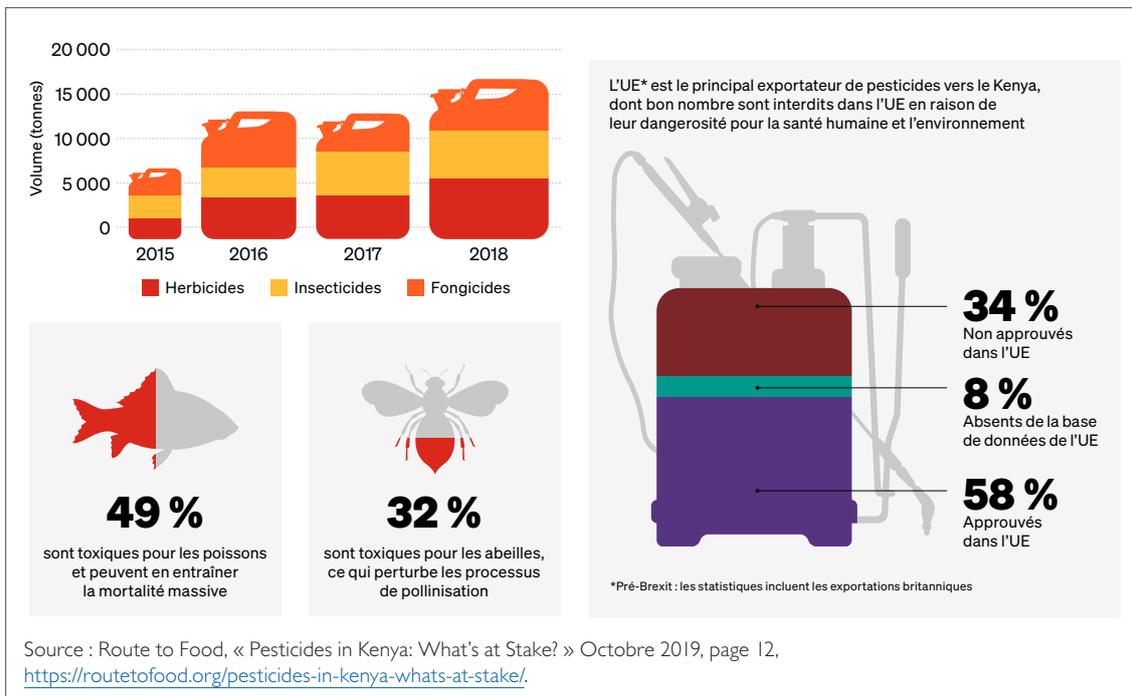
fonciers étrangers et nationaux à différentes fins de développement. En raison de l'échec du nouveau gouvernement kényan juste après l'indépendance à résoudre le problème foncier, les communautés locales furent contraintes d'emménager dans des zones urbaines, ce qui a eu pour effet de venir ainsi peupler principalement de nouveaux établissements informels et d'accroître l'insécurité alimentaire dans tout le pays.

La propriété des terres et leur distribution pour permettre aux paysans et paysannes d'y cultiver des denrées alimentaires est désormais l'un des premiers enjeux pour le pays. Aujourd'hui, le Kenya est fortement tributaire d'une agriculture orientée vers l'exportation, tout en dépendant lourdement de l'importation d'autres cultures essentielles en provenance de l'étranger¹².

Le modèle agricole du Kenya, axé sur les exportations, est pris au piège de la dette extérieure : les exportations agricoles fournissent en effet la monnaie étrangère nécessaire pour la rembourser. En 2020, la dette extérieure du Kenya atteignait au total quelque 38 milliards de dollars, contre 8,5 milliards de dollars en 2010¹³.

Si un pays comme le Kenya ne parvient pas à honorer ses obligations de dette envers ses prêteurs étrangers, il se voit contraint de négocier soit le report de ses échéances, soit un allègement du service de la dette (suspension

Kenya : importations de produits agrochimiques



de la dette). C'est souvent à ce stade que des accords de libre-échange sont négociés, qui traditionnellement couvraient les taxes et les droits de douane entre deux pays, mais qui depuis quelques dizaines d'années ont été spécifiquement conçus pour éliminer les « obstacles non tarifaires » aux échanges, à savoir les normes environnementales, sociales et relatives au travail. Échanges et dette sont étroitement liés¹⁴, dans la mesure où les accords sont généralement signés en faveur du pays prêteur et comprennent souvent des clauses autorisant l'importation de produits interdits dans le pays d'origine, tels que des agrototoxiques, des pesticides toxiques et des herbicides toxiques comme le paraquat¹⁵. Si les accords commerciaux favorisent les intérêts des grands groupes privés du Nord global, ils causent des ravages parmi les communautés du Sud global.

En effet, un grand nombre des pesticides vendus sur le marché kényan sont des mutagènes (autrement dit, ils modifient l'ADN d'une cellule), des perturbateurs endocriniens (interfèrent avec les hormones humaines), des cancérigènes ou ont un effet néfaste sur le système reproducteur.

L'oxyfluorène et le glufosinate-ammonium sont des herbicides toxiques qui ont été retirés du marché européen et qui pourtant sont enregistrés comme présents dans 12 pesticides commerciaux différents destinés à la vente au Kenya¹⁶.

Le paraquat est un autre herbicide interdit dans l'UE et au Royaume-Uni, mais largement disponible au Kenya. Il est importé par Syngenta Kenya Ltd., une filiale de Syngenta, qui possède également l'une des plus grandes usines de fabrication de paraquat en Europe, basée à Huddersfield, en Angleterre. Les ouvriers agricoles et les agriculteurs régulièrement exposés au paraquat ont signalé de graves problèmes de santé, notamment une altération de la fonction pulmonaire, des troubles cutanés et des maladies neurodégénératives¹⁷.

Les recommandations en matière de dosage et d'application du paraquat varient considérablement de son utilisation concrète dans l'agriculture kényane, ce qui augmente les risques associés à son utilisation. Ce pesticide a en effet été conçu à l'origine pour être utilisé dans les exploitations géantes où le processus d'application se fait à une

certaine distance. Or ça n'est pas ce qui se produit dans les petites fermes de moins de deux acres (environ 0,81 ha), qui sont très répandues dans la campagne kényane.

Favoriser des solutions de remplacement par l'agroécologie paysanne et l'éducation populaire

Les paysans et les autres personnes travaillant dans les zones rurales ont le droit de perpétuer, de contrôler, de protéger et de développer leurs semences et leurs savoirs traditionnels.

– Article 19, UNDROP, 2018

La Ligue des paysans du Kenya (KPL), le partenaire de War on Want, bat campagne pour mettre fin à l'importation de pesticides interdits en provenance du Royaume-Uni et de l'UE, tout en plaidant en faveur de pesticides biologiques et de centres de formation à l'agroécologie.

Tout au long de 2022, KPL a organisé de petits agriculteurs en collectifs agricoles de 20 à 50 personnes, dans le but de relancer les marchés de proximité et les semences indigènes, notamment par la création de banques de semences locales et familiales. Les agriculteurs disposent dorénavant à chaque saison de l'indépendance et de la capacité nécessaires pour constituer des stocks et reproduire leurs propres semences et utiliser des pesticides d'un coût abordable qui ne sont pas dangereux pour leurs cultures.

« Dès lors que les sols sont sains, les êtres humains et les animaux seront forcément en bonne santé. La santé des sols est affectée par l'utilisation de pesticides chimiques, d'herbicides et d'engrais qui tuent les micro-organismes du sol, laissant le sol exsangue, de sorte que les agriculteurs n'ont pas d'autre choix que de les utiliser sans cesse et se retrouvent pris au piège d'un cercle vicieux de dépendance. »

– Dick Olela, membre du KPL



© Kenyan Peasants League

Depuis 2020, en partenariat avec War on Want, KPL travaille sur un projet de test de deux pesticides biologiques, qui seront ensuite distribués aux membres de KPL et à d'autres agriculteurs en tant que solutions abordables et sûres de remplacement aux agrottoxiques. La première formulation a été développée à l'Université de Graz en Autriche, tandis que la seconde a été mise au point par un agriculteur local, membre de KPL. La première phase du projet, qui a consisté en des essais sur le terrain dans les comtés de Baringo, Migori, Nairobi et Machakos, a donné des résultats prometteurs¹¹⁸.

Dick Olela, coordinateur national de KPL, a déclaré que les formulations biologiques avaient toutes deux réussi à empêcher les attaques de légumes par des pucerons :

« Nous avons pulvérisé les feuilles de choux infestées de pucerons, et au bout d'une semaine, ceux-ci avaient disparu et les feuilles étaient redevenues vertes et saines. »

La deuxième phase du projet qui est en cours porte sur la production des principes actifs du pesticide biologique et leur distribution à 30 agriculteurs des comtés de Migori et de Baringo, ainsi que sur l'organisation de forums de formation et de consultation avec 200 agriculteurs.

La campagne nationale de KPL a pour but d'obtenir l'interdiction des importations



Test par des membres de la Ligue des paysans du Kenya des formules de pesticides biologiques dans le comté de Migori, au Kenya.

d'agrottoxiques, tout en révélant à quel point celles-ci sont rentables pour le gouvernement kényan et les grands groupes privés du Nord global qui les exportent. Cette campagne fait également pression pour obtenir l'enregistrement légal de pesticides biologiques au Kenya, afin d'ouvrir la voie pour assurer leur production en gros volumes.

« Un gros travail de comparaison a été effectué ici et les parcelles qui ont été plantées en utilisant du fumier biologique produisent des rendements bien meilleurs. C'est ce qui me fait dire que nous tous chez KPL, nous sommes en train de gagner... Nous sommes sur la bonne voie. À nos tout débuts, nous n'étions que très peu, mais comme vous pouvez le constater... le mouvement a beaucoup grandi depuis. De très nombreux groupes se forment jour après jour et de plus en plus de gens à travers le Kenya cherchent à se procurer des semences autochtones. »

– Dick Olela, membre du KPL

8. La lutte des paysans contre la crise climatique au Bangladesh : techniques locales d'adaptation et d'atténuation

Les paysans et les autres personnes travaillant dans les zones rurales ont le droit de contribuer à la conception et à la mise en œuvre des politiques nationales et locales d'adaptation au changement climatique et d'atténuation des effets du changement climatique, notamment par le recours aux pratiques et savoirs traditionnels.

– Article 18, UNDROP, 2018

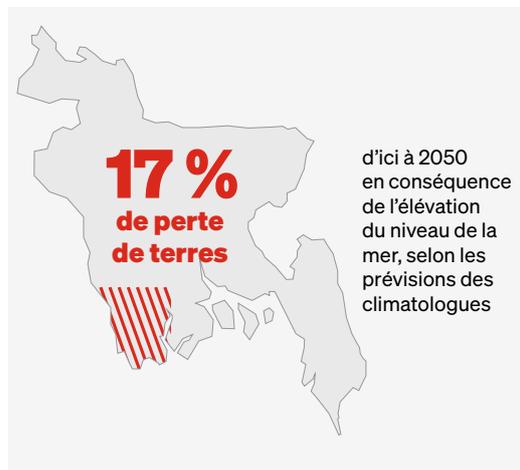
En raison de sa faible altitude, le Bangladesh est en première ligne de la crise climatique or la pauvreté, le sous-développement et des politiques néocoloniales forment autant d'entraves à la capacité du pays à atténuer les effets du dérèglement croissant du climat et à s'y adapter.

L'agriculture constitue un secteur majeur de l'économie du Bangladesh, représentant 13 % du PIB en 2018. Elle est dominée par de petits agriculteurs dotés de fermes de moins d'une acre (0,4 ha), autrement dit par des paysans sans terre. Le riz est la principale culture partout

Chaîne humaine d'opposition à l'Organisation mondiale du Commerce (OMC) et aux accords de libre-échange. Gazipur, Bangladesh.



Estimation des impacts de la crise climatique sur le Bangladesh



La production de pommes de terre et de blé
pourrait diminuer de



sous l'effet de la hausse des températures

21,6 millions
de personnes déplacées

13 % de la population



Source : Hossain, A., & Teixeira da Silva, J. A., « Wheat production in Bangladesh: its future in the light of global warming. », (2013) ; Climate Watch, « GHG Emissions. Washington, DC : World Resources Institute. », (2020) & Bangladesh Centre for Advanced Studies, « Regional cooperation to combat climate change : The way forward », (2012).

dans le pays, surtout dans les plaines et les zones côtières, le poisson étant la principale exportation alimentaire secondaire.

On constate déjà une augmentation de la salinité des sols dans les zones côtières du Bangladesh en raison de l'élévation du niveau de la mer induite par le dérèglement climatique. Cette situation est aggravée par des crues soudaines qui laissent le sol saturé d'eau de mer, ce qui a pour effet ni plus ni moins de saliniser la terre et de la rendre complètement impropre à la culture¹⁹.

Le long de la région côtière de Bhola et dans le port de pêche de Cox's Bazar, les pêcheurs sont confrontés à de fréquentes tempêtes cycloniques et à de fortes houles, qui endommagent et détruisent leurs filets de pêche et leurs navires et les obligent à abandonner leurs sorties de pêche.

Cox's Bazar est souvent en proie à des crues soudaines et à l'engorgement des sols, ce qui rend l'aquaculture (pisciculture) difficile, voire impossible. Et à Bhola, l'érosion fluviale contraint la transformation des moyens de subsistance et la migration vers les villes. D'autres régions du Bangladesh sont confrontées à une sécheresse extrême. Selon les prévisions de la FAO, on s'attend à une lente régression des résultats que le Bangladesh a accomplis en matière de développement au cours des 30 dernières années.

« **Nous avons environ 5,5 ha de terrain dans une parcelle. 24 ha dans une autre. C'était pas mal, en fait. Le fleuve a tout englouti. Nous avons dû déménager notre maison et maintenant nous sommes contraints de vivre de petits boulots.** »

– Mohamed Tota Pramanik, agriculteur de la région de Faridpur, Bangladesh

Émissions de dioxyde de carbone en 2019

(tonnes par habitant)

0,6
tonnes

Bangladesh

5,2
tonnes

Royaume-Uni

14,7
tonnes

États-Unis

Source : Données de la Banque mondiale / Climate Watch. 2020. Émissions de GES. Washington, DC : World Resources Institute

Même si les pays du Sud global tels que le Bangladesh sont les moins responsables de la crise climatique en termes de contribution historique aux émissions de carbone, il n'en reste pas moins que ce sont eux qui paient le prix le plus lourd pour le dérèglement climatique.

Les mouvements paysans contre-attaquent en appliquant les savoirs locaux ainsi que des approches locales d'adaptation de l'agriculture au climat et d'atténuation de ses effets.

« Nous avons beaucoup de terres là-bas, notre maison à nous, beaucoup d'arbres et d'autres richesses. Et soudain, en 2003, le fleuve a tout englouti. Il ne reste plus rien. »

– Rasheda Begum, agricultrice de la région de Faridpur, Bangladesh¹²⁰

Techniques d'adaptation et d'atténuation



Sacs de légumes : une technique consiste à cultiver des légumes dans des sacs, plutôt qu'à même le sol. Cela permet de maintenir les racines végétales hors du sol. Par exemple, la citrouille douce, la citrouille de riz, la courge amère, le gombo, les épinards rouges et d'autres légumes rampants peuvent tous être cultivés dans des sacs de légumes, ce qui les protège ainsi des inondations.



Culture intégrée du poisson, des fruits et des légumes : dans des zones côtières, des paysans utilisent les techniques traditionnelles de culture en étang pour cultiver des légumes parallèlement à l'élevage du poisson. Les berges des étangs sont surélevées pour empêcher l'eau de marée d'y pénétrer. Des légumes rampants sont cultivés sur les berges intérieures, tandis que les berges extérieures sont bordées d'arbres fruitiers et toutes sortes de légumes sont cultivées entre les deux.



Culture maraîchère sur lit : les agriculteurs résolvent les problèmes d'irrigation et d'inondation en plantant des légumes dans des lits surélevés, qui collectent et retiennent naturellement l'eau douce. La culture sur lit surélevé permet de cultiver en saison sèche.



Modèle « Maria » de technologie des semences : Des agriculteurs villageois-es, principalement des femmes, conservent les semences pour la culture du paddy de l'année suivante en utilisant une technique appelée le modèle « Maria » de technologie des semences. Cette méthode consiste à mélanger lentement 1 kg de sel à 4 à 5 litres d'eau dans une bassine et à y ajouter un œuf, en continuant de mélanger jusqu'à ce que l'œuf flotte. C'est à ce moment-là qu'on y verse les semences : si elles flottent, elles sont considérées comme de mauvaise qualité et sont rejetées. Celles qui coulent au fond sont sélectionnées comme prêtes à être conservées.

Photos : © BAFLE et JSS Bangladesh

La **Bangladesh Agriculture Farm Labour Federation (BAFLF)** et la **Jatiyo Kisan Shramik Society (JKSS)**, c'est-à-dire la fédération de la main-d'œuvre agricole du Bangladesh et l'association nationale d'agricultrices et de travailleuses agricoles, œuvrent à la création d'un système alimentaire durable, résilient et égalitaire sur les plans environnemental et social. À cette fin, ces deux organisations plaident en faveur d'un renforcement de la protection sociale, de l'égalité des sexes et d'un emploi sûr, ainsi que du droit à l'alimentation, à la santé, au logement et à la terre. En tant que fédération syndicale nationale du secteur agricole, la BAFLF s'emploie à protéger et à promouvoir les droits et les intérêts des petits exploitants et des agriculteurs marginalisés ainsi que des ouvriers agricoles. En 2022, la BAFLF a fait campagne pour des salaires équitables, des garanties d'emploi, des subventions aux cultures, le droit des agriculteurs à la terre, aux semences et à d'autres ressources naturelles, ainsi que pour une aide aux moyens de subsistance pour les paysans et les ouvriers agricoles touchés par la crise climatique.

La BAFLF est un ardent défenseur de la souveraineté alimentaire et s'oppose à la mondialisation de l'agriculture par les grands groupes privés, qui passe notamment par leur accaparement des terres et l'introduction d'organismes génétiquement modifiés (OGM) au Bangladesh²¹.

La JKSS travaille principalement avec des agricultrices et des travailleuses agricoles par l'organisation d'ateliers, de programmes d'éducation, de formations et de démonstrations. La JKSS plaide activement en faveur de la réduction de l'utilisation des pesticides, des problèmes liés aux OGM et aux semences étrangères qui ne sont pas adaptées au contexte local, et à la promotion d'alternatives au modèle agricole industriel dominant, telles que l'utilisation de variétés de semences locales. La JKSS se bat pour la justice climatique, la souveraineté alimentaire et l'agroécologie afin de protéger les droits et les moyens de subsistance des ouvrières agricoles et des agricultrices. Elle organise pour cela une série d'ateliers et de sessions de formation pour encourager l'utilisation et la préservation de semences locales, les technologies agricoles non pesticides et l'élevage biologique de volailles et de poissons en zone côtière.

En février 2019, la BAFLF, la JKSS et des groupes alliés ont organisé une campagne de deux mois pour lutter contre la commercialisation d'une nouvelle forme de riz génétiquement modifié appelé « riz doré »²². La campagne « Stop the Golden Rice » est l'une des campagnes de plus longue date que la BAFLF et la JKSS mènent dans le pays. Celle-ci a été en partie organisée par des membres de la BAFLF qui travaillaient au Bangladesh Rice Research Institute (BRRI), un institut de recherche national financé par des sociétés internationales qui investissent dans les biotechnologies et le développement de riz doré. La BAFLF et la JKSS ont fait pression sur le ministère de l'Agriculture et l'Institut international de recherche sur le riz (IRRI), les exhortant à mettre fin à la commercialisation du riz doré et ont organisé une convention nationale des ouvrières agricoles afin d'y sensibiliser la population. **Après une série de protestations par les mouvements et sous l'effet de la pression populaire, la campagne a obtenu la suspension provisoire de l'autorisation de cette culture.**

Alors que les agricultrices du Bangladesh sont confrontées à des terres ravagées par le dérèglement climatique, les pays du Nord global, ceux-là mêmes qui ont le plus contribué à la crise climatique, négligent leurs obligations de fournir des fonds et des moyens suffisants pour compenser les pertes et les dommages infligés à des pays tels que le Bangladesh.

Face à cela, c'est aux associations d'agriculteurs, aux syndicats et aux réseaux comme la BAFLF et la JKSS qu'il revient d'innover afin de s'adapter aux inondations et à d'autres événements météorologiques extrêmes et d'en atténuer les effets, causés en grande partie par le Nord global.

9. Le pouvoir des syndicats au Maroc : la mobilisation ouvrière contre l'exploitation dans les méga-fermes orientées vers l'exportation

Les paysans et les autres personnes travaillant dans les zones rurales, y compris les travailleurs temporaires, saisonniers ou migrants, ont le droit de travailler dans des conditions qui préservent leur sécurité et leur santé, de participer à l'application et à l'examen des mesures visant à assurer la sécurité et la santé, de choisir des représentants ayant compétence en matière de sécurité et de santé et des représentants aux comités de santé et de sécurité (...)

– Article 14, UNDROP, 2018

Les fruits et légumes vendus à bas prix dans les supermarchés du Nord global ont un prix caché : celui de salaires ultra-bas pour les producteurs du Sud global.

Ce sont les États et les grands groupes privés de l'agrobusiness qui, par leurs politiques et leurs comportements, ont créé et rendu possible un système alimentaire fondé sur l'exploitation d'une main-d'œuvre bon marché, notamment par la répression des syndicats et des travailleurs qui s'organisent pour revendiquer de meilleurs salaires et de meilleures conditions de travail. Les travailleuses sont particulièrement exposées à l'exploitation par le travail. La quantité importante de travail non rémunéré effectué par les femmes, y compris le travail ménager non rémunéré, ainsi que des salaires inférieurs aux moyens de subsistance, maintiennent les travailleuses dans une situation de pauvreté.

L'ampleur considérable de travail non rémunéré qui se produit dans les pays du Sud global revient à dire que, dans les faits, les salaires des travailleurs du Sud sont subventionnés¹²³. Cette même dynamique se constate au niveau des salaires des travailleurs qui migrent dans le

nord géographique, comme ceux des cueilleuses de fraises marocaines dans le sud de l'Espagne ou de la main-d'œuvre majoritairement chicano dans l'agriculture américaine de fruits et légumes.

Le Maroc joue essentiellement le rôle d'un immense potager pour l'Union européenne, envoyant 92 % de ses exportations de légumes de l'autre côté de la Méditerranée, dont 43 % de tomates. **Le Maroc produit 25 % des tomates et 20 % des fruits consommés au Royaume-Uni.**

La population rurale du Maroc, qui compte 1,5 million de paysans et paysannes et 1 million d'ouvriers et ouvrières agricoles, représente 36 % de la population totale¹²⁴. **La concentration des terres est particulièrement inégale : seulement 1 % de la population rurale cultive 15 % de la superficie agricole totale, tandis que 71 % cultive 24 % de la superficie totale, dans de petites fermes de moins de 5 ha.**

L'héritage du colonialisme au Maroc et la montée du capitalisme depuis les années 1960 ont donné naissance en 2008-18 au *Plan Maroc Vert* (PMV)

d'inspiration néocolonialiste, qui a permis à une petite minorité d'exportateurs locaux et étrangers de mettre à profit des subventions publiques pour agrandir leurs propriétés foncières et maximiser leurs profits. Pendant que les petits agriculteurs se sont appauvris, par la spoliation de leurs terres et la perte de leurs ressources, le monopole exercé par les grands groupes privés leur a permis de renforcer leur emprise sur le commerce des semences, des pesticides et des engrais. Le salaire minimum rural n'était que de 1 994 dirhams marocains (203 dollars) par mois en 2018. En raison de la stratégie de sécurité alimentaire poursuivie par le gouvernement marocain, les recettes d'exportation de produits alimentaires ne couvrent que 48 % des importations.

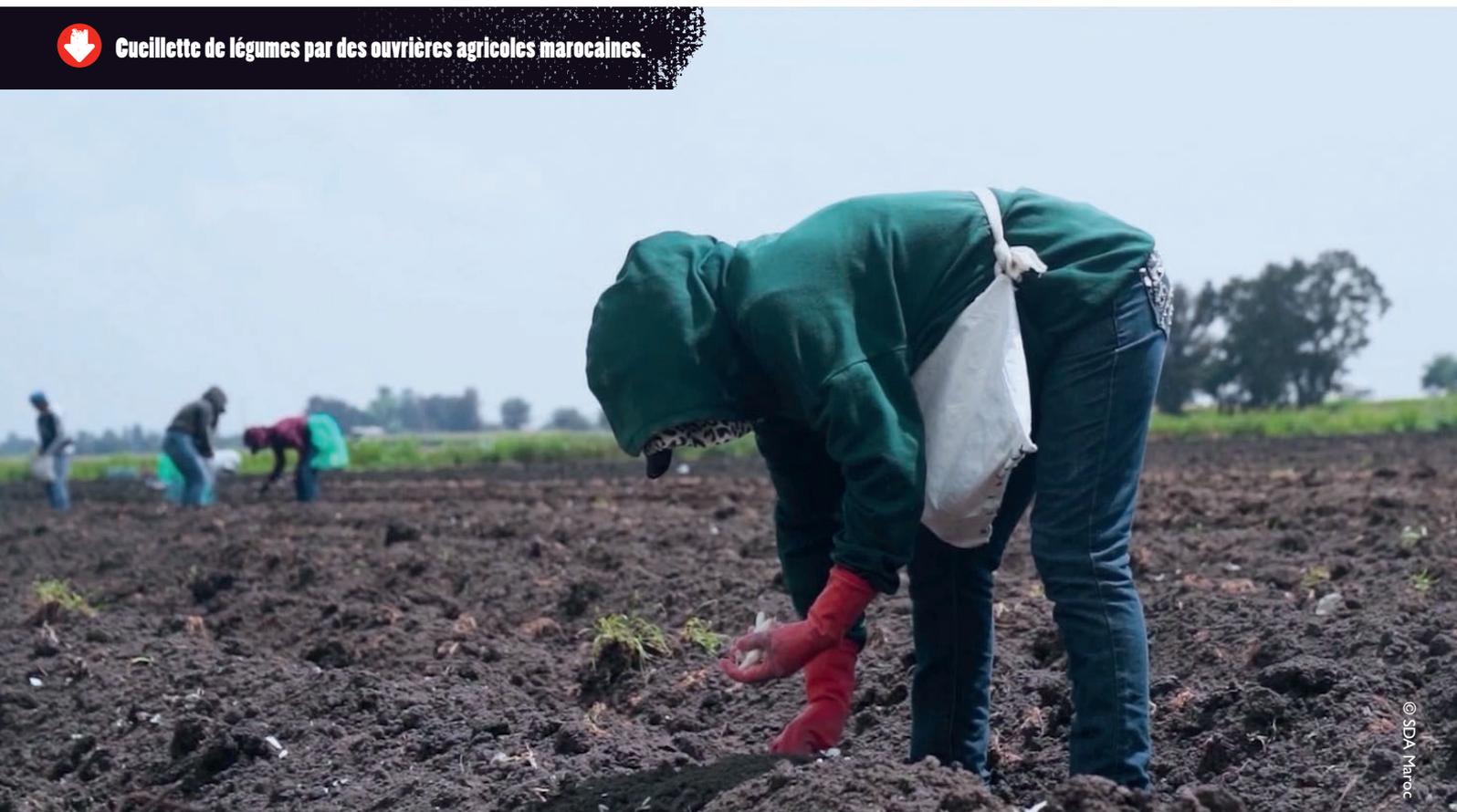
Ce sont les exploitations géantes appartenant à de grands groupes privés, basées dans la région fertile et productive sur le plan agricole du Souss au Maroc, qui ont été les plus grands « gagnants » du PMV, précisément parce que ce modèle repose sur des méthodes destructrices sur le plan écologique et social : la surexploitation et l'épuisement généralisés de la nappe phréatique, la destruction des sols par la monoculture et la mauvaise gestion de l'élimination des déchets agricoles. Une partie

importante des terres arables de la région du Souss est consacrée à la culture de fruits et légumes destinés au marché d'exportation.

Le secteur entier emploie des pratiques exploitatrices, et pas seulement dans les entreprises de l'agroalimentaire. Les petites et moyennes exploitations agricoles embauchent des ouvriers et ouvrières non syndiqués, qu'elles transportent dans des camions délabrés et dangereux pour aller travailler dans des conditions précaires. Les intermédiaires prélèvent leur part de profits en maintenant ces ouvriers et ouvrières dans l'ignorance de leurs droits et en leur versant de bas salaires, tandis que la plupart des employeurs n'offrent rien en matière de sécurité sociale, de primes ou de congés payés. Ces agissements des intermédiaires sont responsables du recul considérable des droits des travailleurs, qui se traduit par l'affaiblissement des syndicats et de leurs combats, en particulier dans les grandes exploitations agricoles. De nombreux ouvriers et ouvrières agricoles vivent dans des quartiers pauvres dépourvus des infrastructures adéquates pour assurer une vie digne, et où l'impact du Covid-19 sur la santé et la guerre en Ukraine ont eu pour effet d'accroître le prix des denrées alimentaires, rendant la vie plus difficile.



Cueillette de légumes par des ouvrières agricoles marocaines.



ATTAC/CADTM Maroc est un mouvement d'éducation populaire du Maroc engagé dans des luttes contre la mondialisation et la domination des institutions financières internationales. Son action est fondée sur la solidarité entre les peuples et sur la justice sociale et ses récents combats ont porté sur la lutte contre l'endettement, l'extractivisme, le piège du microcrédit, et pour les droits des travailleurs, de la justice commerciale, de la justice climatique et de la souveraineté alimentaire.

ATTAC Maroc est un membre fondateur du **Réseau nord-africain pour la souveraineté alimentaire**, porte-parole unifié pour la lutte des paysans, des pêcheurs et des ouvriers agricoles de la région qui rassemble des représentants des syndicats, des coopératives et des associations qui travaillent dans le domaine de la souveraineté alimentaire.

L'un de ces syndicats membres est le **Syndicat démocratique de l'agriculture (SDA)**, qui appartient à la Fédération des syndicats démocratiques au Maroc, un important organisateur et défenseur des ouvriers et ouvrières agricoles basé à Chtouka Ait Baha, situé dans la région du Souss.

Le comité des femmes du SDA a organisé en mars et avril 2022 des manifestations pour faire mieux connaître les souffrances dont pâtissent les ouvrières agricoles. En plus de toucher des salaires plus bas, il est fréquent que les ouvrières pulvérisent des pesticides toxiques sans avoir accès à des outils ou à des uniformes de protection appropriés et sans pouvoir se fier à des programmes de pulvérisation établis. Il est souvent demandé aux femmes de transporter des cageots de légumes très lourds et de travailler de longues heures dans des serres recouvertes de plastique à des températures extrêmement élevées. D'autres ressentent de telles pressions qu'elles dissimulent leur grossesse ou leurs règles par crainte de licenciement, ou même reviennent travailler juste après avoir accouché, ce qui constitue un déni du droit au congé maternité. S'ajoutent à cela les cas très répandus de harcèlement sexuel dans les unités de production et d'emballage, que personne n'ose signaler ni contester.

Les femmes syndicalisées s'en tirent souvent encore à plus mauvais compte et sont la cible de représailles et de harcèlement. Comme le résume une ouvrière :

« Nous vivons dans des quartiers dépourvus de conditions de vie décentes, dans des conditions de grande précarité, et c'est nous qui assumons la responsabilité de donner naissance à des enfants et de les élever dans une société patriarcale qui ne reconnaît pas les rôles que nous jouons, pourtant indispensables au bon fonctionnement de la production industrielle et de la société. Notre situation s'est encore détériorée avec les conséquences de la pandémie de Covid, les prix élevés des principaux matériaux de consommation, des transports et des médicaments, ainsi que l'effondrement des services de santé publique et de l'éducation publique. Nous nous retrouvons ainsi prises au piège d'un cercle vicieux de prêts à la consommation et de microcrédits, dont les taux d'intérêt élevés nous laissent exsangues. Tous les jours, on nous met la pression afin de maximiser les profits des entreprises capitalistes agricoles qui, elles, bénéficient de subventions et d'incitations fiscales. Alors que nous vivons dans la misère, les employeurs ne cessent d'agrandir leurs propriétés et de changer de voiture de luxe »¹²⁵.

En 2022, des ouvriers agricoles désireux de se mobiliser contre ces conditions ont organisé un sit-in au siège de Duroc, une entreprise appartenant au grand groupe agricole Delassus. Duroc emploie 3 500 ouvriers et ouvrières à l'année et produit 37 t de tomates par an destinées à l'exportation vers les marchés de l'UE et du Royaume-Uni. Les grévistes ont été victimes de violentes agressions de la part de la direction de l'entreprise, dont l'action a été entérinée par le tribunal qui a donné l'ordre d'annuler leur manifestation.

À Agadir, l'administration du groupe Zniber a assigné aux ouvriers et ouvrières un taux de production minimum et a réduit de moitié les salaires de ceux qui ne l'atteignaient pas, tout en expulsant les syndicalistes qui tenaient de s'organiser pour lutter contre

cette exploitation. Cette répression a culminé en octobre 2021 par le renversement d'une travailleuse par un véhicule qui lui a valu d'être hospitalisée. Zniber est l'une des plus grandes exploitations agricoles de la région, qui emploie directement 7 500 ouvriers et ouvrières. Zniber exporte également ses produits vers l'UE et le Royaume-Uni par l'intermédiaire de Driscoll's, le plus grand distributeur de fruits rouges au monde.

Dans les exploitations agricoles du groupe Azura, les luttes en faveur de la syndicalisation des ouvriers se poursuivent depuis 2007, auxquelles l'entreprise répond par l'expulsion des organisateurs et des syndicalistes et même par le détachement d'agences de sécurité privées pour attaquer les ouvriers agricoles qui manifestaient devant le siège de l'entreprise à Chtouka Ait Bah.

Les mouvements de syndicalisation et de mobilisation pour la défense des droits des ouvriers et ouvrières et l'obtention de salaires plus élevés à partir des profits dérivés de la vente de produits rentables envoyés vers l'UE et le Royaume-Uni se butent depuis quelques années à des difficultés accrues. Les employeurs ont tiré parti des aides publiques versées pendant le Covid-19 pour gonfler leurs bénéfices, tandis que la pandémie a eu pour effet d'affaiblir le mouvement syndical en limitant les possibilités pour les ouvriers et ouvrières de se rencontrer en personne et de coordonner des stratégies de résistance. Les élections marocaines de septembre 2021 ont porté au pouvoir un gouvernement d'extrême droite aligné sur les élites nationales : l'actuel Premier ministre, Aziz Akhannouch, était un ancien ministre de l'Agriculture et c'est en outre l'un des plus grands milliardaires marocains (il est



Des syndicalistes du SDA se joignent à une manifestation. Région de Souss-Massa, Maroc.



le PDG d'un grand conglomérat). On assiste aujourd'hui à l'intensification des attaques contre l'emploi dans le secteur public et de la législation contre les grèves.

L'expérience des ouvriers et ouvrières agricoles marocains l'illustre parfaitement : ce n'est pas sous l'effet de ce processus économique prétendument « naturel » de l'exercice de l'offre et de la demande que les fruits et légumes sont bon marché. En fait, cette marchandise désirée est faite pour être bon marché et le bon marché a forcément un coût. Le système entier repose sur l'abaissement des coûts par les producteurs qui l'obtiennent en imposant des salaires de misère, en démantelant et réprimant les luttes des ouvriers et ouvrières pour défendre leurs droits et en leur infligeant des conditions inhumaines et dangereuses.

De mauvaises conditions de travail ou des conditions inhumaines maintiennent une main-d'œuvre bon marché, car la protection de la santé des ouvriers coûte de l'argent : de l'argent que ni le capital des monopoles locaux ni les supermarchés du Nord global ne sont prêts à inclure dans le prix des produits.

La solution est l'internationalisme, comme l'a récemment déclaré le SDA :

« L'une des principales missions de notre syndicat est de contribuer au débat sur le modèle de développement agricole de l'État et de proposer des alternatives qui servent les intérêts de la classe ouvrière de notre pays. Pour ce faire, les petits agriculteurs, les pêcheurs et les travailleurs du secteur forestier, autrement dit ceux-là mêmes qui nous nourrissent, continuent d'être marginalisés par la politique agricole officielle qui sert les profits des exportateurs capitalistes. L'ambition de répondre aux besoins et aux aspirations de tous les travailleurs du secteur agricole ainsi que de favoriser un véritable développement agricole nécessite un niveau poussé d'organisation structurée et de flexibilité. Elle passe également par une coopération renforcée avec d'autres organisations qui luttent pour les mêmes objectifs aux niveaux national, régional et mondial »¹²⁶.

10. Mobilisation des travailleurs du secteur alimentaire et agricole contre l'exploitation au Royaume-Uni

Les paysans et les autres personnes travaillant dans les zones rurales ont le droit, pour protéger leurs intérêts, de constituer des organisations, des syndicats, des coopératives ou toute autre organisation ou association de leur choix et d'y adhérer, et de mener des négociations collectives. Ces organisations seront indépendantes et à caractère volontaire et à l'abri de toute ingérence, contrainte ou répression.

– Article 9, UNDROP

L'injustice du système alimentaire mondial est pérennisée par des accords commerciaux négociés dans l'intérêt des pays du Nord global et des grands groupes privés, par le rôle de la grande distribution axée sur les bénéfices et par l'exploitation des travailleurs de l'agroalimentaire dans leurs chaînes d'approvisionnement.

Les bas prix pratiqués dans les supermarchés des pays du Nord global tels que le Royaume-Uni

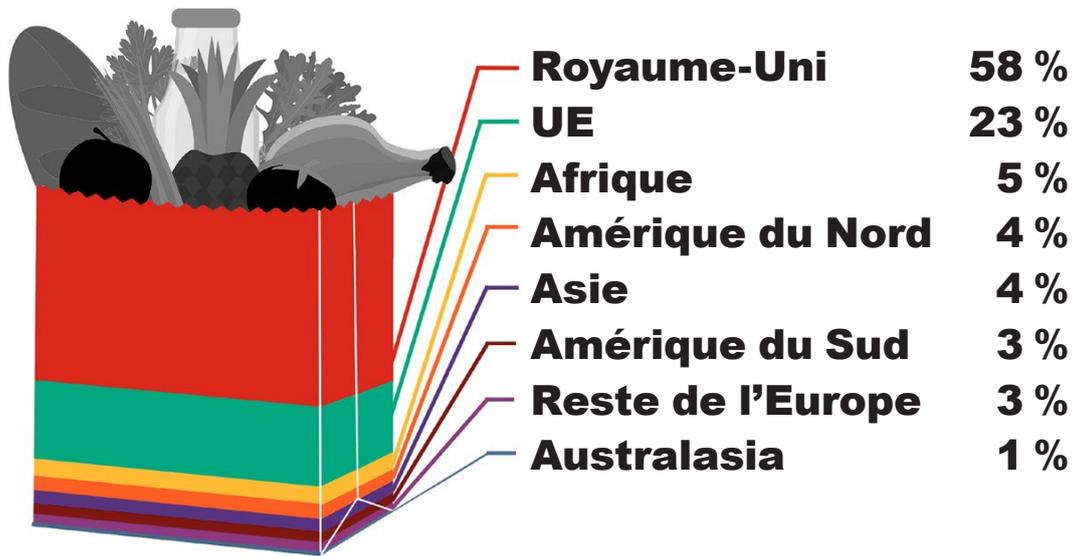
sont le résultat des bas salaires versés aux travailleurs de l'agroalimentaire dans les pays du Sud global. On retrouve ce même modèle d'exploitation parmi les travailleurs marginalisés originaires de pays plus pauvres qui ont émigré dans les pays du Nord global.

Dans l'UE, en effet, plus d'un tiers des cultures horticoles (culture de fruits et légumes) et près de la moitié des fruits, proviennent d'exploitations italiennes et espagnoles à forte

 **Cueillette d'asperges par des ouvriers agricoles d'Europe de l'Est dans les comtés proches de Londres, Royaume-Uni.**



Origine des denrées alimentaires consommées au Royaume-Uni



Source : Chapitre 14, « Agriculture in the United Kingdom », Defra.

<https://www.gov.uk/government/statistics/food-statistics-pocketbook/food-statistics-in-your-pocket#global-and-uk-supply>

intensité de main-d'œuvre qui exploitent les travailleurs saisonniers et étrangers qu'ils emploient, généralement originaires du Sud global, qui sont souvent sans papiers, disposent de peu de droits légaux et de peu de protection dans les pays où ils travaillent¹²⁷.

Le Royaume-Uni s'en remet à des accords commerciaux pour importer des produits bon marché dans le cadre de sa stratégie commerciale post-Brexit, comme l'accord récemment signé avec le Maroc (2019), alors qu'il ne produit que 58 % des denrées alimentaires consommés sur le plan national.

Selon les statistiques de 2021 du ministère britannique de l'Environnement, de l'Alimentation et des Affaires rurales (DEFRA), les principaux fournisseurs étrangers des denrées alimentaires consommées au Royaume-Uni étaient les pays de l'UE (23 %), l'Afrique (5 %), l'Asie (4 %), l'Amérique du Nord (4%) et l'Amérique du Sud (4 %). Parallèlement à cela, les secteurs de l'agriculture et de la transformation des produits alimentaires au Royaume-Uni emploient une main-d'œuvre composée principalement de travailleurs étrangers.

Les travailleurs des secteurs à forte intensité de main-d'œuvre tels que l'horticulture et la transformation de la viande sont confrontés à des niveaux élevés d'exploitation et de déréglementation, en particulier en Angleterre.

Depuis l'abolition de l'English Agricultural Wages Board en 2013, l'exploitation des travailleurs étrangers ne cesse de croître : les ouvriers agricoles en Angleterre ne bénéficient pas de protection légale pour leur salaire et leurs conditions de travail, tandis que l'Écosse et le pays de Galles ont conservé leurs commissions des salaires agricoles et que les travailleurs étrangers dans ces pays bénéficient toujours d'une protection légale. Les travailleurs étrangers en Angleterre sont donc plus exposés aux « bas salaires et à des conditions précaires dans un système où les marchés ne valorisent pas les ouvriers agricoles comme des acteurs qui apportent une contribution vitale à notre chaîne alimentaire »¹²⁸.

En 2021, à travers le Royaume-Uni, 99 % des travailleurs saisonniers de l'horticulture étaient d'origine étrangère¹²⁹ et 62 % des personnes employées dans la transformation de la viande étaient des ressortissants de l'UE¹³⁰.

Pourtant, les travailleurs étrangers forment la cheville ouvrière de la chaîne d'approvisionnement alimentaire du Royaume-Uni, sans laquelle le système alimentaire britannique ne ferait que s'effondrer, ce qui ne les empêche pas pour autant d'être victimes d'une exploitation généralisée par le travail³¹. Une étude de l'Université de Nottingham a interrogé près de 500 travailleurs bulgares et roumains employés dans l'industrie agroalimentaire du Royaume-Uni³². Elle a révélé que les travailleurs étrangers sont victimes d'abus, d'exploitation par le travail et d'endettement, situation qui n'a fait que s'aggraver depuis la pandémie de Covid-19.

Parmi les personnes interrogées, près d'une sur cinq a fait état de violence psychologique ou de menaces au travail et 11 % d'entre elles ont déclaré ne pas avoir reçu de bulletins de paie, de contrat de travail ni de formulaire P45 (où figurent le salaire et les impôts payés à ce jour

une fois le contrat de travail terminé). Une sur dix était payée en dessous du salaire minimum, tandis que 7 % ont déclaré ne pas être autorisées à prendre des vacances, ne pas toucher de congés payés si elles en prenaient et subir des retenues de salaire. Une personne sur dix avait payé des frais à un particulier, une agence ou un employeur pour décrocher son emploi, bien que cette pratique soit illégale au Royaume-Uni et dans son pays d'origine. Pour cette raison, les chercheurs estiment que le nombre d'expériences d'exploitation économique dont il est fait état est considérablement en deçà de la réalité.

Cela fait des années que le syndicat britannique Unite organise les travailleurs étrangers dans le secteur agricole et alimentaire au Royaume-Uni, et ce non sans mal en raison de la nature transitoire de la main-d'œuvre, mais ses efforts portent leurs fruits.

Organisation des travailleurs de l'usine de volaille de 2 Sisters Food Group à Sandycroft, pays de Galles



Travailleurs dans une usine de volaille.



© Maksymenko Natalia / iStock

L'usine de 2 Sisters Food Group à Sandycroft, au pays de Galles, est l'un des plus grands sites de transformation de volaille au Royaume-Uni. Même si cela fait plusieurs années qu'Unite a conclu une entente de reconnaissance syndicale avec l'usine, comme l'explique Brian Troake, le délégué régional d'Unite, il a fallu longtemps se battre pour recruter suffisamment de membres pour avoir de l'impact :

« Nous avons eu du mal à recruter des adhérents parmi la main-d'œuvre, car elle n'est que transitoire. Il y a de nouvelles recrues qui commencent à travailler à 8 h 00 et

suite



qui démissionnent à 8 h 30. Le travail est extrêmement exigeant sur le plan physique, et ce en contrepartie de salaires et de conditions de travail lamentables. Le problème de la syndicalisation dans le secteur ne se résume pas à une seule barrière linguistique, mais à des dizaines d'entre elles. »

On compte 32 nationalités différentes parmi les travailleurs de l'usine de 2 Sisters Sandycroft, qui parlent presque autant de langues différentes.

C'est ce qui se reflète dans l'étude de l'Université de Nottingham : **41 % des travailleurs étrangers interrogés déclarent que la langue est l'obstacle le plus important au signalement des problèmes sur le lieu de travail.**

Après des années à se démener pour augmenter le nombre de syndiqués, Brian et ses collègues syndicalistes ont décidé d'adopter une nouvelle approche, qui a produit des résultats étonnants, comme en attestent les 600 nouveaux membres recrutés en l'espace de 18 mois. L'exercice de cartographie qu'ils ont réalisé leur a permis de cibler les leaders des différentes communautés qu'ils avaient identifiées.

Le délégué syndical du site d'Unite à 2 Sisters Sandycroft, David Imre, a joué un rôle déterminant dans l'organisation et la mobilisation des travailleurs. Originaire de Roumanie, David s'est installé au Royaume-Uni en 2016 et n'a adhéré à Unite qu'en 2019. Depuis, il est passé de syndicaliste à représentant, puis délégué syndical, et a recruté à lui seul des centaines de membres. David est particulièrement fier d'avoir **recruté 89 membres en l'espace d'une seule journée.**

Alors, quel est le secret de sa réussite ? **« Il faut se mettre à l'écoute des gens »,** a expliqué David. **Et parfois, cela peut signifier les écouter parler de leur vie privée en dehors du lieu de travail. C'est comme ça que la confiance s'instaure. Les gens ont besoin de savoir que vous vous souciez vraiment de leur sort. »**

Le syndicat joue un rôle important par le soutien qu'il apporte aux travailleurs et à leurs familles et par les efforts qu'il déploie pour répondre aux problèmes et aux besoins qu'ils soulèvent. Sur un site où 80 % de la main-d'œuvre est composée de travailleurs étrangers, la capacité de David à parler cinq langues est indispensable.

« Surtout quand les gens sont en colère, effrayés ou émotifs, ils ont du mal à communiquer dans une deuxième langue », a fait observer David. **« Nous devons être en mesure de nous adresser aux membres dans leur langue maternelle. »**

Le nombre fait la force : les syndicalistes de 2 Sisters Sandycroft n'ont pas tardé à se rendre compte du pouvoir qu'ils pouvaient exercer quand ils se mobilisent.

En 2020, au plus fort de la pandémie de Covid-19, la direction a freiné des quatre fers quand les salariés se sont mis à exiger de meilleures mesures sanitaires et sécuritaires, mais grâce à l'augmentation du nombre de syndiqués et à l'insistance de David et de son équipe de représentants, la direction a cédé.

Et en 2021, les syndiqués ont négocié une convention salariale sans précédent, en vertu de laquelle les travailleurs les moins bien payés, représentant 40 % de la main-d'œuvre, ont obtenu une augmentation salariale de 6,4 % à un moment où l'inflation dépassait à peine les 2 %. Cette hausse de salaire a, pour la toute première fois dans l'histoire du site, porté leur salaire au-dessus du salaire de subsistance réel au Royaume-Uni.

Les agents affectés au « désossage manuel », soit environ un cinquième de la main-d'œuvre, ont vu leur salaire grimper en flèche de plus de 10 %, tandis que ceux de la section « abattage et pendaison » de l'usine ont vu le leur progresser de 7,7 %. La convention a également obtenu un jour de congé payé supplémentaire pour tout le monde.

suite



« C'est grâce à notre force, maintenant que nous comptons des centaines de nouveaux membres, que l'an dernier, nous n'avons pas tant demandé mais bien exigé une hausse de salaire », a expliqué Brian. « Tout le monde a trouvé ce résultat à la fois vraiment stimulant et inspirant, moi le premier. Ce n'est pas souvent qu'on conclut des négociations salariales avec une position aussi dominante. » Brian ajoute qu'il n'a qu'un vœu : reproduire ce succès dans d'autres sites de transformation de produits alimentaires au Royaume-Uni et David a bon espoir de le voir exaucer, à condition toutefois de véritablement se mettre à l'écoute des revendications des travailleurs migrants.

« Trouver des représentants des migrants doit figurer au premier plan de nos efforts », a-t-il déclaré, avant d'insister sur le rôle essentiel qu'ils apportent par leur connaissance unique du vécu des travailleurs migrants.

« C'est logique : quand on vient de l'étranger, qu'on ne parle pas la langue, il est fréquent qu'on se fasse maltraiter au travail et dans la communauté en général. Ces gens n'ont nulle part où aller et personne vers qui se tourner. Nous nous devons de les aider. »

Par-dessus tout, David a exhorté tous les travailleurs du secteur alimentaire et agricole à se syndicaliser. *« Plus nous serons nombreux, plus nous aurons le pouvoir de transformer nos lieux de travail », a déclaré David. « Si un problème se présente, il est possible de le résoudre, à condition seulement que nous soyons suffisamment nombreux pour montrer que c'est nous qui détenons le pouvoir. Nous avons prouvé que c'est efficace. »*

Jamais la syndicalisation des travailleurs étrangers dans l'industrie alimentaire au Royaume-Uni n'est aussi pressante que depuis l'introduction par le gouvernement britannique, depuis le Brexit, du régime de visas pour les travailleurs saisonniers, qui, selon Unite, rend les travailleurs étrangers encore plus vulnérables à l'exploitation. Si auparavant les travailleurs des pays de l'UE venaient au Royaume-Uni en vertu de la liberté de circulation de l'UE, le nouveau régime de visa pour les travailleurs saisonniers du Royaume-Uni est rattaché à l'emploi : si un travailleur perd son emploi, il perd son droit de travailler au Royaume-Uni. D'où des travailleurs qui rechignent d'autant plus à signaler des abus ou des pratiques d'exploitation, de peur d'être licenciés.

En 2022, une enquête conjointe réalisée par le Guardian et le Bureau of Investigative Journalism (BIJ) a révélé que les agences de recrutement facturaient illégalement des milliers de livres sterling aux cueilleurs de fruits népalais titulaires d'un visa de travailleur migrant saisonnier pour travailler dans des exploitations agricoles au Royaume-Uni¹³³. L'enquête a montré comment l'organisme public britannique chargé de délivrer des autorisations aux pourvoyeurs de main-d'œuvre et de protéger les travailleurs vulnérables et exploités,

le Gangmasters and Labour Abuse Authority (GLAA), ne dispose ni des fonds ni des moyens nécessaires pour lutter contre l'exploitation croissante induit par le nouveau régime de visas.

Le Guardian et le BIJ ont fait observer que **les fonds consacrés par le ministère de l'Intérieur britannique au GLAA ne s'élevaient qu'à 7 millions de livres sterling en 2021, soit un budget inférieur aux dépenses du même ministère en frais de publication, de papeterie et d'impression.**

En 2021, dans le cadre de sa stratégie alimentaire nationale, le gouvernement britannique a annoncé l'élargissement du régime de visas sans pour autant consulter Unite, ni aucun autre syndicat, bien qu'Unite représente plus de 100 000 travailleurs du secteur de l'alimentation, des boissons et de l'agriculture. Unite a fait part de ses vives inquiétudes devant le fait que, sans financement supplémentaire pour l'application des droits du travail ou sans modification du système de visas pour protéger les travailleurs étrangers, tout élargissement de ce régime ne ferait que porter encore plus atteinte aux salaires et aux conditions de travail dans un secteur qui est déjà dominé par de bas salaires et des pratiques exploitatrices.

Cette stratégie du gouvernement britannique reposait sur un examen initial réalisé en 2020-2021 par Henry Dimbleby, cofondateur de la chaîne de restaurants Leon, premier exercice de ce genre à avoir lieu depuis le rationnement en temps de guerre il y a 75 ans. Alors qu'il était censé dresser un état des lieux historique du système alimentaire du Royaume-Uni, cet examen se révèle décevant car il ne prend pas dûment compte des contributions de la main-d'œuvre du secteur alimentaire et des enjeux auxquels elle est confrontée. Cet examen de 275 pages ne parle quasiment pas d'emplois, de travailleurs ou de travail³⁴.

Alors que le gouvernement britannique continue d'attacher peu d'intérêt au sort des travailleurs étrangers dont les efforts sont pourtant fondamentaux pour préserver l'ensemble du système alimentaire britannique, Unite estime que la mission des syndicats et d'autres organisations de la base est de donner la priorité à l'engagement direct et à l'autonomisation des travailleurs étrangers.

L'exemple de l'usine de 2 Sisters à Sandycroft illustre toute l'efficacité de cette approche et la clé de son succès réside dans le fait qu'elle a été dirigée par les travailleurs : en l'occurrence, des travailleurs migrants qui se sont mobilisés.

Conclusions et recommandations

Dans la tourmente à l'échelle planétaire du dérèglement climatique, de la famine, de la sécheresse et de la guerre, des menaces d'interruption de la chaîne d'approvisionnement, des crises politiques, économiques, écologiques et sociales, deux trajectoires se distinguent de plus en plus clairement pour l'avenir.

L'une fait la part belle à une minorité d'acteurs : dans la droite ligne du capital monopolistique du Nord global et de la soif inextinguible de bénéfices des grands groupes privés, facilités par des politiques nationales et internationales acquises à leur cause, qui imposent un système agricole unique à travers la planète.

Une telle trajectoire mise sur une production agricole orientée vers l'exportation et grosse consommatrice de produits chimiques. C'est la voie qui exporte des ananas cultivés dans des plantations aux Philippines, par des ouvriers agricoles qui gagnent quatre dollars par jour, pour les vendre à quatre dollars la pièce dans les supermarchés du Nord global. C'est la voie de la pauvreté, de l'exploitation économique et de l'empoisonnement des campagnes dans l'ensemble du Sud global.

Que ce soient les ouvriers et ouvrières agricoles marocaines dans les exploitations de fraises, les agriculteurs bangladais aux prises avec des champs imbibés de sel ou les Sri-Lankais qui s'opposent au remplacement de polycultures de caoutchouc durables par des monocultures d'huile de palme, **les habitants du Sud global font face à un réseau mondial contrôlé par le Nord constitué de supermarchés et de denrées alimentaires qui ont le même aspect, le même goût et la même odeur.**

L'alternative, c'est une trajectoire et un monde qui profitent au plus grand nombre d'acteurs, la voie paysanne et populaire vers le développement : c'est la lutte pour la souveraineté alimentaire sous la houlette de réseaux et de mouvements tels que La Via Campesina et des efforts qui l'accompagnent pour récupérer les terres placées sous contrôle néocolonial. La lutte pour une juste répartition

des terres sur le plan national et pour une réforme agraire. Cette voie passe par la refonte fondamentale des technologies agricoles nationales pour les rendre indépendantes ou moins dépendantes d'intrants importés à forte intensité de capital. La souveraineté alimentaire et l'agroécologie paysanne ont également comme effet de refroidir une planète en surchauffe.

Il est impératif d'envisager l'agroécologie non seulement comme une solution technique aux crises alimentaire, agricole et climatique, mais aussi comme une solution politique, sociale et technique, qui repose sur l'autonomie et leur capacité à résister au capital monopolistique et à travailler en dehors des chaînes d'approvisionnement et des chaînes de valeur contrôlées par des monopoles transnationaux.

Les fluctuations des prix ont des conséquences catastrophiques dans le Sud global et sont très difficiles à gérer pour les ménages à faible revenu et pauvres dans les pays du Nord global.

Pour y remédier, il est essentiel de localiser les systèmes agricoles et de restructurer le pouvoir social pour le confier entre les mains des petits exploitants. Par exemple, le Zimbabwe a engagé une réforme agraire antiraciste radicale face aux sanctions du Nord global, qui a donné lieu à la redistribution de parcelles agricoles détenues par des colons blancs ou à des travailleurs ruraux sans terre ou à des citoyens noirs, réforme qui s'est traduite par des récoltes record. Les réformes agraires prévoient un rôle pour tous, en faisant appel à la solidarité avec les paysans et paysannes et les communautés les plus pauvres du Sud global, qui font preuve de suffisamment de courage pour défier le pouvoir des grands propriétaires fonciers et s'emparer des terres pour leur propre usage, notamment pour nourrir leurs familles et leur communauté.

Or ces luttes ne sont que le début, et non la fin. **L'agroécologie paysanne en tant que base de systèmes agricoles nationaux**

justes, égalitaires et démocratiques est absolument essentielle pour avancer vers la souveraineté alimentaire.

Étant une clé pour le développement social et écologique, elle est aussi une clé pour faire face à la crise climatique. Dans la mesure où le système alimentaire est responsable de près d'un tiers des émissions mondiales, une solution à la crise climatique doit forcément passer par le secteur agricole et la gestion des terres.

Notre système alimentaire mondial actuel illustre à quel point les crises du climat, des inégalités, de l'injustice et de la pauvreté sont étroitement liées les unes aux autres. Le modèle de l'agro-industrie destructrice à grande échelle traite les denrées alimentaires comme une marchandise commerciale à échanger contre des profits. Il sert les intérêts des grands groupes privés et non le droit fondamental de chacun à une nourriture suffisante et nutritive pour mener une vie digne. Il est indispensable d'engager une transformation juste du système alimentaire mondial pour en faire un système basé sur le modèle de la souveraineté alimentaire afin de s'attaquer aux causes profondes de la crise climatique, d'assurer l'égalité et de mettre fin à la pauvreté et à la faim.

C'est à ce niveau que se situe la jonction entre d'une part le combat pour une agroécologie paysanne basée sur la souveraineté alimentaire à l'échelle nationale et une voie paysanne vers le développement, et d'autre part un projet plus vaste en faveur d'un Nouveau pacte vert mondial ou populaire pour faire face aux crises mondiales plurielles nées des inégalités, de la pauvreté et du dérèglement climatique.

Un tel programme nécessite un véritable internationalisme, un mouvement de mouvements qui reconnaît la diversité et les transformations à engager vers une vision commune de l'avenir de nos systèmes alimentaires.

Il intègre des exigences qui vont au-delà du « zéro émission nette » pour parvenir à la véritable élimination des émissions d'ici à 2030, dans le but de tenter de limiter la hausse des températures globales moyennes à 1,5 °C. Pour cela, le Nord global doit impérativement atteindre le « Vrai Zéro » d'ici à 2030, et le

Sud global d'ici à 2050, en reconnaissance de la nécessaire poursuite par le Sud global du développement de son industrie et de ses infrastructures. **Pour autant, il est impératif que la résolution de la crise climatique ne se fasse pas au détriment du droit au développement du Sud global, ni à celui des États tenus d'assurer à leur population une vie décente et d'éliminer la pauvreté**¹³⁵.

Une telle démarche repose sur les piliers suivants :

- Tenir les promesses de consacrer de nouveaux fonds supplémentaires à hauteur de 100 milliards de dollars par an au **financement de l'action climatique**, en tant qu'objectif à minima et non à maxima. D'autre part, s'engager à tenir de nouveaux objectifs de financement qui reflètent la réalité que le coût de la lutte contre la crise climatique dans le Sud global dépasse largement 1 000 milliards de dollars par an, soit à peu près l'équivalent, en fait, des dépenses militaires annuelles des États-Unis.
- Convenir d'un **objectif mondial d'adaptation** capable d'aider les pays à mener à bien leurs propres plans d'adaptation au changement climatique et faire en sorte de fournir un soutien financier et technologique adéquat, s'il est nécessaire, souhaité et désirable, sans pour autant tomber dans le piège classique d'une dépendance technologique renouvelée du Sud global à l'égard du Nord global, en se servant de la crise climatique comme prétexte pour créer de nouvelles structures d'oppression et d'exploitation.
- Procéder à la **réparation des dégâts climatiques**, en consacrant des fonds publics supplémentaires pour indemniser ceux et celles qui souffrent déjà le plus aujourd'hui du dérèglement climatique¹³⁶. Par réparations climatiques, on entend par là la nécessité que les pays cessent de nuire, en réduisant rapidement leurs émissions de carbone, qu'ils réparent les torts causés, en fournissant des technologies et des financements pour aider les populations du monde entier à s'adapter à la crise, et qu'ils indemnisent les dommages qui ne sont pas réparables, en versant des paiements aux pays du Sud global pour les pertes et les dommages qu'ils ont subis¹³⁷.

- **Reconnaître l'existence de la dette climatique**, qui fait partie de l'enveloppe plus large de la dette écologique liée au colonialisme et au capitalisme¹³⁸. Il s'agit pour cela de reconnaître que les populations des États qui dépendent des exportations de pétrole et de gaz, qu'il s'agisse de Trinité-et-Tobago ou du Venezuela, ont leurs propres besoins particuliers pour s'engager vers une transition juste¹³⁹.
- **Investir dans des solutions réelles** : autrement dit, rejeter les programmes de compensation carbone, refuser les marchés du carbone et promouvoir des approches coopératives non fondées sur le marché qui reposent sur des plafonds d'émissions concrets et constamment abaissés, afin d'atteindre un véritable niveau de zéro émission¹⁴⁰.
- Une telle démarche est forcément synonyme **d'anti-impérialisme, autrement dit d'un engagement réel envers la souveraineté politique des pays du Sud global, afin**

de laisser aux luttes populaires pour la souveraineté alimentaire de la marge de manœuvre pour évoluer. Il faut pour cela commencer par éliminer les politiques du Nord global qui bafouent les droits des États du Sud ou cherchent à les recoloniser : qu'il s'agisse de la guerre américano-saoudienne contre le Yémen, ou des sanctions du Nord global qui laissent exsangues les pays opposés à son agenda impérialiste. Ce n'est que quand les États sont en mesure de déterminer leurs propres politiques qu'ils peuvent se battre pour la dette climatique sur la scène mondiale.

Nous devons impérativement nous demander si les mesures proposées nous maintiendront en dessous du seuil des 1,5 °C, si elles permettront à l'humanité de prospérer à l'intérieur des frontières planétaires, si elles mettront fin aux injustices historiques et aux déséquilibres de pouvoir liés au colonialisme et au néocolonialisme ou les transcenderont, et si elles garantiront à chacun et à chacune le droit à une vie digne.

PASSER À L'ACTION – COMMENT S'IMPLIQUER

I. Passez à l'action avec War on Want :

- Diffusez ce rapport auprès de vos parents, amis et collègues pour dénoncer la mainmise par les grands groupes privés sur notre système alimentaire et faire mieux connaître les alternatives concrètes qui sont élaborées dans le monde entier
- Apprenez-en plus sur l'action de War on Want et les efforts de nos partenaires afin de développer la souveraineté alimentaire à partir de la base. Tenez-vous au courant de nos actualités et lisez nos dernières publications sur ces sujets et partagez-les pour faire passer le message : waronwant.org/our-work/food
- Passez à l'action en ligne. Ajoutez votre voix à l'appel à réparer notre système alimentaire qui est brisé : www.waronwant.org/FoodSovNOW
- Adhérez à War on Want en tant que membre. Joignez-vous à un mouvement croissant d'opposition au monopole des grands groupes privés sur notre système alimentaire et lutez pour l'alternative qui donne la priorité aux populations et à la planète, avant le profit : waronwant.org/member

suite



PASSER À L'ACTION – COMMENT S'IMPLIQUER *suite*

2. Remettez en question le contrôle par les groupes privés de la grande distribution au Royaume-Uni. Engagez-vous localement et apportez votre soutien à une autre façon de produire et de distribuer des denrées alimentaires :

- Rejoignez et soutenez la campagne britannique sur le droit à l'alimentation « Right to Food » (repas scolaires, salaire de subsistance et droit à l'alimentation inscrits dans la loi) : unitetheunion.org/campaigns/right-to-food-campaign/
- Portez-vous bénévole dans un potager communautaire près de chez vous : goodtogrowuk.org
- Créez une coopérative alimentaire : l'organisation basée au Royaume-Uni Sustain met à disposition une longue liste de ressources qui expliquent comment créer une coopérative alimentaire dans votre région ou y adhérer : sustainweb.org/foodcoops/
- Adhérez à des réseaux d'agriculture locale soutenus par la communauté et achetez auprès d'un commerçant de produits alimentaires local : betterfoodtraders.org/

3. Forgez de nouvelles alliances :

La remise en question des monopoles agrochimiques signifie une démarche de solidarité, d'internationalisme, de campagnes d'action et de ciblage. Le soutien par des particuliers, de mouvements populaires et des campagnes dans le Nord global d'opposition aux exportations de produits agrochimiques nocifs est indispensable pour s'opposer à l'action des pays et des grands groupes privés. Des particuliers peuvent prendre des mesures de solidarité avec les mouvements des pays du Sud global ou soutenir des luttes syndicales en faisant pression sur des fournisseurs internationaux.

4. Rejoignez les mouvements anti-guerre :

Comme la campagne contre le commerce des armes (« Campaign Against the Arms Trade ») au Royaume-Uni (<https://caat.org.uk/>). Assumez de manière constructive la tâche d'empêcher le Nord global d'empiéter sur la souveraineté économique et politique des pays du Sud global. **C'est bien ce type de solidarité internationaliste qui sera propice à l'essor des mouvements de souveraineté alimentaire.**

5. Apprenez-en plus sur la souveraineté alimentaire dans le monde :

- À l'échelle mondiale : Site Internet de La Via Campesina : <https://viacampesina.org/fr/> et Comité international de planification pour la souveraineté alimentaire (CIP) : <https://www.foodsovereignty.org/fr/>
- Sur le continent africain : Alliance pour la souveraineté alimentaire en Afrique (AFSA) : <https://afsafrika.org/?lang=fr>
- En Amérique latine : Alianza por la Biodiversidad en Latinoamérica (en espagnol) : <https://www.biodiversidadla.org/>
- Au niveau des Nations Unies, le Mécanisme de la société civile et des peuples autochtones basé à Rome, qui représente la société civile, les paysans et les peuples autochtones au Comité de la sécurité alimentaire de la FAO : <https://www.csm4cfs.org> et <https://www.foodsystems4people.org/> pour en savoir plus sur l'initiative des mouvements contre le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires.

Glossaire et acronymes

AGROÉCOLOGIE et AGROÉCOLOGIE

PAYSANNE : L'agroécologie est une approche de la production alimentaire centrée sur le bien-être de la population et la préservation de la biodiversité.

L'agroécologie peut être définie de plusieurs façons : un ensemble de pratiques agricoles qui vise à imiter les processus naturels ; une approche de la production alimentaire et de l'économie qui fait passer les populations et la planète avant les profits ; et un mouvement politique qui lutte en faveur de la souveraineté alimentaire comme moyen de transformer les systèmes alimentaires. **L'agroécologie paysanne** est une alternative au modèle de production alimentaire adopté par les grands groupes privés qui consiste à spolier les agriculteurs de leurs terres et à les maintenir dans un état de pauvreté. L'agroécologie paysanne ne prend pas seulement en compte les pratiques agricoles mais prône aussi de l'importance à la lutte pour des réformes agraires qui visent en priorité celles et ceux qui travaillent la terre et la préservent.

AGROTOXIQUES : On entend généralement par produits agrochimiques les pesticides, herbicides, fongicides et insecticides, qui peuvent également contenir des hormones ou d'autres agents de croissance chimiques. Tous ces produits chimiques sont utilisés dans l'agriculture et fabriqués dans le but de tuer les insectes et les mauvaises herbes. Depuis plusieurs décennies, des mouvements dans le Sud global, en particulier en Amérique latine, commencent à qualifier ces produits agrochimiques de « agrottoxiques » (du terme espagnol et portugais *agrotóxicos*) et insistent sur leur toxicité et leur dangerosité, ainsi que sur les effets délétères qu'ils ont eus au cours de cette même période sur la santé des agriculteurs et des communautés rurales exposés à leur fumigation. De plus amples

informations et une liste actualisée de ces pesticides extrêmement dangereux sont publiées chaque année par l'organisation internationale Pesticides Action Network.

DROIT AU DÉVELOPPEMENT

Il s'agit d'un droit inaliénable de l'homme en vertu duquel toute personne humaine et tous les peuples ont le droit de participer et de contribuer à un développement économique, social, culturel et politique dans lequel tous les droits de l'homme et toutes les libertés fondamentales puissent être pleinement réalisés, et de bénéficier de ce développement. Ce droit découle de la Déclaration des Nations Unies sur le droit au développement, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies en décembre 1986.

DROIT À L'ALIMENTATION : Énoncé pour la première fois dans la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 et plus tard dans le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels de 1966, le droit à l'alimentation est entendu comme « le droit d'avoir un accès régulier, permanent et libre, soit directement, soit au moyen d'achats monétaires, à une nourriture quantitativement et qualitativement adéquate et suffisante, correspondant aux traditions culturelles du peuple dont est issu le consommateur, et qui assure une vie psychique et physique, individuelle et collective, libre d'angoisse, satisfaisante et digne »¹⁴¹.

FAIM : Selon la FAO, la faim peut être définie comme une sensation inconfortable ou douloureuse causée par une consommation insuffisante d'énergie alimentaire. Souvent, le terme faim est mesuré par la prévalence de la sous-alimentation.

FAO : Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.

suite



FINANCIARISATION : La puissance et l'influence croissantes de la finance mondiale, dont la vocation première est de dégager des profits financiers grâce à l'extraction de richesses et au transfert d'importants flux de revenus depuis des secteurs réels/productifs de l'économie vers le secteur financier.

FINTECH : La Fintech décrit l'application des technologies numériques à la finance et au management. La Fintech peut avoir recours à des algorithmes, aux blockchains et au big data pour améliorer sa gestion efficace de fonds monétaires ou de ressources.

INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE GRAVE : Selon la FAO, l'insécurité alimentaire grave peut être définie comme un niveau de gravité de l'insécurité alimentaire se caractérisant par le fait que, à un moment dans l'année, les personnes concernées ont épuisé leurs réserves alimentaires, ont connu la faim et, au degré le plus avancé, sont restées un ou plusieurs jours sans manger.

INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE MODÉRÉE : Selon la FAO, on définit l'insécurité alimentaire modérée comme un niveau de gravité de l'insécurité alimentaire se caractérisant par le fait que les personnes concernées ne sont pas certaines de pouvoir se procurer à manger et ont été contraintes, à un moment ou à un autre durant l'année, de réduire la qualité et/ou la quantité des aliments consommés, en raison d'un manque d'argent ou d'autres ressources. Ce terme renvoie donc à un manque de régularité dans l'accès à la nourriture, qui diminue la qualité de l'alimentation et perturbe les habitudes alimentaires normales.

MALNUTRITION : Selon la FAO, la malnutrition peut être définie comme une condition physiologique anormale provoquée par une consommation insuffisante, déséquilibrée ou excessive de macronutriments et/ou de micronutriments. La malnutrition comprend les problèmes de dénutrition (retard de croissance et émaciation des enfants et carences en vitamines et minéraux) ainsi que les situations d'excès pondéral et d'obésité.

PAYSANS : Selon l'UNDROP, les paysans ne sont pas seulement des petits exploitants agricoles (propriétaires de généralement

moins de 5 à 10 ha de terres, selon la région géographique), mais toute personne ayant comme activité l'agriculture artisanale ou à petite échelle, la plantation, l'élevage, le pastoralisme, la pêche, la sylviculture, la chasse ou la cueillette ou l'artisanat lié à l'agriculture, ou ayant une activité connexe dans une zone rurale. Elle s'applique aussi aux membres de la famille qui sont à la charge des paysans. La déclaration de l'UNDROP s'applique également aux peuples autochtones et aux communautés locales travaillant la terre, aux communautés transhumantes, nomades et semi-nomades et aux paysans sans terres pratiquant les activités susmentionnées ; elle s'applique en outre aux travailleurs salariés, y compris à tous les travailleurs migrants, sans considération de leur statut migratoire, et aux travailleurs saisonniers, qui sont employés dans les plantations, les exploitations agricoles, les forêts, les exploitations aquacoles et les entreprises agro-industrielles.

PRODUITS AGRICOLES DE BASE : Les cultures vivrières et les animaux produits ou élevés dans des exploitations agricoles ou des plantations. La plupart des produits agricoles englobent les céréales, le bétail et les produits laitiers et sont destinés à l'exportation.

RÉFORME AGRAIRE (y compris LA RÉFORME FONCIÈRE) : Ensemble de mesures politiques, économiques, sociales et législatives destinées à modifier la structure de la propriété foncière et de la production agricole dans un lieu donné. Les réformes agraires cherchent à remédier à la concentration de la propriété foncière entre les mains d'une poignée de propriétaires, ainsi qu'à la faible productivité agricole due à la non-utilisation de technologies et d'infrastructures dérivées ou à la spéculation sur les prix des terres qui empêche leur utilisation productive.

RÉVOLUTION VERTE : Inventé à l'origine en 1968 par l'Agence américaine pour le développement international (USAID), ce terme décrit une forte croissance de la production agricole en raison des investissements consacrés

suite



aux efforts de recherche et développement sur des variétés améliorées de riz et de blé. La sélection de ces nouvelles variétés a pour effet de nécessiter l'utilisation accrue d'engrais chimiques et de pesticides. Après de premières expérimentations aux États-Unis, les grands groupes privés ont eu besoin de nouveaux marchés pour se développer et la Révolution verte a été exportée vers de nombreux pays d'Asie et d'Amérique latine, qui ont connu des augmentations de rendement à court et à moyen terme, en contrepartie de dommages catastrophiques à long terme en termes de dégradation de l'environnement. La Révolution verte s'est également répercutée sur les inégalités des revenus et sur la répartition inéquitable des actifs et a aggravé la pauvreté absolue. Le premier rapport de War on Want dresse une analyse approfondie de l'histoire de la Révolution verte.

SOLUTIONS FONDÉES SUR

LA NATURE : lors de son Congrès mondial de la nature 2016, l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) a défini les solutions fondées sur la nature comme « des actions visant à protéger, gérer de manière durable et restaurer des écosystèmes naturels ou modifiés, pour relever directement les enjeux de société de manière efficace et adaptative tout en assurant le bien-être humain et des avantages pour la biodiversité ».

UNDROP : Déclaration des Nations Unies sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales.

UNFSS : Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires.

ANNEXE

APPEL À L'ACTION DE LA VIA CAMPESINA POUR METTRE FIN À LA CRISE ALIMENTAIRE ACTUELLE – publié en juin 2022¹⁴²

À la lumière des multiples crises auxquelles nous sommes actuellement confrontés et de l'exacerbation de la pauvreté et des inégalités, War on Want apporte son plein soutien à l'appel lancé récemment de La Via Campesina à prendre des mesures immédiates en faveur d'un système agroalimentaire plus juste vers la souveraineté alimentaire pour tous et à mettre fin à la crise alimentaire actuelle, alimentée par la spéculation et la cupidité.

La liste complète des exigences est publiée dans la déclaration ci-dessous.

« Nous exigeons une action immédiate pour :

- **La fin de la spéculation sur les denrées alimentaires et la suspension de la cotation des denrées alimentaires en bourse.** Les contrats à terme sur les matières premières agricoles devraient être interdits immédiatement. Le prix des denrées alimentaires faisant l'objet d'un commerce international doit être lié aux coûts de production et respecter les principes du commerce équitable, tant pour les producteurs, productrices que pour les consommateurs, consommatrices ;
- **La fin de l'OMC dans le contrôle du commerce alimentaire, ainsi que les accords de libre-échange.** En particulier, les règles de l'OMC qui empêchent les pays de développer des réserves alimentaires publiques et la régulation des prix et des marchés doivent être immédiatement suspendues, afin que les pays puissent développer les politiques publiques nécessaires pour soutenir les petits producteurs et les petites productrices dans ce contexte difficile ;
- **Une réunion d'urgence du Comité de la sécurité alimentaire et la création d'un nouvel organisme international chargé de mener des négociations transparentes** sur les accords de produits de base entre les pays exportateurs et importateurs, afin que les pays devenus dépendants des importations de denrées alimentaires puissent avoir accès à des aliments à des prix abordables ;
- **L'interdiction d'utiliser des produits agricoles pour produire des agrocarburants ou de l'énergie.** La nourriture doit être une priorité absolue par rapport au carburant.
- **Un moratoire mondial sur le remboursement de la dette publique par les pays les plus vulnérables.** Dans le contexte actuel, faire pression sur certains pays très vulnérables pour qu'ils remboursent leur dette est tout à fait irresponsable et conduit à une crise à la fois sociale, économique et alimentaire. Nous demandons la fin des pressions exercées par le FMI pour démanteler les politiques publiques nationales et les services publics. Nous demandons l'annulation de la dette publique extérieure illégitime dans les pays en développement.

Nous demandons des changements radicaux dans les politiques internationales, régionales et nationales afin de reconstruire la souveraineté alimentaire à travers :

- **Un changement radical de l'ordre commercial international.** L'OMC doit être démantelée. Un nouveau cadre international pour le commerce et l'agriculture, basé sur la souveraineté alimentaire, doit ouvrir la voie au renforcement des agricultures paysannes locales et nationales et garantir une base stable pour la production alimentaire relocalisée et le soutien des marchés locaux et nationaux dirigés par les paysans et paysannes. Le système commercial international doit être équitable et basé sur la coopération et la solidarité plutôt que sur la concurrence et la spéculation.
- **La mise en œuvre d'une réforme agraire populaire et globale,** pour mettre fin à l'accapement de l'eau, des semences et des terres par les sociétés transnationales, et pour garantir aux petits producteurs et petites productrices des droits équitables sur les ressources productives. Nous protestons contre la privatisation et l'accapement des écosystèmes et des ressources naturelles par des intérêts privés sous le prétexte de protéger la nature, par le biais des marchés du carbone ou d'autres programmes de compensation de la biodiversité, sans considération pour les personnes qui vivent dans les territoires et prennent soin des ressources depuis des générations.
- **Un changement radical vers l'agroécologie, afin de produire une alimentation saine en quantité et en qualité pour l'ensemble de la population.** Nous devons garder à l'esprit que la crise climatique et environnementale est notre grand défi dans le contexte actuel, et que nous devons relever le défi de produire suffisamment de nourriture de qualité tout en ravivant la biodiversité et en réduisant drastiquement les émissions de gaz à effet de serre.
- **Une régulation efficace du marché des intrants** (crédit, engrais, pesticides, semences, carburant...) pour soutenir la capacité des paysans et paysannes à produire des aliments, mais aussi pour assurer une transition équitable et bien planifiée vers des pratiques agricoles plus agroécologiques.
- **Une gouvernance alimentaire basée sur les intérêts des peuples et non sur des entreprises transnationales.** Aux niveaux mondial, régional, national et local, il faut mettre un terme à la mainmise des grands groupes privés sur la gouvernance alimentaire et placer les intérêts des populations au centre. Les petits producteurs et petites productrices doivent être reconnus comme ayant un rôle clé à jouer dans tous les organes de gouvernance alimentaire.
- **La transformation de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des paysans et paysannes en un instrument juridiquement contraignant** pour la défense des populations rurales.
- Le développement des **capacités de stockage public** dans chaque pays. La stratégie de constitution de réserves alimentaires doit être mise en œuvre à la fois au niveau national et par la création et le soutien public de réserves alimentaires au niveau communautaire avec des aliments produits localement à partir de pratiques agricoles agroécologiques.
- **Un moratoire mondial sur les technologies dangereuses** qui menacent l'humanité, comme la géo-ingénierie, les OGM ou la viande cellulaire. La promotion de techniques peu coûteuses qui augmentent l'autonomie des paysans et paysannes et les semences paysannes.
- **Le développement de politiques publiques pour assurer de nouvelles relations entre ceux et celles qui produisent les aliments et ceux et celles qui les consomment,** ceux et celles qui vivent dans les zones rurales et ceux et celles qui vivent dans les zones urbaines, en garantissant des prix équitables définis sur la base du coût de production, permettant un revenu décent pour tous ceux et celles qui produisent dans les campagnes et un accès équitable à une alimentation saine pour les consommateurs et les consommatrices.
- **La promotion de nouvelles relations de genre** basées sur l'égalité et le respect, tant pour les personnes vivant à la campagne que pour la classe ouvrière urbaine. La violence à l'égard des femmes doit cesser maintenant. »

Bibliographie

- 1 GIEC, « Climate change: a threat to human wellbeing and health of the planet. Taking action now can secure our future » <https://www.ipcc.ch/2022/02/28/pr-wgii-ar6/>
- 2 FAO, FIDA, UNICEF, PAM et OMS. 2022. *L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2022. Réorienter les politiques alimentaires et agricoles pour rendre l'alimentation saine plus abordable*. Rome, FAO.
- 3 War on Want, « Food Sovereignty: Reclaiming the Global Food System » (Londres, 2011), <https://waronwant.org/resources/food-sovereignty-report>
- 4 Celso Furtado, *Economic Development of Latin America: Historical Background and Contemporary Problems* (Cambridge University Press, 1976) ; Samir Amin, *Unequal Development: An Essay on the Social Formations of Peripheral Capitalism* (Monthly Review Press, 1977).
- 5 GIEC, « Special Report on Climate Change and Land. Chapter 5 » dans <https://www.ipcc.ch/srccl/chapter/chapter-5/>
- 6 *Ibid.*
- 7 Utsa Patnaik and Prabhat Patnaik, *Capital and Imperialism: Theory, History, and the Present* (Monthly Review Press, 2021).
- 8 Utsa Patnaik, *The Republic of Hunger and Other Essays* (Merlin Press, 2007).
- 9 Mike Davis, *Late Victorian Holocausts: El Nino Famines and the Making of the Third World* (Verso Books, 2002).
- 10 Harriet Friedmann et Philip McMichael, « Agriculture and the State System: The Rise and Decline of National Agricultures, 1870 to the Present ». *Sociologia Ruralis*, 29: 93–117. <https://doi.org/10.1111/j.1467-9523.1989.tb00360.x>
- 11 Harriet Friedmann, « The Origins of Third World Food Dependence », *The Origins of Third World Food Dependence*, 1990, 13–31.
- 12 Harriet Friedmann, « The Political Economy of Food: A Global Crisis », *New Left Review*, 1993, 29–57. <http://www.newleftreview.it/The%20Political%20Economy%20of%20Food.pdf>. <https://newleftreview.org/issues/i197/articles/harriet-friedmann-the-political-economy-of-food-a-global-crisis>
- 13 Arindam Banerjee, « The Longer 'Food Crisis' and Consequences for Economic Theory and Policy in the South », dans *Rethinking the Social Sciences with Sam Moyo*, ed. Praveen Jha, Paris Yeros, et Walter Chambati (New Delhi : Tulika Books, 2020), 152–79.
- 14 Alejandro Nadal and Hugo Garcia Rano, « Environmental Impact of Changes in Production Strategies in Tropical Mexico », *Journal of Sustainable Agriculture* 35, n° 2 (février 2011) : 180–207, <https://doi.org/10.1080/10440046.2011.539132>
- 15 Christian Zlotniski, *Made in Baja: The Lives of Farmworkers and Growers behind Mexico's Transnational Agricultural Boom* (Univ of California Press, 2019).
- 16 Don Villarejo, « The Health of US Hired Farm Workers », *Annual Review of Public Health* 24, n° 1 (2003) : 175–93.
- 17 John Vandermeer et al., « Effects of Industrial Agriculture on Global Warming and the Potential of Small-Scale Agroecological Techniques to Reverse Those Effects », New World Agriculture and Ecology Group, 2009 ; Colin AM Duncan, *Centrality of Agriculture: Between Humankind and the Rest of Nature* (McGill-Queen's Press-MQUP, 1996), https://books.google.com/books?hl=en&lr=&id=AlsBBAAQBAJ&oi=fnd&pg=PR7&dq=colin+duncan+centrality&ots=cjvTOPIR-q&sig=JibZ0Kz_xvOpWQkRS6z5RWgjHN8
- 18 Giacomo Fedele et al., « Nature-Dependent People: Mapping Human Direct Use of Nature for Basic Needs across the Tropics », *Global Environmental Change* 71 (1 novembre 2021) : 102368, <https://doi.org/10.1016/j.gloenvcha.2021.102368>
- 19 Vincent Ricciardi et al., « Higher Yields and More Biodiversity on Smaller Farms », *Nature Sustainability* 4, n° 7 (juillet 2021) : 651–57, <https://doi.org/10.1038/s41893-021-00699-2> – Nous nous arrêtons plus longuement sur cette publication plus loin. Et Groupe ETC, « Qui nous nourrira ? Le réseau alimentaire paysan et la chaîne alimentaire industrielle », 2017, <https://etcgroup.org/fr/content/avec-le-chaos-climatique-qui-nous-nourrira>. L'agriculture à petite échelle peut même produire de meilleurs rendements que l'agriculture industrielle dans certains cas : c'est ce qui a été constaté, grâce à l'agroécologie, dans certains endroits à Cuba : Peter Michael Rosset et al., « The Campesino-to-Campesino Agroecology Movement of ANAP in Cuba: Social Process Methodology in the Construction of Sustainable Peasant Agriculture and Food Sovereignty », *The Journal of Peasant Studies* 38, n° 1 (2011) : 161–91.
- 20 Eric Holt-Giménez, *A Foodie's Guide to Capitalism* (NYU Press, 2017), 195–200.
- 21 Francesco N. Tubiello et al., « Pre- and Post-Production Processes Increasingly Dominate Greenhouse Gas Emissions from Agri-Food Systems », *Earth System Science Data* 14, n° 4 (14 avril 2022) : 1795–1809, <https://doi.org/10.5194/essd-14-1795-2022>

- 22** IPBES (2019), Summary for policymakers of the global assessment report on biodiversity and ecosystem services.
- 23** FAO, FIDA, UNICEF, PAM, OMS, CESAO « Enhancing Resilience of Food Systems in the Arab States », 2021, <https://www.unicef.org/mena/reports/enhancing-resilience-food-systems-arab-states> ; Ali Kadri, *Arab Development Denied: Dynamics of Accumulation by Wars of Encroachment* (Anthem Press, 2014) ; Max Ajl, « Does the Arab Region Have an Agrarian Question? » *The Journal of Peasant Studies* 48, n° 5 (29 juillet 2021) : 955–83, <https://doi.org/10.1080/03066150.2020.1753706>
- 24** Reuters, « U.N. says grain stores in Yemen's Hodeidah 'at risk of rotting' », février 2019, <https://www.reuters.com/article/us-yemen-security-grain-idUSKCN1Q00FE>
- 25** Zaid Ali Basha, « The Agrarian Question in Yemen: The National Imperative of Reclaiming and Revalorizing Indigenous Agroecological Food Production », *The Journal of Peasant Studies*, 2022, 1–52. M. Jahi Chappell, *Beginning to End Hunger: Food and the Environment in Belo Horizonte, Brazil, and Beyond* (Univ of California Press, 2018).
- 26** Jude Kadri, « The Collapse of Yemen's Sovereignty by Permanent Violence: A Means of Both Production and Consumption of Value », *Arab Studies Quarterly*, 2021.
- 27** Martha Mundy, « The War on Yemen and Its Agricultural Sector », vol. 50, 2017.
- 28** IFRC, *Yemen: As global food insecurity crisis escalates, hope shrinks for millions already suffering from extreme hunger*, juillet 2022, in <https://www.ifrc.org/press-release/yemen-global-food-insecurity-crisis-escalates-hope-shrinks-millions-already-suffering>
- 29** HCR, « How climate change is multiplying risks for displacement », décembre 2020, dans <https://www.unhcr.org/uk/news/stories/2020/12/5fc74f754/climate-change-multiplying-risks-displacement.html>
- 30** « Tunisia: Average Price of Meat by Type 2020-2021 », Statista, consulté le 26 juillet 2022, <https://www.statista.com/statistics/1263974/average-monthly-price-of-meat-and-poultry-in-tunisia-by-type/> ; Habib Ayeb, « Building Food Sovereignty in Tunisia », *Food First*, 2 mai 2019, <https://archive.foodfirst.org/building-food-sovereignty-in-tunisia/> ; Habib Ayeb et Ray Bush, *Food Insecurity and Revolution in the Middle East and North Africa: Modernisation and Agrarian Questions in Egypt and Tunisia* (Londres et New York : Anthem Press, 2017).
- 31** « Tunisia: Sfax – Four Ships Loaded With Cereals, Blocked Off Kerkennah for Non-Payment Reasons – AllAfrica.Com », consulté le 26 juillet 2022, <https://allafrica.com/stories/202112210257.html>
- 32** La Via Campesina, « La lutte pour une agriculture et une agroécologie plus durable se poursuit à la COP 26 », novembre 2021, <https://viacampesina.org/fr/la-lutte-pour-une-agriculture-et-une-agroecologie-plus-durable-se-poursuit-a-la-cop-26/>
- 33** L'objectif de l'approche de l'intensification durable dans l'agriculture est d'augmenter les rendements à partir de la même superficie de terres et, en même temps, de diminuer les impacts écologiques négatifs de la production agricole et d'accroître la fourniture de services environnementaux. Cette approche a toutefois le défaut de partir de la prémisse erronée que le monde doit augmenter la production d'aliments pour nourrir sa population croissante. L'intensification durable est dans le même temps un concept de plus en plus galvaudé par les grands groupes privés à titre de stratégie de greenwashing, afin de pérenniser leur modèle actuel d'agriculture intensive, sous le couvert d'une prétendue « durabilité ». Cette approche a également pour effet d'écartier les méthodes plus holistiques de l'agroécologie, basées sur l'autonomie des agriculteurs et des agricultrices, la transformation sociale et politique et la diversité au sein des parcelles et des exploitations agricoles.
- 34** De plus amples données sur le contexte historique de la Révolution verte et de la naissance de l'agriculture mondiale des grands groupes privés figurent dans le premier rapport de War on Want intitulé *Food Sovereignty: Reclaiming the global food system*, 2011, dans <https://waronwant.org/resources/food-sovereignty-report>
- 35** La Via Campesina, *ibid.*
- 36** Alain de Janvry, *The Agrarian Question and Reformism in Latin America* (Johns Hopkins University Press, 1981).
- 37** Richa Kumar, « India's Green Revolution and Beyond », *Economic and Political Weekly* 54, n° 34 (2019) : 41–48, <https://www.epw.in/journal/2019/34/technology-and-society/indias-green-revolution-and-beyond.html>
- 38** Patricia Lizarraga ; Jorge Pereira Filho, « Atlas de los Sistemas Alimentarios del Cono Sur » 1.ed. – Ciudad Autónoma de Buenos Aires: Fundación Rosa Luxemburgo, 2022, <https://rosalux-ba.org/2022/07/19/atlas-de-los-sistemas-alimentarios-del-cono-sur/>
- 39** On entend par monnaie forte toute monnaie négociée à l'échelle mondiale qui sert de réserve de valeur fiable et stable.
- 40** La crise de la dette de 2022 au Sri Lanka est un exemple du cercle vicieux du service de la dette : <https://waronwant.org/news-analysis/more-debt-wont-solve-sri-lankas-debt-crisis>
- 41** Groupe ETC, *Food Barons 2022 – Crisis Profiteering, Digitalization and Shifting Power*, septembre 2022 dans <https://etcgroup.org/content/food-barons-2022>
- 42** *Ibid.*
- 43** The Guardian, *Record profits for grain firms amid food crisis prompt calls for windfall tax*, août 2022, dans <https://www.theguardian.com/environment/2022/aug/23/record-profits-grain-firms-food-crisis-calls-windfall-tax>
- 44** Glenn Davis Stone, « Surveillance Agriculture and Peasant Autonomy », *Journal of Agrarian Change* 22, n° 3 (2022) : 608–31, <https://doi.org/10.1111/joac.12470>.

- 45 À titre d'exemple, la technologie CRISPR est utilisée pour désigner une variété de systèmes programmés pour pouvoir cibler des sections de code génétique et, à son tour, modifier l'ADN à certains endroits. Les chercheurs disposent ainsi des moyens de soumettre des organismes et des cellules vivantes à des modifications génétiques permanentes et pourraient à l'avenir peut-être corriger les mutations et cibler les gènes qui provoquent des maladies.
- 46 GRAIN, « Contrôle numérique : comment les Big Tech se tournent vers l'alimentation et l'agriculture (et ce que cela signifie) », 26 janvier 2021, dans <https://grain.org/fr/article/6596-contrôle-numérique-comment-les-big-tech-se-tournent-vers-l-alimentation-et-l-agriculture-et-ce-que-cela-signifie>
- 47 Anna Starostinetskaya, « The USDA Just Invested \$10 Million in Lab-Grown Meat », VegNews.com, consulté le 19 juillet 2022, <https://vegnews.com/2021/10/usda-lab-grown-meat>
- 48 Max Ajl and Rob Wallace, « Red Vegans against Green Peasants », New Socialist, 2021, <http://newsocialist.org.uk/red-vegans-against-green-peasants/> ; Ian Scoones, « Livestock, Methane, and Climate Change: The Politics of Global Assessments », WIREs Climate Change n/a, no. n/a : e790, consulté le 19 juillet 2022, <https://doi.org/10.1002/wcc.790>
- 49 IPES-Food, 2022. « La politique des protéines : analyse des discours concernant le bétail, le poisson, les « protéines alternatives » et la durabilité », https://ipes-food.org/_img/upload/files/PolitiqueDesProteinesFR.pdf
- 50 *Ibid.*
- 51 Matthew Canfield, Molly D. Anderson, and Philip McMichael, « UN Food Systems Summit 2021: Dismantling Democracy and Resetting Corporate Control of Food Systems », *Frontiers in Sustainable Food Systems* 5 (2021): 661552.
- 52 Kirtana Chandrasekaran et al., « Démasquer la mainmise des entreprises sur le Sommet UNFSS à travers le multipartenariat » 2021, 4. Dans <https://www.foodsystems4people.org/multistakeholderism-report/?lang=fr> Consulté en août 2022 ; Timothy A. Wise, 2020. « Failing Africa's Farmers: An Impact Assessment of the Alliance for a Green Revolution in Africa » Tufts University. https://sites.tufts.edu/gdae/files/2020/07/20-01_Wise_FailureToYield.pdf
- 53 John H. Perkins et membre de la Faculté du département de biologie et d'histoire de l'environnement et des technologies, John H. Perkins, *Geopolitics and the Green Revolution: Wheat, Genes, and the Cold War* (Oxford University Press, 1997).
- 54 Elizabeth Hodson et al., « Boost Nature Positive Production », Report (Center for Development Research (ZEF) en coopération avec le Groupe scientifique pour le Sommet des Nations Unies sur le système alimentaire de 2021, 2 avril 2021).
- 55 Pour obtenir un résumé complet des termes du greenwashing et des stratégies de l'agrobusiness en matière de climat et d'agriculture, nous recommandons de consulter le glossaire de GRAIN : <https://grain.org/fr/article/6892-glossaire-du-greenwashing-de-l-agrobusiness>
- 56 GIEC, « Changement climatique et terres émergées. Résumé à l'intention des décideurs », 2019, téléchargeable en français dans <https://www.ipcc.ch/srcc1/chapter/summary-for-policy-makers/>
- 57 Suggestions de lectures sur la région du Gran Chaco : <https://www.theguardian.com/environment/2019/oct/05/screaming-hairy-armadillo-the-forest-the-world-forgot-gran-chaco> et sur celle du Cerrado au Brésil : <https://www.ft.com/content/c70e8db4-11c4-42b3-808d-016e413253cd>
- 58 Fatwa Ramdani and Masateru Hino, « Land Use Changes and GHG Emissions from Tropical Forest Conversion by Oil Palm Plantations in Riau Province, Indonesia », *PLoS One* 8, n° 7 (2013) : e70323.
- 59 Energy Transitions Commission, « Towards a Low-Carbon Steel Sector », *Energy Transitions Commission* (blog), 2019, <https://www.energy-transitions.org/publications/towards-a-low-carbon-steel-sector/>
- 60 Max Ajl, *A People's Green New Deal* (Londres : Pluto Press, 2021), Chapitre 6 et bibliographie.
- 61 PU PNUD, « Le développement humain à l'Anthropocène : la prochaine frontière » *Rapport sur le développement humain 2020*, 2020.
- 62 Pushpendra Rana et al., « Predicting Wasteful Spending in Tree Planting Programs in Indian Himalaya », *World Development* 154 (2022) : 105864.
- 63 « Are Huge Tree Planting Projects More Hype than Solution? » Yale E360, consulté le 25 juillet 2022, <https://e360.yale.edu/features/are-huge-tree-planting-projects-more-hype-than-solution>
- 64 William J. Bond et al., « The Trouble with Trees: Afforestation Plans for Africa », *Trends in Ecology & Evolution* 34, n° 11 (novembre 2019) : 963–65, <https://doi.org/10.1016/j.tree.2019.08.003>
- 65 Jennifer C. McGarvey et al., « Carbon Storage in Old-Growth Forests of the Mid-Atlantic: Toward Better Understanding the Eastern Forest Carbon Sink », *Ecology* 96, n° 2 (2015) : 311–17, <https://doi.org/10.1890/14-1154.1> ; Alice Di Sacco et al., « Ten Golden Rules for Reforestation to Optimize Carbon Sequestration, Biodiversity Recovery and Livelihood Benefits », *Global Change Biology* 27, n° 7 (2021): 1328–48, <https://doi.org/10.1111/gcb.15498>
- 66 <https://cropscience.bayer.co.uk/bayer-carbon-programme/>
- 67 Archana Prasad, « Global Capital and the Reinvention of Nature », dans *Rethinking the Social Sciences with Sam Moyo*, ed. Praveen Jha, Paris Yeros, and Walter Chambati (New Delhi : Tulika Books, 2020), 180–97.

- 68** TechCrunch, « Billionaires make it rain on Plenty, the indoor farming startup », <http://tcrn.ch/2tgumSI> (Consulté en novembre 2022)
- 69** Plus d'informations sur le contrôle par les grands groupes privés sur les semences et le développement des semences génétiquement modifiées figurent dans notre premier rapport : « Food Sovereignty: Reclaiming the Global Food System » : <https://waronwant.org/resources/food-sovereignty-report>
- 70** FAO, « FAO'S Work on Family Farming: Preparing for the Decade of Family Farming (2019–2028) to achieve the SDGs », 2018.
- 71** Mike Davis, *Planet of Slums* (Londres ; New York : Verso, 2006).
- 72** Conseil des droits de l'Homme des Nations Unies (39^e session : 2018 : Geneva), « Déclaration des Nations Unies sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales », 8 octobre 2018, <https://digitallibrary.un.org/record/1650694>
- 73** La Via Campesina-FIAN, *Déclaration des Nations Unies sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales. Introductory Booklet*, 2021.
- 74** Sam Moyo, Praveen Jha, and Paris Yeros, *Reclaiming Africa: Scramble and Resistance in the 21st Century* (Springer, 2018).
- 75** Madeleine Fairbairn, *Fields of Gold: Financing the Global Land Rush* (Cornell University Press, 2020).
- 76** FIAN International, Transnational Institute, Focus on the Global South, « Le capitalisme devoyé et la financiarisation des terres et de la nature », septembre 2020, <https://www.foodsovereignty.org/fr/le-capitalisme-devoye-et-la-financiarisation-des-terres-et-de-la-nature/>
- 77** « Un contrat à terme est un engagement anticipé standardisé, négocié sur un marché à terme organisé, pour livrer une quantité spécifiée d'un actif sous-jacent défini avec précision à un moment (la « date de livraison ») et à un lieu spécifiés. Les contrats à terme sont les instruments financiers les plus négociés au monde. » (Définition du CADTM, <https://cadtm.org/>)
- 78** Laperouse, 2016:1, dans S.Ouma « This can('t) be an asset class: The world of money management, "society", and the contested morality of farmland investments », <https://journals.sagepub.com/doi/full/10.1177/0308518X18790051> consulté en août 2022.
- 79** Valoral Advisors, « Global Food Agriculture Investment Outlook », 2018: <https://www.valoral.com/wp-content/uploads/2018-Global-Food-Agriculture-Investment-Outlook-Valoral-Advisors.pdf> consulté en août 2022.
- 80** *Ibid.*
- 81** « L'indice NCREIF des terres agricoles (National Council of Real Estate Investment Fiduciaries) est une mesure trimestrielle du rendement composite des investissements d'un grand nombre de propriétés agricoles individuelles acquises sur le marché privé uniquement à des fins d'investissement. Toutes les propriétés de l'indice des terres agricoles ont été acquises, au moins en partie, pour le compte d'investisseurs institutionnels exonérés d'impôt, la majorité d'entre eux étant des fonds de pension. En tant que tel, tous les biens sont détenus dans un environnement fiduciaire. » Les données se réfèrent aux investissements des États-Unis.
- 82** Yiwen Zeng, Lian Pin Koh, et David S. Wilcove, « Gains in Biodiversity Conservation and Ecosystem Services from the Expansion of the Planet's Protected Areas », *Science Advances* 8, n° 22 (2022) : eabl9885.
- 83** Forrest Fleischman et al., « Restoration Prioritization Must Be Informed by Marginalized People », *Nature* 607, n° 7918 (2022) : E5–6 ; Bram Büscher et al., « Half-Earth or Whole Earth? Radical Ideas for Conservation, and Their Implications », *Oryx* 51, n° 3 (2017) : 407–10 ; Ivette Perfecto, John H. Vandermeer, et Angus Lindsay Wright, *Nature's Matrix: Linking Agriculture, Conservation and Food Sovereignty* (Earthscan, 2009).
- 84** Wijeratna, Alex, Chandrasekaran, Kirtana & Lowe, Samuel (2014), Friends of the Earth, « What's Your Pension Funding? How UK Institutional Investors Fund the Global Land Grab ». 10.13140/RG.2.2.19323.36649.
- 85** Ramón Vera Herrera, « The Global South Has Free Trade to Thank for Its Obesity and Diabetes Epidemic », *The Guardian*, 6 avril 2015, sec. Opinion, <https://www.theguardian.com/commentisfree/2015/apr/06/global-south-has-free-trade-to-thank-obesity-diabetes-epidemic>
- 86** « Rob Wallace on the Political Economy of Pandemics | MR Online », 18 juin 2021, <https://mronline.org/2021/06/18/rob-wallace-on-the-political-economy-of-pandemics/>
- 87** *Ibid.*
- 88** Annie Shattuck, « Toxic Uncertainties and Epistemic Emergence: Understanding Pesticides and Health in Lao PDR », *Annals of the American Association of Geographers* 111:1, 216–230 (2021) : 1–15, <https://doi.org/10.1080/24694452.2020.1761285>
- 89** Richard Fuller, Philip J Landrigan, Kalpana Balakrishnan, Glynda Bathan, Stephan Bose-O'Reilly, Michael Brauer, Jack Caravanos, Tom Chiles, Aaron Cohen, Lilian Corra, Maureen Cropper, Greg Ferraro, Jill Hanna, David Hanrahan, Howard Hu, David Hunter, Gloria Janata et al., « Pollution and health: a progress update », *The Lancet Planetary Health*, juin 2022 : DOI : [https://doi.org/10.1016/S2542-5196\(22\)00090-0](https://doi.org/10.1016/S2542-5196(22)00090-0)
- 90** Rachel Carson, *Silent Spring* (Houghton Mifflin Harcourt, 2002).
- 91** Pour plus d'informations sur les recherches concernant les exportations et des témoignages de partenaires de War on Want : <https://waronwant.org/news-analysis/uk-agrochemicals-kill-peasants-across-global-south>

- 92** Dario Aranda ; Lucía Magdalena Vicente, Carlos Alberto Vicente, Carolina Acevedo, « Atlas del agronegocio transgénico en el Cono Sur : monocultivos, resistencias y propuestas de los pueblos », Marcos Paz : Acción por la Biodiversidad, 2020, <https://www.biodiversidadla.org/Atlas>
- 93** Comité des droits de l'Homme des Nations Unies, Portillo Cáceres et d'autres v. Paraguay, CCPR/C/126/D/2751/2016, Communication 2751/2016, dans <https://www.escr-net.org/fr/caselaw/2020/portillo-caceres-et-autres-c-paraguay-ccprc126d27512016-communication-27512016>
- 94** Silvia Ribeiro, « Agrotóxicos y transgénicos: asalto a la salud y derechos humanos », in *La Jornada*, Mexico, 18 mars 2017, <https://www.jornada.com.mx/2017/03/18/opinion/019aleco>
- 95** Conseil des droits de l'Homme des Nations Unies (39^e session : 2018 : Genève), « Déclaration des Nations Unies sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales », 8 octobre 2018, <https://digitallibrary.un.org/record/1650694>
- 96** La Via Campesina, « Déclaration de la VII Conférence Internationale de La Via Campesina », 23 juillet 2017, <https://viacampesina.org/fr/declaration-de-euskal-herria/>
- 97** *Ibid.*
- 98** *Ibid.*
- 99** La Via Campesina, Amis de la Terre international, *Combattre Monsanto. Résistance populaire au pouvoir de l'industrie agroalimentaire à l'heure de 'l'économie verte' et du changement climatique*, dans <https://viacampesina.org/fr/combattre-monsanto/>
- 100** Pour une analyse détaillée des défis et des opportunités du mouvement alimentaire, nous recommandons le rapport IPES-Food et Groupe ETC, 2021. « Un mouvement visionnaire pour une alimentation durable: Transformer les systèmes alimentaires d'ici 2045 », https://www.ipes-food.org/_img/upload/files/LongFoodMovementFR.pdf
- 101** M. Berners-Lee et al., « Current Global Food Production Is Sufficient to Meet Human Nutritional Needs in 2050 Provided There Is Radical Societal Adaptation », ed. Anne R. Kapuscinski, Kim A. Locke, et Christian J. Peters, *Elementa: Science of the Anthropocene* 6 (18 juillet 2018) : 52, <https://doi.org/10.1525/elementa.310>
- 102** Groupe ETC, « Qui nous nourrira ? Le réseau alimentaire paysan et la chaîne alimentaire industrielle », 2017, <https://etcgroup.org/fr/content/avec-le-chaos-climatique-qui-nous-nourrira>
- 103** Sarah K. Lowder, Marco V. Sánchez, et Raffaele Bertini, eds., « Farms, Family Farms, Farmland Distribution and Farm Labour: What Do We Know Today? », *ESA Working Paper*, Document de travail de la FAO sur l'économie du développement agricole 19-08, 2019.
- 104** Groupe ETC, « Peasants still feed the world, even if FAO claims otherwise », janvier 2022 dans <https://etcgroup.org/content/peasants-still-feed-world-even-if-fao-claims-otherwise>
- 105** *Ibid.*
- 106** Miguel A. Altieri and Victor Manuel Toledo, « The Agroecological Revolution in Latin America: Rescuing Nature, Ensuring Food Sovereignty and Empowering Peasants », *Journal of Peasant Studies* 38, n° 3 (juillet 2011) : 587–612, <https://doi.org/10.1080/03066150.2011.582947>
- 107** Movement for Land and Agricultural Reform (MONLAR), « State Land Acquisition in Rural Sri Lanka » (Rajagiriya, Sri Lanka, août 2019).
- 108** *Ibid.*
- 109** MONLAR, I. Akurugoda and M. Karunaratne « A Case Study on People's Movement to Protect Forest Lands and Natural Water Sources in Homadola near the Kanneliya Forest Reserve », mars 2022.
- 110** *Ibid.*
- 111** Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. FAO dans Kenya. Disponible sur : <https://www.fao.org/kenya/fao-in-kenya/kenya-at-a-glance/en/> [13 juillet 2022]
- 112** The Standard. Kenya to import 540,000 tonnes of maize to avert looming shortage. Disponible sur : <https://www.standardmedia.co.ke/business/article/2001445949/kenya-to-import-540000-tonnes-of-maize-to-avert-looming-shortage> [25 juin 2022].
- 113** Banque mondiale. 2022. International Debt Statistics 2022. Washington, DC : Banque mondiale. doi:10.1596/978-1-4648-1800-4.
- 114** E. Toussaint, *Le système dette. Histoire des dettes souveraines et de leur répudiation* (LLL ; 2017).
- 115** The Kenyan Peasants League, « Building the alternatives to transform the food system. Political education and public awareness on food sovereignty. Local case study and research », juillet 2022.
- 116** Scientific Report on Pesticides in the Kenyan Market. Disponible sur : https://routetofood.org/wp-content/uploads/2021/09/Scientific-Report-on-Pesticides-in-the-Kenyan-Market-Report_Final-1.pdf [25 juin 2022]
- 117** Public Eye, Parquat. Disponible sur : <https://www.publiceye.ch/fr/thematiques/pesticides/paraquat> [27 juin 2022] dans Kenyan Peasants League, « Building the Alternatives to Transform the Food Systems. Political Education and Public Awareness on Food Sovereignty. » (2022).
- 118** War on Want, *Building alternatives to toxic pesticides: peasant agroecology in Kenya*, dans <https://waronwant.org/news-analysis/building-alternatives-toxic-pesticides-peasant-agroecology-kenya>
- 119** Md. Mujibul Haque Munir, « Farmers' Warfare: Impact of Climate Change and Strategies and Initiatives of Farmers of Bangladesh » (BAFLF) et Jatiyo Kisan Shramik Society (JKSS), janvier 2022. Toute cette section s'appuie sur ce rapport.

- 120** Extrait d'interviews d'agriculteurs, du Documentaire « Farmers' Warfare », BAFLF/JKSS, Janvier 2022.
- 121** LA VIA CAMPESINA South Asia, *Peasant movements in Bangladesh intensifies the fight against commercial release of Golden Rice in the country*, mars 2019, dans <https://southasiaviacampesina.org/2019/03/01/peasant-movements-in-bangladesh-intensifies-the-fight-against-commercial-release-of-golden-rice-in-the-country/>
- 122** Le riz doré est conçu pour augmenter la quantité de vitamine A et éviter la cécité liée à une carence en vitamine. Pourtant, beaucoup affirment qu'il s'agit d'un simple symptôme de la malnutrition : Peter M. Rosset, « Transgenic Crops to Address Third World Hunger? A Critical Analysis », *Bulletin of Science, Technology & Society* 25, n° 4 (2005) : 306–13.
- 123** Lyn Ossome and Sirisha Naidu, « The Agrarian Question of Gendered Labour », *Labour Questions in the Global South*, 2021, 63–86.
- 124** Karen E. Rignall, *An Elusive Common: Land, Politics, and Agrarian Rurality in a Moroccan Oasis* (Cornell University Press, 2021).
- 125** ATTAC/CADTM Maroc, SDA, *The working conditions of farmworkers and the alternative of food sovereignty. Souss-Massa Region: a case study*, juillet 2022.
- 126** *Ibid.*
- 127** Pour une analyse détaillée du phénomène de bandes organisées en Europe méditerranéenne et de la « chaîne d'approvisionnement sale », nous recommandons la lecture du rapport (EU)xploitation. *Gangmastering: The Southern Question. Italy, Spain and Greece*, Maria Panariello (ed.), F. Ciconte, A. Fotiadis, S. Liberti, M. Paone, Terra! Association, 2021. <https://cdn.associazioneterra.it/media/files/euexploitation-eng-web.pdf>
- 128** Sustain, « Why would anyone want to pick our crops? Securing decent pay and conditions for agriculture workers in England », 25 juillet 2018 https://www.sustainweb.org/news/jul18_workers_briefing_launch/
- 129** Melanie Gower, Sarah Coe, « Recruitment Support for Agricultural Workers », Bibliothèque de la Chambre des communes 23 mai 2022 dans <https://researchbriefings.files.parliament.uk/documents/CDP-2022-0094/CDP-2022-0094.pdf>
- 130** <https://britishmeatindustry.org/industry/workforce/>
- 131** Hajera Blegg, Unite the Union (2022). La section suivante s'inspire d'un rapport du syndicat Unite the Union sur les travailleurs étrangers au Royaume-Uni.
- 132** <https://www.nottingham.ac.uk/news/study-uncovers-worsening-conditions-of-migrant-workers-in-uk-agri-food-industry-during-pandemic-1>
- 133** Emiliano Mellino, Pete Pattison and Rudra Pangeni, « Migrant fruit pickers charged thousands in illegal fees to work on UK farms, investigation shows », *The Guardian*, 27 mai 2022, <https://www.theguardian.com/global-development/2022/may/27/migrant-fruit-pickers-charged-thousands-in-fees-to-work-on-uk-farms-investigation-shows> (Consulté en août 2022).
- 134** Henry Dimbleby, National Food Strategy for England, juillet 2021, dans <https://www.gov.uk/government/publications/national-food-strategy-for-england>
- À propos de la stratégie alimentaire du gouvernement britannique, Bev Clarkson, responsable national d'Unite, a déclaré : « Il n'est pas surprenant que la stratégie ne contienne rien pour remédier aux salaires de misère et aux pratiques de travail terribles qui sont à l'origine des problèmes de personnel endémiques du secteur. Les ministres ne s'intéressent pas à ces questions. Si c'était le cas, ils s'assiéraient à la table avec Unite, qui représente plusieurs milliers de travailleurs de la ferme à la fourchette. »
- 135** « People's Agreement of Cochabamba », *World People's Conference on Climate Change and the Rights of Mother Earth* (blog), 24 avril 2010, <https://pwccc.wordpress.com/2010/04/24/peoples-agreement/>
- 136** Mizan Khan et al., « Twenty-Five Years of Adaptation Finance through a Climate Justice Lens », *Climatic Change* 161, n° 2 (2020) : 251–69 ; J. Timmons Roberts and Bradley Parks, *A Climate of Injustice: Global Inequality, North-South Politics, and Climate Policy* (MIT press, 2006).
- 137** War on Want, « The Call for Climate Reparations », novembre 2022, <https://waronwant.org/news-analysis/call-climate-reparations>
- 138** « People's Agreement of Cochabamba », <https://pwccc.wordpress.com/2010/04/24/peoples-agreement/>
- 139** Keston Perry, « Realising Climate Reparations: Towards a Global Climate Stabilization Fund and Resilience Fund Programme for Loss and Damage in Marginalised and Former Colonised Societies », *Disponibile à SSRN 3561121*, 2020.
- 140** Stan Cox, *The Green New Deal and Beyond: Ending the Climate Emergency While We Still Can* (City Lights Books, 2020).
- 141** Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, « Statement by Jean Ziegler Special Rapporteur on the Right to Food on the Occasion of World Food Day », 2005, <https://www.ohchr.org/en/statements/2009/10/statement-jean-ziegler-special-rapporteur-right-food-occasion-world-food-day>
- 142** La Via Campesina, « Déclaration de LVC | Arrêtons la crise alimentaire ! La souveraineté alimentaire c'est maintenant ! », juin 2022 : <https://viacampesina.org/fr/declaration-de-lvc-arretons-la-crise-alimentaire-la-souverainete-alimentaire-cest-maintenant/>

Recherche et rédaction par :

- Max Ajl
- Sabrina Espeleta (*War on Want*)

Avec la contribution d'articles et des travaux de recherche de nos partenaires et alliés du Royaume-Uni et d'ailleurs :

- ATTAC/CADTM Maroc et SDA (Syndicat Démocratique de l'Agriculture), Maroc.
- BAFLF (*Bangladesh Agriculture Farm Labour Federation*) et JKSS (*Jatiyo Kisan Shramik Society*), Bangladesh.
- MONLAR, *The Movement for National Land and Agricultural Reform*, Sri Lanka.
- KPL, *The Kenyan Peasants League*, Kenya.
- *Unite the Union*, Royaume-Uni

Avec le parrainage de Rosa-Luxemburg-Stiftung soutenu par des fonds du ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement de la République fédérale d'Allemagne. L'utilisation par des tiers de tout ou partie de cette publication est autorisée sous réserve d'une mention appropriée de la publication originale.

Le contenu de la publication relève de la seule responsabilité de War on Want et ne reflète pas nécessairement la position de RLS.



Publication : Décembre 2022

Photo de couverture : Rassemblement de travailleurs opposés à l'OMC et aux accords de libre-échange devant l'Institut de recherche sur le riz du Bangladesh. Gazipur, Bangladesh
© JKSS Bangladesh

Mise en page : www.wave.coop

Traduction de la version originale en anglais par worldaccent.com

Imprimé avec une encre écologique, sur du papier recyclé post-consommation.

War on Want
44-48 Shepherdess Walk
Londres NI 7JP
Royaume-Uni

Tél. : +44 (0)20 7324 5040
E-mail : support@waronwant.org
www.waronwant.org



[facebook.com/waronwant](https://www.facebook.com/waronwant)



[@waronwant](https://twitter.com/waronwant)



[@waronwant](https://www.instagram.com/waronwant)

Œuvre de bienfaisance britannique
enregistrée sous le n° 208724
Société à responsabilité limitée par garantie n° 629916

